



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 8 NOVEMBRE 1947

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, NOVEMBER 8th, 1947

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion; otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiv-

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.
REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
17227 — 1-52

ing notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notice, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
17227 — 1-52

Lettres patentes

Ann's Stores Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276 S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatorze octobre 1947, constituant en corporation: Solomon W. Weber, avocat, de la cité de Outremont, Abraham Golden, enquêteur, et Arthur Levin, avocat, tous deux de la cité de Montréal tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tous et chacun des commerces de drapiers, fourriers, merciers, bonnetiers, manufacturiers, exportateurs et importateurs, marchands en gros et en détail, de toutes sortes de tissus, cuirs, manteaux, robes et autres vêtements, souliers, porcelaine, verrerie, vaisselle et autres fournitures et ustensiles de ménage, ornements, librairie, bibelots et agir comme négociants de quincaillerie, bijouterie, marchandises plaquées savons, articles de toilette de tous genres, vendeurs de livres et d'articles de sport, sous le nom

Letters Patent

Ann's Stores Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276 Q.R.S., 1941, bearing date the fourteenth day of October, 1947, incorporating: Solomon Weber, advocate, of the city of Outremont, Abraham Golden, investigator, and Arthur Levin, advocate, both of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the business of clothiers, furriers, haberdashers, hosiery, manufacturers, exporters and importers, wholesale and retail dealers in and all kinds of fabrics, leathers, cloaks, dresses and other garments, shoes, china, glassware, crockery and other household fittings and utensils, ornaments, stationery, notions, and dealers in hardware, jewellery, plated goods, soap, toilet articles of all kinds, booksellers and sporting goods, under the name of "Ann's Stores Incorporated", with a capital

de "Ann's Stores Incorporated", avec un capital de \$49,900, divisé en 499 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Highway Milk-Bar Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276 S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du onze octobre 1947, constituant en corporation: J. Maurice Lafrenière, marchand, de Ste-Jeanne, de l'Ile Perrot, André Pelletier, commis de bureau, et Théobald Plamondon, comptable, ces deux derniers de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, producteurs, importateurs, exportateurs, grossistes et détaillants de tous produits laitiers et plus particulièrement du lait et de la crème sous toutes leurs formes et leurs sous-produits, lait et crème à leur état naturel, lait écrémé, lait de beurre, lait en poudre, évaporé ou condensé, crème glacée, beurre, fromage, caséine et tous autres produits similaires, sous le nom de "Highway Milk-Bar Limited", avec un capitale \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Jeanne de l'Ile Perrot, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Laurentide Laces Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatorze octobre 1947, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, c.r., Harry Batslaw, c.r., Nathaniel L. Levy, Louis Feigenbaum, tous avocats, et Isabel Brodeur et Minnie Anker, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, produire, acheter, vendre; importer et exporter, les dentelles, marchandises de dentelle, toile, cotons, soies, rayons, et les tissus textiles de toutes sortes et descriptions, et en faire un commerce général comme mandants ou agents, en gros ou en détail, sous le nom de "Laurentide Laces Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Les Loisirs de St-Bruno Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de

stock of \$49,900, divided into 499 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Highway Milk-Bar Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276 R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of October, 1947, incorporating: J. Maurice Lafrenière, merchant, of Ste-Jeanne, of Ile Perrot, André Pelletier, office clerk, and Théobald Plamondon, accountant, these two latter of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, producers, importers, exporters, wholesalers and retailers of all dairy products and more particularly milk and cream in all forms of same and their by-products, milk and cream in their natural state, skimmed milk, butter-milk, powdered milk, evaporated or condensed milk, ice cream, butter, cheese, casein and all other similar products, under the name of "Highway Milk-Bar Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Jeanne de l'Ile Perrot, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Laurentide Laces Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of October, 1947, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Harry Batslaw, K.C., Nathaniel L. Levy, Louis Feigenbaum, all advocates, and Isabel Brodeur, and Minnie Anker, spinsters, of the full age of majority, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy, sell, import and export laces, lace goods, linens, cotton goods, silks, rayons and all textile fabrics of every kind and description, and to deal in the same generally as principals or agents, wholesale or retail under the name of "Laurentide Laces Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Les Loisirs de St-Bruno Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have

Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du 16 octobre 1947, constituant en corporation sans capital-actions: M. l'abbé Gilles Gervais, curé, Ernest Dulude, cultivateur, et Gérard Filion, journaliste, tous du village de Saint-Bruno, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Créer, maintenir, administrer et développer des moyens d'organisation des loisirs, des moyens de récréation, d'instruction pour l'esprit et de délasserment pour le corps, sous le nom de "Les Loisirs de St-Bruno Inc."

Le montant auquel sont limités les immeubles que la corporation peut posséder est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000).

Le siège social de la corporation sera à St-Bruno, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Meubles Laurier Ltée
Laurier Furniture Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du quatorze octobre 1947, constituant en corporation: Alcide Mercier, industriel, Gabriel Mercier, agent d'assurances, Onésime Mercier, négociant, tous trois du village de Laurier Station, Joseph-Théophile Poulin, marchand, de Saint-Edouard, tous du comté de Lotbinière, district judiciaire de Québec, et Joseph-Alphonse Duhamel, voyageur de commerce, de Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Conduire et exercer l'industrie générale d'ébénisterie et de fabrication de meubles et objets de cette catégorie et leurs accessoires, sous le nom de "Meubles Laurier Ltée—Laurier Furniture Ltd.", avec un capital de \$200,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans le Village de Laurier Station, comté de Lotbinière, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Montreal Club of Printing House Craftsmen

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatorze octobre 1947, constituant en corporation sans capital-actions: James Ross, lithographe, Percy Ernest Pepler, imprimeur, Alexander Robert Farquharson, gérant, tous trois de la cité de Montréal, et George Bonnemer, gérant de ventes, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Encourager et développer un esprit coopératif d'amitié et d'assistance mutuelle parmi les personnes engagées dans l'industrie des arts gra-

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of October, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: the Rev. abbé Gilles Gervais, parish priest, Ernest Dulude, farmer, and Gérard Filion, journalist, all of the village of Saint-Bruno, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To create, maintain, manage and promote the organization of recreational centers and mean of recreation, mental instruction and physical relaxation, under the name of "Les Loisirs de St-Bruno Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited is twenty-five thousand dollars (\$25,000).

The head office of the corporation will be at Saint-Bruno, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Meubles Laurier Ltée
Laurier Furniture Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of October, 1947, incorporating: Alcide Mercier, manufacturer, Gabriel Mercier, insurance agent, Onésime Mercier, merchant, all three of the village of Laurier Station, Joseph Théophile Poulin, merchant, of Saint Edouard, all of the county of Lotbinière, judicial district of Quebec, and Joseph Alphonse Duhamel, commercial traveller, of Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To conduct and carry on the cabinet-making industry and that of manufacturing furniture and objects of a like nature and their accessories, under the name of "Meubles Laurier Ltée—Laurier Furniture Ltd.", with a capital stock of \$200,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be in the Village of Laurier Station, county of Lotbinière, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Montreal Club of Printing House Craftsmen

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the fourteenth day of October, 1947, incorporating without share capital: James Ross, lithographer, Percy Ernest Pepler, printer, Alexander Robert Farquharson, manager, all three of the city of Montreal, and George Bonnemer, sales manager, of Verdun, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To encourage and develop a co-operative spirit of friendship and mutual assistance among persons engaged in the Graphic Arts industry and

phiques et ceux qui sont intéressés au succès et à l'avancement de cette industrie dans le district de Montréal, sous le nom de "Montreal Club of Printing House Craftsmen".

Rien dans les objets ci-dessus ne doit autoriser le jeu, les jeux de hasard et les jeux combinés de hasard et d'habileté, et la corporation n'est autorisée à obtenir et détenir aucune licence de la Commission de Liqueurs de Québec.

Le montant auquel sera limité la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Reo Service Stores Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1947, constituant en corporation: Roland Pouliot, comptable, Jeanne-Françoise Raymond, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, et Jean Filion, avocat, de ville Mount-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations et rendre les services qui consistent à teindre, laver, presser, réparer et nettoyer par le procédé du nettoyage à sec, ou par l'emploi de tout autre liquide dissolvant, ou de tout autre procédé connu ou non, tous genres de vêtements, tapis, rideaux, fourrures, salopettes et habits de travail, robes, paletots, manteaux, couvertures, et, généralement, tout ce qui peut être nettoyé par ces procédés;

Exercer le commerce de buandiers suivant toutes espèces de procédés de lavage en usage, et exercer le commerce d'entreposage, sous le nom de "Reo Service Stores Limited", avec un capital de \$20,000, divisé en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Rimouski Auto Parts Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix octobre 1947, constituant en corporation: Paul-Émile Gagnon, Gilles Gagnon, avocats, et Lucienne Michaud, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous de la ville de Rimouski, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires en gros et en détail, comme commerçants, agents et distributeurs de moteurs à vapeur, à combustion, électriques, d'accessoires, pièces, morceaux, outils, ustensiles se rapportant directement aux commerces ci-dessus et au commerce de véhicules de tout genre, y compris la fabrication d'accessoire, l'entretien et les réparations s'y rattachant, sous le nom de "Rimouski Auto Parts Limited", avec un capital de \$40,000,

those interested in its welfare and advancement in the district of Montreal, under the name of "Montreal Club of Printing House Craftsmen".

Nothing in the foregoing objects shall authorize gambling games, games of chance and games of chance and skill mixed nor shall the corporation be empowered to obtain and hold any license from the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General

Reo Service Stores Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1947, incorporating: Roland Pouliot, accountant, Jeanne-Françoise Raymond, secretary, both of the city of Montreal, and Jean Filion, advocate, of the town of Mount-Royal, all of the judicial district of Montreal; for the following purposes:

To undertake the operations of and give services consisting of dyeing, washing, pressing, repairing and cleaning by any dry-cleaning process, or by the use of other liquid solvent, or by any other known or other process, clothing of all kinds, carpets, curtains, furs, overall and working clothes, dresses, overcoats, coats, blankets, and, in general, anything that may be cleaned by these processes;

To carry on the business of laundries according to all types of washing process in use, and to undertake the storage business, under the name of "Reo Service Stores Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 150 preferred shares of a par value of \$100 each, and 100 common shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Rimouski Auto Parts Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of October, 1947, incorporating: Paul-Émile Gagnon, Gilles Gagnon, advocates, and Lucienne Michaud, secretary, spinster in use of her rights, all of the town of Rimouski, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail business of dealers, agents and distributors of steam, combustion and electric motors, supplies, accessories and spare parts, tools and implements connected directly with the foregoing business and that of vehicles of all kinds, including the manufacturing of accessories, the maintenance and repairs connected therewith, under the name of "Rimouski Auto Parts Limited", with a capital

divisé en 300 actions ordinaires de la valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le dix octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Roland Chalifoux Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du onze octobre 1947, constituant en corporation: Roland Chalifoux, entrepreneur, Mario Guinard, comptable, et Victor Duquette, contremaître menuisier, des cité et district judiciaire de Montréal pour les objets suivants:

Faire ou exercer tous et aucun des commerces comme entrepreneurs généraux pour la construction, l'érection, réparation, modification, maintien ou opération de travaux publics ou privés de toute nature et genres quelconques;

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Roland Chalifoux Limitée", avec un capital de \$75,000, divisé en 750 actions communes ayant une valeur nominale ou au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 11 octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Westmount Appliances and Sports Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du onze octobre 1947, constituant en corporation: Harry Gerson, marchand, Karl Rudick, comptable et Philip S. Garonce, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, produire, vendre, acheter, importer, détailler, et négocier de toutes façons les dispositifs électriques et de maison, radios, équipement de radios, télévision, équipement de télévision, équipement électrique, équipement de ménage, toutes sortes de quincaillerie, outils, mécanismes, machines, machinerie, lattes, instruments de travail, peinture, papier peint, porcelaine, verrerie, commodités de ménage, fournitures d'hôtel et de club de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Westmount Appliances and Sports Limited".

Le capital de la compagnie est divisé en 200 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant de capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$2,000.

Le siège social de la compagnie sera à 4209 rue Ste-Catherine O., en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

20527-o

stock of \$40,000, divided into 300 common shares of the par value of \$100 each and 100 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Roland Chalifoux Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of October, 1947, incorporating: Roland Chalifoux, contractor, Mario Guinard, accountant, and Victor Duquette, carpentry foreman, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on or engage in all or any of the businesses of general contractors for the building, erecting, repairing, altering, maintenance and operation of public or private works of all kinds and descriptions;

To carry on business as general contractors, under the name of "Roland Chalifoux Limitée", with a capital stock of \$75,000, divided into 750 common shares having a nominal or par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Westmount Appliances and Sports Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the eleventh day of October, 1947, incorporating: Harry Gerson, merchant, Karl Rudick, accountant, and Philip S. Garonce, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, produce, sell, buy, import, retail and in all ways to deal with electrical and household appliances, radios, radio equipment, televisions, television equipment, electrical equipment, household equipment, all kinds of hardware goods, tools, mechanisms, machines, machinery, lathes, working instruments, paints, wall papers, china, glass, household commodities, hotel and club supplies of every part and description, under the name of "Westmount Appliances and Sports Limited".

The capital stock of the company is divided into 200 shares having no nominal or par value and the amount of the capital stock with which the company will commence its operations will be \$2,000.

The head office of the company will be at 4209 St. Catherine Street, W., in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

20527-o

Mont Tremblant Lodge, Limited

Mont Tremblant Lodge, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-huit octobre 1947, autorisant la fusion de "Mont Tremblant Lodge, Limited", constituée en corporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date le 2 mars, 1942, et de "Mont Tremblant Ski-Lifts, Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 6 novembre 1940, dans le but d'acquérir, posséder, développer, opérer, vendre, louer ou aliéner des endroits de villégiature d'été ou d'hiver, sous le nom de "Mont Tremblant Lodge, Limited" avec un capital divisé en cent cinquante mille actions (150,000) sans valeur nominale ou au pair.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the twenty-eighth day of October, 1947, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2 chapter 276, R.S.Q., 1941, authorizing the amalgamation of "Mont Tremblant Lodge, Limited", incorporated by letters patent issued under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act and dated March 2nd, 1942, and of "Mont Tremblant Ski-Lifts, Ltd.", incorporated by letters patent issued under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act and dated November 6th, 1940, for the purpose of acquiring, owning, developing, operating, selling, leasing or disposing of, summer and winter resorts, under the name of "Mont Tremblant Lodge, Limited" with a capital divided into one hundred and fifty thousand (150,000) shares with out nominal or par value.

Le montant de capital avec lequel la compagnie exercera ses affaires sera de sept cent cinquante mille dollars (\$750,000).

The amount of capital with which the Company will carry on business will be Seven hundred and fifty thousand dollars (\$750,000.).

Le nom de la nouvelle compagnie est "Mont Tremblant Lodge, Limited".

The name of the new Company is "Mont Tremblant Lodge, Limited".

Le siège social et la principale place d'affaires de la nouvelle compagnie seront dans la municipalité du Mont Tremblant, comté de Terrebonne, dans le district judiciaire de Terrebonne.

The head office and principal place of business of the new Company will be in the Municipality of Mont Tremblant, County of Terrebonne, in the judicial District of Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le 28 octobre 1947.

Dated at the office of the Attorney General, this 28th day of October, 1947.

L'Assistant-procureur général,
20553 L. DÉSILETS.

Deputy Attorney General.
20553-o L. DÉSILETS,

Commission Municipale de Québec

Quebec Municipal Commission

LA COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC

THE QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION

AVIS D'ÉCHANGE D'OBLIGATIONS

NOTICE of EXCHANGE of DEBENTURES

Loi pour assurer le progrès de l'éducation (10 Geo VI, ch. 21; 11 Geo. VI, ch. 32)

Act to ensure the progress of Education (10 Geo. VI, Chap. 21 — 11 Geo. VI, Chap. 32).

Avis est, par les présentes, donné que, conformément aux dispositions de la Loi pour assurer le progrès de l'éducation (10 George VI, chapitre 21, tel qu'amendé par 11 George VI, chapitre 32), les commissions scolaires, dont les noms suivent se sont prévaluées de la dite loi, savoir:

Notice is, hereby, given that in conformity with, the dispositions of the Act to Ensure the Progress of Education (10 George VI, Chapter 21, as amended by 11 George VI, Chapter 32), the school commissions hereafter named have availed themselves of the said law, to wit:

La Commission des écoles catholiques de Montréal, y compris:

La Commission des écoles catholiques de Montréal, including:

The School Commissioners for the Municipality of Cartierville, in the county of Jacques-Cartier;

The School Commissioners for the Municipality of Cartierville, in the county of Jacques-Cartier;

The School Commissioners for the Municipality of Cote des Neiges, in the county of Westmount;

The School Commissioners for the Municipality of Cote des Neiges, in the county of Westmount;

The School Commissioners for the Municipality of the Village of La Côte la Visitation;

The School Commissioners for the Municipality of the Village of La Côte la Visitation;

Les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de la Côte St-Laurent, N° 1;

Les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de la Côte St-Laurent, N° 1;

The School Commissioners of Hochelaga, in the county of Hochelaga;

The School Commissioners of Hochelaga, in the county of Hochelaga;

The School Commissioners for the Municipality of the Town of Longue Pointe;

The School Commissioners for the Municipality of the Town of Longue Pointe;

The School Commissioners of the Town of Maisonneuve;

The School Commissioners of the Town of Maisonneuve;

The School Commissioners for the Municipality of Amherst Park;

The School Commissioners for the Municipality of Amherst Park;

The School Commissioners for the Municipality of St. Bernardin de Montréal;

The School Commissioners for the Municipality of St-Bernardin de Montreal;

The School Commissioners for the Municipality of Sainte Cécile;

Les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de Saint-Charles, Bas-du-Sault;

The School Commissioners for the Municipality of Sainte Clotilde;

The School Commissioners for the Municipality of St. Denis de Montréal;

The School Commissioners for the Municipality of Saint-Edouard;

The School Commissioners for the Municipality of St. François Solano;

The School Commissioners for the Municipality of St. Georges;

The School Municipality of St. Grégoire le Thaumaturge;

The School Commissioners for the Municipality of St. Grégoire le Thaumaturge, in the counties of Dorion et Maisonneuve;

The School Commissioners of the city of St. Henri;

The School Commissioners of St. Jean Berchmans;

The School Commissioners for the Municipality of St. Jean de la Croix;

The School Commissioners for the Municipality of the Town of St. Paul, in the county of Hochelaga;

The School Commissioners for the Municipality of St. Stanislas de Montréal;

Les Commissaires d'Écoles du Village de Tétraultville de Montréal;

The School Commissioners for the Municipality of Ville Emard;

The School Commissioners for the Municipality of the Village of Villeray;

The School Commissioners for the Municipality of Youville;

Les Commissaires d'Écoles pour la municipalité d'Youville, dans le comté de Jacques-Cartier;

La Municipalité Scolaire de la Longue-Pointe (Beaurivage);

La Municipalité Scolaire de St-Charles Bas-du-Sault, à Montréal-Nord;

The School Commissioners of the Town of Maisonneuve;

The Montreal Protestant Central School Board y compris;

The School Commissioners for the Municipality of the City of Westmount;

The School Commissioners for the Municipality of Coteau St. Pierre, county of Hochelaga;

The Protestant Board of School Commissioners of City of Montreal;

School Trustees for the Municipality of the Village of La Rivière St. Pierre;

The Protestant School Commission of Lachine; School Commissioners for the Town of Mount Royal;

The Protestant Board of School Trustees of Pointe aux Trembles;

The Protestant Board of School Trustees for the City of Outremont;

School Commissioners for the Municipality of Delorimier, in the county of Hochelaga;

Protestant School Trustees of the Municipality of Notre Dame de Grace West;

School Trustees for the Municipality of Town of Emard;

Le Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques Romains de la cité de Québec, y compris:

Municipalité Scolaire St-Roch Nord;

La Commission des Écoles Catholiques de Verdun, y compris:

The School Commissioners for the Municipality of Sainte Cécile;

Les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de Saint-Charles Bas-du-Sault;

The School Commissioners for the Municipality of Sainte Clotilde;

The School Commissioners for the Municipality of St. Denis de Montreal;

The School Commissioners for the Municipality of Saint Edouard;

The School Commissioners for the Municipality of St. François Solano;

The School Commissioners for the Municipality of St. Georges;

The School Municipality of St. Grégoire le Thaumaturge;

The School Commissioners for the Municipality of St. Grégoire le Thaumaturge, in the counties of Dorion & Maisonneuve;

The School Commissioners of the City of St. Henri;

The School Commissioners of St. Jean Berchmans;

The School Commissioners for the Municipality of St. Jean de la Croix;

The School Commissioners for the Municipality of the Town of St. Paul, in the county of Hochelaga;

The School Commissioners for the Municipality of St. Stanislas de Montreal;

Les Commissaires d'Écoles du Village de Tétraultville de Montréal;

The School Commissioners for the Municipality of Ville Emard;

The School Commissioners for the Municipality of the Village of Villeray;

The School Commissioners for the Municipality of Youville;

Les Commissaires d'Écoles pour la municipalité d'Youville, dans le comté de Jacques-Cartier;

La Municipalité Scolaire de la Longue Pointe (Beaurivage);

La Municipalité Scolaire de St-Charles Bas-du-Sault, à Montréal-Nord;

The School Commissioners of the Town of Maisonneuve;

The Montreal Protestant Central School Board, including:

The School Commissioners for the Municipality of the City of Westmount;

The School Commissioners for the Municipality of Coteau St. Pierre, county of Hochelaga;

The Protestant Board of School Commissioners of City of Montreal;

School Trustees for the Municipality of the Village of La Rivière St. Pierre;

The Protestant School Commission of Lachine; School Commissioners of the Town of Mount Royal;

The Protestant Board of School Trustees of Pointe aux Trembles;

The Protestant Board of School Trustees for the City of Outremont;

School Commissioners for the Municipality of Delorimier, in the county of Hochelaga;

Protestant School Trustees of the Municipality of Notre Dame de Grace West;

School Trustees for the Municipality of Town of Emard;

Le Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques Romains de la cité de Québec, including:

Municipalité Scolaire St-Roch Nord;

La Commission des Écoles Catholiques de Verdun, including:

Les Commissaires d'Écoles pour la municipalité du Village de La Rivière St-Pierre;

La Commission des Écoles Catholiques des Trois-Rivières;

Board of Protestant School Commissioners of Sherbrooke;

La Commission Scolaire Catholique Romaine de la cité de Sherbrooke;

La Commission scolaire catholique de la Cité de Hull;

La Commission Scolaire Catholique de la Cité de Sorel;

La Commission Scolaire Catholique de la Ville de Shawinigan-Falls;

Les Commissaires d'Écoles pour la municipalité du Village de La Rivière St-Pierre;

La Commission des Écoles Catholiques des Trois-Rivières;

Board of Protestant School Commissioners of Sherbrooke;

La Commission Scolaire Catholique Romaine de la cité de Sherbrooke;

La Commission Scolaire Catholique de la cité de Hull;

La Commission Scolaire Catholique de la cité de Sorel;

La Commission Scolaire Catholique de la Ville de Shawinigan Falls;

Les Commissions Scolaires de:

(Comté d'Abitibi-Est)

Landrienne;
Malartic;
Senneterre;
Val d'Or;
Val d'Or (protestante).

(Comté d'Abitibi-Ouest)

Authier;
Colombourg;
Dupuy;
Normetal;
Palmarolle.

Comté d'Argenteuil

Brownsburg;
Brownsburg (protestante);
Chatham N^o 1;
Grenville (protestante);
Grenville, village;
Lachute (protestante);
Lachute (ville);
Morin, canton diss. (catholique);
St-André, village.

(Comté d'Arthabaska)

Arthabaska ville;
Victoriaville.

(Comté de Bagot)

Acton Vale, village.

(Comté de Beauce)

Sacré-Cœur-de-Jésus;
St-Georges;
St-Simon-les-Mines.

(Comté de Beauharnois)

Beauharnois, ville;
St-Clément;
Salaberry-de-Valleyfield, cité.

(Comté de Bellechasse)

St-Camille.

(Comté de Berthier)

Lavaltrie, village;
St-Barthélémy;
St-Michel-des-Saints.

The school commissions of:

(County of Abitibi-East)

Landrienne;
Malartic;
Senneterre;
Val d'Or;
Val d'Or (protestant).

(County of Abitibi-West)

Authier;
Colombourg;
Dupuy;
Normetal;
Palmarolle.

(County of Argenteuil)

Brownsburg;
Brownsburg (protestant);
Chatham No 1;
Grenville (protestant);
Grenville, Village;
Lachute (protestant);
Lachute, Town;
Morin, Townsl ip Diss. (catholic);
St. Andrew, Village.

(County of Arthabaska)

Arthabaska, Town;
Victoriaville.

(County of Bagot)

Acton Vale, Village.

(County of Beauce)

Sacré-Cœur de Jésus;
St. Georges;
St. Simon les Mines.

(County of Beauharnois)

Beauharnois, Town;
St. Clément;
Salaberry de Valleyfield, Town.

(County of Bellechasse)

St. Camille.

(County of Berthier)

Lavaltrie, Village;
St. Barthélemy;
St. Michel des Saints.

(Comté de Bonaventure)

Paspébiac;
St-Charles-de-Caplan;
St-Laurent-de-Matapédia (protestante).

(Comté de Brôme)

Village de Sutton.

(Comté de Chambly)

Boucherville, village;
Chambly Richelieu (protestante);
Greenfield-Park (protestante);
Longueuil (protestante);
Longueuil, paroisse;
Longueuil, ville;
St-Basile-le-Grand;
St-Hubert (catholique);
St-Lambert (protestante);
St-Lambert (catholique).

(Comté de Champlain)

Cap-de-la-Madeleine;
St-Adelphe;
St-Genève-de-Batiscan;
St-Séverin.

(Comté de Charlevoix)

Clermont;
Pointe-au-Pic;
St-Etienne-de-la-Malbaie;
St-Siméon, village.

(Comté de Châteauguay)

Châteauguay, ville;
St-Martine.

(Comté de Chicoutimi)

Chicoutimi, cité;
Grande-Baie, village;
Jonquière, village;
Kénogami, ville;
Port-Alfred;
St-Anne, paroisse;
Village-du-Moulin.

(Comté de Compton)

Bulwer (protestante);
Compton, canton;
East-Angus, ville (catholique);
L'Assomption-de-Waterville;
Scotstown (protestante);
St-Camille-de-Cookshire;
St-Louis-de-Westbury.

(Comté de Deux-Montagnes)

La Grande-Frènière (protestant);
Oka;
St-Canut;
St-Scholastique, village.

(Comté de Dorchester)

Cranbourne;
St-Aurèle;
St-Prosper;
St-Rose-de-Watford.

(County of Bonaventure)

Paspébiac;
St. Charles de Caplan;
St. Laurent de Matapédia (protestant).

(County of Brome)

Village of Sutton.

(County of Chambly)

Boucherville, Village;
Chambly Richelieu (protestant);
Greenfield Park (protestant);
Longueuil (protestant);
Longueuil, Parish;
Longueuil Town. ;
St. Basile le Grand;
St. Hubert (catholic);
St. Lambert (protestant);
St. Lambert (catholic).

(County of Champlain)

Cap de la Madeleine;
St. Adelphe;
St-Genève de Batiscan;
St. Séverin.

(County of Charlevoix)

Clermont;
Pointe au Pic;
St. Etienne de la Malbaie;
St. Siméon, Village.

(County of Chateauguay)

Chateauguay, Town;
St. Martine.

(County of Chicoutimi)

Chicoutimi, City;
Grande Baie, Village;
Jonquière, Village;
Kenogami, Town;
Port Alfred;
St. Anne, Parish;
Village du Moulin.

(County of Compton)

Bulwer (protestant);
Compton, Township;
East Angus, Town (catholic);
L'Assomption de Waterville;
Scotstown (protestant);
St. Camille de Cookshire;
St. Louis de Westbury.

(County of Two Mountains)

La Grande Frènière (protestant);
Oka;
St. Canut;
St-Scholastique, Village.

(County of Dorchester)

Cranbourne;
St. Aurèle;
St. Prosper;
St. Rose de Watford.

(Comté de Drummond)

Drummondville, cité;
St-Fulgence;
St-Jean-Baptiste;
St-Joseph-de-Grantham, ville;
St-Simon-de-Drummond.

(Comté de Gaspé-Nord)

St-Joachim.

(Comté de Gaspé-Sud)

Chandler;
Newport;
Percé (catholique);
Rivière-au-Renard.

(Comté de Gatineau)

Aumond, canton;
Aylmer, ville (catholique);
Deschênes, village;
Kensington (catholique);
La Pesche;
Low-Sud (protestante);
Maniwaki (catholique);
Ste-Philomène d'Egan.

(Comté de Hull)

Pointe-à-Gatineau.

(Comté de Huntingdon)

Huntingdon (protestante);
Huntingdon, ville (catholique).

(Comté de Jacques-Cartier)

Lachine, cité (catholique);
La Présentation-de-la-Ste-Vierge;
Pointe-Claire, ville;
Pointe-Claire & Beaconsfield (protestante);
Ste-Geneviève N° 1, village;
Ste-Jeanne-de-Chantal;
St-Laurent (catholique);
St-Pierre-aux-Liens;
Très St-Sacrement;
Ville LaSalle.

(Comté de Joliette)

Joliette, ville.

(Comté de Kamouraska)

St-Alexandre.

(Comté de Labelle)

Kiamika;
Mont-Laurier;
Notre-Dame-de-Pontmain.

(Comté de Lac St-Jean)

Hébertville-Station;
Hébertville, village;
St-Jérôme, paroisse;
St-Émilien, village.

(Comté de l'Assomption)

L'Épiphanie, village;
St-Paul l'Érmité.

(County of Drummond)

Drummondville, City;
St. Fulgence;
St. Jean Baptiste;
St. Joseph de Grantham, Town;
St. Simon de Drummond.

(County of Gaspé North)

St. Joachim.

(County of Gaspé South)

Chandler;
Newport;
Percé (catholic);
Rivière au Renard.

(County of Gatineau)

Aumond, Township;
Aylmer, Town (catholic);
Deschesnes, Village;
Kensington (catholic);
La Pesche;
Low South (protestant);
Maniwaki (catholic);
Ste. Philomène d'Egan.

(County of Hull)

Pointe à Gatineau.

(County of Huntingdon)

Huntingdon (protestant);
Huntingdon, Town (catholic).

(County of Jacques-Cartier)

Lachine, City (catholic);
La Présentation de la Ste. Vierge;
Pointe Claire, Town;
Pointe Claire & Beaconsfield (protestant);
Ste. Geneviève No. 1, Village;
Ste. Jeanne de Chantal;
St. Laurent (catholic);
St. Pierre aux Liens;
Très St. Sacrement;
Town of LaSalle.

(County of Joliette)

Joliette, Town.

(County of Kamouraska)

St. Alexandre.

(County of Labelle)

Kiamika;
Mont Laurier;
Notre Dame de Pontmain.

(County of Lake St. John)

Hébertville Station;
Hébertville, Village;
St. Jérôme, Parish;
St. Emilien, Village.

(County of L'Assomption)

L'Épiphanie, Village;
St. Paul l'Érmité.

(Comté de Laval)

Côte St-Léonard;
Haut-de-la-Grande-Côte de Ste-Rose;
L'Abord-à-Plouffe;
Laval-des-Rapides, ville;
Pointe-aux-Trembles (catholique);
Pont-Viau;
St-Martin, village;
St-Vincent-de-Paul, village;
St-Yves-de-Laval;
Ville de Montréal-Est.

(Comté de Laviolette)

Grand'Mère;
St-Georges-de-Champlain;
Ste-Thècle, paroisse;
St-Tite, village.

(Comté de Lévis)

Charny;
Lévis, cité;
St-David-de-l'Auberivière;
St-Romuald d'Etchemin.

(Comté de L'Islet)

Bonsecours, village;
L'Islet;
St-Jean-Port-Joli.

(Comté de Maskinongé)

St-Alexis;
Ste-Ursule.

(Comté de Matane)

Matane, ville;
Ste-Félicité;
St-Rémi-de-la-Rivière-Métis;
St-Paul-des-Capucins.

(Comté de Matapédia)

Amqui;
Causapsal, village;
Sayabec;
St-Noel, village.

(Comté de Mégantic)

Black-Lake, ville;
Thetford-Mines, cité;
Lyster Station;
Plessisville;
St-Ferdinand;
Village de Bernierville.

(Comté de Missisquoi)

Bedford;
Cowansville, (protestante);
Farnham, ville;
St-François d'Assise-de-Frelighsburg;
Ste-Rose-de-Lima-de-Sweetsburg;
Ste-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus.

(Comté de Montcalm)

St-Donat.

(Comté de Montmagny)

Cap St-Ignace, paroisse;

(County of Laval)

Cote St. Leonard;
Haut de la Grande Cote de Ste. Rose;
L'Abord à Plouffe;
Laval des Rapides, Town;
Pointe aux Trembles (catholic);
Pont Viau;
St. Martin, Village;
St. Vincent de Paul, Village;
St. Yves de Laval;
Town of Montreal East.

(County of Laviolette)

Gran'Mère;
St. Georges de Champlain;
Ste. Thècle, Parish;
St. Tite, Village.

(County of Lévis)

Charny;
Levis, City;
St. David de l'Auberivière;
St. Romuald d'Etchemin.

(County of L'Islet)

Bonsecours, Village;
L'Islet;
St. Jean Port Joli.

(County of Maskinongé)

St. Alexis;
Ste. Ursule.

(County of Matane)

Matane, Town;
Ste. Félicité;
St. Rémi de la Rivière Métis;
St. Paul des Capucins.

(County of Matapédia)

Amqui;
Causapsal, Village;
Sayabec;
St. Noel, Village.

(County of Mégantic)

Black Lake, Town;
Thetford Mines, City;
Lyster Station;
Plessisville;
St. Ferdinand;
Village of Bernierville.

(County of Missisquoi)

Bedford;
Cowansville (protestant);
Farnham, Town;
St. François d'Assise de Frelighsburg;
Ste. Rose de Lima de Sweetsburg;
Ste. Thérèse de l'Enfant Jésus.

(County of Montcalm)

St. Donat.

(County of Montmagny)

Cap St. Ignace, Parish;

Cap St-Ignace, village;
Ste-Apolline;
St-Just-de-Bretenières;
Montmagny, ville.

(Comté de Montmorency)

Beaupré;
L'Ange-Gardien;
Ste-Anne-de-Beaupré;
Ste-Famille, I.O.;
St-Jean, I.O.;
St-Joachim;
St-Laurent, I.O.;
St-Tite-des-Caps.

(Comté de Montréal-Outremont)

Ste-Madeleine.

(Comté de Napierville-Laprairie)

Laprairie, paroisse;
Laprairie, ville;

(Comté de Nicolet)

Ville de Nicolet.

(Comté de Papineau)

Notre-Dame-de-la-Salette;
Notre-Dame-du-Laus;
Preston;
St-Jean Vianney;
St-Rémi d'Amherst;
Templeton, village.

(Comté de Pontiac)

Clarendon;
Fort-Coalonge.

(Comté de Portneuf)

Donnacona;
Montauban-les-Mines;
Portneuf;
St-Léonard;
St-Marc;
St-Raymond, paroisse;
St-Raymond, village.

(Comté de Québec)

Ancienne Lorette, paroisse;
Ancienne Lorette, village;
Beauport, ville;
Cap-Rouge;
Lac St-Charles;
Notre-Dame-des-Laurentides;
St-Colomb-de-Sillery (protestante);
St-Emile;
St-Gabriel-de-Valcartier;
St-Louis-de-Courville;
St-Michel-de-Beauport;
Ste-Thérèse-de-Beauport;
Trait-Carré-de-Charlesbourg;
Village de Giffard;
Village de Montmorency.

(Comté de Richelieu)

St-Joseph;
St-Ours, village;
Ste-Victoire.

Cap St. Ignace, Village;
Ste. Apolline;
St. Just de Bretenières;
Montmagny, Town.

(County of Montmorency)

Beaupré;
L'Ange Gardien;
Ste. Anne de Beaupré;
Ste. Famille, I.O.;
St. Jean, I. O.;
St. Joachim;
St. Laurent, I.O.;
St. Tite des Caps.

(County of Montreal-Outremont)

Ste. Madeleine.

(County of Napierville-Laprairie)

Laprairie, Parish;
Laprairie, Town.

(County of Nicolet)

Town of Nicolet.

(County of Papineau)

Notre Dame de la Salette;
Notre Dame du Laus;
Preston;
St. Jean Vianney;
St. Rémi d'Amherst;
Templeton, Village.

(County of Pontiac)

Clarendon;
Fort Coulonge.

(County of Portneuf)

Donnacona;
Montauban les Mines;
Portneuf;
St. Leonard;
St. Marc;
St. Raymond, Parish;
St. Raymond, Village.

(County of Quebec)

Ancienne Lorette, Parish;
Ancienne Lorette, Village;
Beauport, Town;
Cap Rouge;
Lake St. Charles;
Notre Dame des Laurentides;
St. Colomb de Sillery (protestant);
St. Emile;
St. Gabriel de Valcartier;
St. Louis de Courville;
St. Michel de Beauport;
Ste. Thérèse de Beauport;
Trait Carré de Charlesbourg;
Village of Giffard;
Village of Montmorency.

(County of Richelieu)

St. Joseph;
St. Ours, Village;
Ste. Victoire.

| | |
|--|---|
| <i>(Comté de Richmond)</i> | <i>(County of Richmond)</i> |
| Asbestos (catholique); Danville, diss. (catholique); Ville de Richmond (catholique); Richmond (protestante); Ville de Windsor. | Asbestos (catholic); Danville, Diss. (catholic); Town of Richmond (catholic); Richmond (protestant); Town of Windsor. |
| <i>(Comté de Rimouški)</i> | <i>(County of Rimouski)</i> |
| Bic, village; Luceville; Massé & Ouimet; Ville de St-Germain-de-Rimouski. | Bic, Village; Luceville; Massé & Ouimet; * Town of St. Germain de Rimouski. |
| <i>(Comté de Rivière-du-Loup)</i> | <i>(County of Rivière du Loup)</i> |
| Rivière-du-Loup, cité. | Rivière du Loup, City. |
| <i>(Comté de Roberval)</i> | <i>(County of Roberval)</i> |
| Péribonka; St-André; St-Félicien, village; Ste-Lucie d'Albanel; Ville de Dolbeau (catholique). | Péribonka; St. André; St. Félicien, Village; Ste. Lucie d'Albanel; Town of Dolbeau (catholic). |
| <i>(Comté de Rouville)</i> | <i>(County of Rouville)</i> |
| St-Paul d'Abbotsford. | St. Paul d'Abbotsford. |
| <i>(Comté de Rouyn-Noranda)</i> | <i>(County of Rouyn-Noranda)</i> |
| Beaudry; L'Immaculée-Conception; Rouyn, village; Ville de Noranda (catholique); Ville de Noranda (protestante). | Beaudry; L'Immaculée Conception; Rouyn, Village; Town of Noranda (catholic); Town of Noranda (protestant). |
| <i>(Comté de Saguenay)</i> | <i>(County of Saguenay)</i> |
| Bergeronnes; Les Escoumains; Ragueneau. | Bergeronnes; Les Escoumains; Ragueneau. |
| <i>(Comté de Shefford)</i> | <i>(County of Shefford)</i> |
| Granby, cité; Granby, cité (protestante); Ely-Ouest; St-François-Xavier-de-Sherffod; Waterloo, ville (catholique). | Granby, City; Granby, City (protestant); Ely West; St. François Xavier de Shefford; Waterloo, Town (catholic). |
| <i>(Comté de Sherbrooke)</i> | <i>(County of Sherbrooke)</i> |
| Lennoxville, diss. (catholique); Petit-Lac-Magog. | Lennoxville Diss. (catholic); Petit Lac Magog. |
| <i>(Comté de Stanstead)</i> | <i>(County of Stanstead)</i> |
| Beebe Plain (protestante); Coaticook, ville; Village Hatley-Nord (protestante); Ville de Magog. | Beebe Plain (protestant); Coaticook, Town; Village of North Hatley (protestant); Town of Magog. |
| <i>(Comté de St-Hyacinthe)</i> | <i>(County of St. Hyacinthe)</i> |
| Girouard; La Providence, village; St-Hyacinthe, cité; St-Joseph, village. | Girouard; La Providence, Village; St. Hyacinthe, City; St. Joseph, Village. |
| <i>(Comté de St-Jean)</i> | <i>(County of St. John)</i> |
| Lacolle. | Lacolle. |

(Comté de St-Maurice)

Almaville, village;
Baie-de-Shawinigan;
Charette;
St-Etienne-des-Grès;
Ste-Jeanne d'Arc d'Almaville;
Yamachiche.

(Comté de Témiscamingue)

Notre-Dame-de-Lourdes-de-Lorrainville;
Notre-Dame-des-Quinze;
Ville-Marie.

(Comté de Terrebonne)

Mont-Rolland;
Ste-Agathe-des-Monts, paroisse;
Ste-Agathe-des-Monts, ville;
St-Agricole;
St-Jérôme, paroisse;
St-Jérôme, ville;
St-Jovite;
Ste-Lucie-de-Doncaster;
St-Sauveur;
Ste-Thérèse, paroisse;
Val-Morin;
Ville Ste-Thérèse (catholique);
Ville Ste-Thérèse, diss. (protestante).

(Comté de Vaudreuil-Soulanges)

Como;
Ile-Perrot;
Rigaud, village;
St-Emmanuel;
St-Joseph-de-Soulanges;
Village de la Station du Côteau;
Dorion, village.

(Comté de Verchères)

Belœil, ville;
McMasterville, village;
St-Amable.

(Comté de Westmount)

Mont-Royal (catholique).

(Comté de Wolfe)

Beaulac;
Garthby;
Ham-Nord (catholique);
St-Adolphe-de-Dudswell;
St-Adolphe-de-Marbleton;
Weedon-Centre, village.

(Comté de Yamaska)

St-Michel N° 3.

QUE, conformément aux dispositions des articles 7 et 8 de ladite loi, la Commission municipale de Québec a préparé la réorganisation financière comportant le règlement des dettes desdites commissions scolaires (savoir les emprunts contractés avant le 17 avril 1946), et cette réorganisation a dûment été approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil (O.C. N° 1664 du 15 octobre 1947). Ladite réorganisation est entrée en vigueur le 20 octobre 1947.

La réorganisation sera faite comme suit:

(County of St. Maurice)

Almaville, Village;
Baie de Shawinigan;
Charette;
St. Etienne des Grès;
Ste. Jeanne d'Arc d'Almaville;
Yamachiche.

(County of Temiscamingue)

Notre Dame de Lourdes de Lorrainville;
Notre Dame des Quinzes;
Ville Marie.

(County of Terrebonne)

Mont Rolland;
Ste. Agathe des Monts, Parish;
Ste. Agathe des Monts, Town;
St. Agricole;
St. Jerome, Parish;
St. Jerome, Town;
St. Jovite;
Ste. Lucie de Doncaster;
St. Sauveur;
Ste. Thérèse, Parish;
Val Morin;
Town of Ste. Thérèse (catholic);
Town of Ste. Thérèse, diss. (protestant).

(County of Vaudreuil-Soulanges)

Como;
Ile Perrot;
Rigaud, Village;
St. Emmanuel;
St. Joseph de Soulanges;
Village of La Station du Coteau;
Dorion, Village.

(County of Verchères)

Belœil, Town;
McMasterville, Village;
St. Amable.

(County of Westmount)

Mount Royal (catholic).

(County of Wolfe)

Beaulac;
Garthby;
Ham North (catholic);
St. Adolphe de Dudswell;
St. Adolphe de Marbleton;
Weedon Centre, Village.

(County of Yamaska)

St. Michael No. 3.

THAT in compliance with sections 7 [an 8] of the said Act, the Quebec Municipal Commission has prepared a financial reorganization of the debts of the said school commissions (i.e. loans contracted prior to the 17th of April 1946), and this reorganization has duly been approved by the Lieutenant-Governor in Council (O.C. No. 1664 of the 15th of October 1947). The said reorganization has come into force on the 20th of October 1947.

The said reorganization will be made as follows:

(Le mot "dettes" ci-après employé signifie tout emprunt contracté par lesdites commissions scolaires avant le 17 avril 1946).

(The word "debts" hereinafter used means any loan contracted by the school commissions before the 17th of April 1946.)

1. Tous les emprunts temporaires, ainsi que les intérêts calculés à la date du paiement, seront payés aussitôt que possible. La Commission municipale de Québec communiquera à ce sujet avec tous les créanciers concernés;

1. All temporary loans, including the interests calculated to the date of payment, shall be paid as soon as possible; the Quebec Municipal Commission will communicate with the interested creditors in this connection;

2. Toute la partie des dettes à long terme échéant le ou avant le 30 juin 1948 sera payée à la date de leur échéance respective ainsi que les intérêts calculés au taux actuel;

2. All the long term debts maturing on or before the 30th of June 1948 shall be paid on their respective due date with interests at the present rate;

3. Toutes les dettes portant un intérêt inférieur à 3%, ainsi que les intérêts, seront payés dès que la Commission municipale de Québec le jugera à propos;

3. All debts carrying an interest of less than 3%, including the interests, shall be paid when the Quebec Municipal Commission shall see fit;

4. Toutes les autres dettes à long terme échéant le ou après le 1er juillet 1948 seront échangées pour des obligations de la Commission municipale de Québec, portant la garantie de la Province de Québec, datées du 1er décembre 1947, suivant le tableau cédule "A", reproduit ci-contre;

4. All other long term debts maturing on or after the 1st of July 1948 shall be exchanged for bonds of the Quebec Municipal Commission carrying the guarantee of the Province of Quebec, dated December 1st, 1947, as set forth in the chart, schedule "A", on the other side reproduced;

5. Toutes les fractions de \$100.00 ainsi que les intérêts sur les valeurs à échanger, calculés au 1er décembre 1947, seront payés lors de l'échange;

5. All fractions of \$100.00, as well as the interests on the bonds or debentures to be exchanged, calculated up to the 1st December 1947, shall be paid at the time of the exchange;

6. Les dettes qui doivent être échangées pour lesdites obligations de la Commission municipale de Québec cesseront de porter intérêt à compter du 1er décembre 1947.

6. All debts to be exchanged for the said bonds of the Quebec Municipal Commission shall cease to bear interest as from the 1st of December 1947.

Conformément à ladite réorganisation financière, les détenteurs des obligations visées par le paragraphe 40 ci-dessus sont priés de transmettre le ou après le 1er décembre 1947, les obligations qu'ils détiennent, émises par les commissions scolaires susdites, à toutes succursales dans la Province de Québec de la Banque Canadienne Nationale, ou de la Banque de Montréal, ou de la Banque Royale du Canada, ou de la Banque Canadienne du Commerce, ou de la Banque Provinciale du Canada, ou au bureau principal des dites banques dans les cités de Toronto, Winnipeg ou Vancouver. Les coupons échéant après le 1er décembre 1947 devront être attachés aux obligations remises pour échange.

In compliance with the said financial reorganization, all holders of bonds or debentures, referred to in paragraph 4 above, are requested to forward, on or after December 1st, 1947, their bonds or debentures, issued by any of the said School Commissions to all branches in the Province of Quebec of the Banque Canadienne Nationale, or of the Bank of Montreal, or of The Royal Bank of Canada, or of The Canadian Bank of Commerce, or of The Provincial Bank of Canada, or at their principal office in the cities of Toronto, Winnipeg or Vancouver. The interest coupons maturing after the 1st of December 1947 shall be attached to the bonds or debentures remitted for exchange.

Daté à Québec, ce 5 novembre 1947.

Dated at Quebec, the 5th day of November 1947.

LA COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC,
Par le Secrétaire,
20551-o CHARLES A. COUILLARD.

THE QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION,
Per: CHARLES A. COUILLARD,
20551-o Secretary.

Lettres patentes annulées

Letters patent Annuled

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 1743 en date du 29 octobre 1947, adopté sous l'autorité des dispositions de l'article 4 de la Loi 10 George VI, chapitre 48, l'annulation des lettres patentes de la compagnie ci-après mentionnée a été décrétée, avoir:

Notice is hereby given that in virtue of Order in Council No. 1743, bearing date the 29th of October, 1947, adopted under authority of the provisions of section 4 of the Act 10 George VI, chapter 48, the annulment of the letters patent of the companies hereinafter mentioned, has been enacted, to wit:

Nom de la Compagnie:
Name of the Company:
Refuge St-Antoine Inc. 9 octobre 1931.

Constituée le:
Incorporated:
Siège social:
Head office:
Pointe-aux-Trembles

Le Procureur général
de la province de Québec,
par L. DÉSILETS,
20552-o Assistant-procureur général.

The Attorney General
of the Province of Quebec,
By L. DÉSILETS,
20552 Deputy Attorney General.

Département de l'Agriculture
Industrie laitière

Department of Agriculture
Dairy Industry

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Ordonnance N° 1-48

Order No. 1-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C. R., viseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.-A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Conformément à la Loi des produits laitiers (S.R.Q. 1941, chapitre 126) telle que modifiée par la loi 11 Geo. VI, chapitre 46.

In accordance with the Dairy Products Act (R.S.Q. 1941, chapter 126) as amended by the act 11 Geo. VI, chapter 46.

La Commission décreta ce qui suit:

It is enacted as follows:

Dans la présente ordonnance, le mot "unité" équivaut pour le lait à une mesure d'une pinte, et pour la crème à une mesure d'un demiard.

In the present order, the word "unit" is equivalent to one quart for milk and to one-half pint for cream.

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Montréal.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Montreal.

2° La région de Montréal comprend les municipalités suivantes, situées dans le district judiciaire de Montréal, savoir: la cité de Montréal, la cité d'Outremont, la cité de Westmount, la ville de Montréal-Ouest, la cité de Verdun, la cité de Lachine, la cité de Longueuil, la cité de Saint-Lambert, la ville de Dorval, la ville de Pointe-Claire, la ville de Montréal-est, la ville de Mont-Royal, la ville de Hampstead, la municipalité du village de la Côte Saint-Luc, la ville de Saint-Laurent, la ville de Saint-Michel, la ville de Montréal-nord, la ville de Saint-Pierre, la ville de Lasalle, la ville de Greenfield Park, la ville de Montréal-sud, la ville de Pointe-aux-Trembles, le Port de Montréal, la ville de Beaconsfield, la ville de Baie d'Urfé, la ville de Sainte-Anne de Bellevue, la paroisse de Notre-Dame-de-Liesse, et la ville Jacques-Cartier.

2. The region of Montreal includes the following municipalities situated in the judicial district of Montreal, namely: the city of Montreal, the city of Outremont, the city of Westmount, the town of Montreal-West, the city of Verdun, the city of Lachine, the city of Longueuil, the city of Saint-Lambert, the town of Dorval, the town of Pointe-Claire, the town of Montreal-East, the town of Mount Royal, the town of Hampstead, the municipality of the village of Côte Saint-Luc, the town of Saint-Laurent, the town of Saint Michel, the town of Montreal-North, the town of Saint Pierre, the town of Lasalle, the town of Greenfield Park, the town of Montreal South, the town of Pointe-aux-Trembles, the Harbour of Montreal, the town of Beaconsfield, the town of Baie d'Urfé, the town of Sainte Anne de Bellevue, the parish of Notre-Dame-de-Liesse and the town of Jacques Cartier.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.5% de matières grasses qu'ils reçoivent de ceux-ci \$3.90 F.A.B. Montréal, et à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producer-suppliers for each hundred pounds of milk on a 3.5% butter fat basis or more which they receive from them, \$3.90 F.O.B. Montreal and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Québec, one-half cent for each hundred pounds of milk received.

Le paiement aux fournisseurs-producteurs se fera sur une base de 3.5% de matières grasses:

The payment of milk shall be made on a basis of 3.5% butterfat:

a) plus une prime de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

a) A premium of three cents per hundred pounds of milk shall be added for each tenth of 1% over this percentage;

b) moins un rabais de trois cents par cent livres de lait pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage.

b) A deduction of three cents per hundred pounds of milk shall be made for each tenth of 1% below this percentage.

4° Le prix du lait pasteurisé offert, vendu ou livré par les marchands de lait, les sociétés coopératives ou les syndicats coopératifs, aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 50 cents le gallon.

4. The price of pasteurized milk offered, sold or delivered by milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates to distributors of dairy products is fixed at 50 cents a gallon.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 7 cents le demiard, 9 cents la chopine et 16½ cents la pinte.

5. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 7 cents a half-pint: 9 cents a pint and 16½ cents a quart.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 8 cents la chopine et 15½ cents la pinte.

7° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à 58 cents le gallon.

8° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs ne peuvent vendre, offrir ou livrer du lait en bidon destiné aux hôpitaux et aux institutions de charité, à un prix inférieur à 56 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit : 8 cents la chopine et 15½ cents la pinte.

9° Le prix du lait en bouteilles d'un demiard pour distribution aux écoliers est de 4 cents le demiard.

10° Pour la distribution du lait, de la crème ou autres produits laitiers, aucun marchand de lait, société coopérative, syndicat coopératif et distributeur de produits laitiers ne peut, par lui-même ou par son employé, utiliser un véhicule à moins qu'il ne fasse au moyen de ce véhicule la distribution d'une charge d'au moins 1800 unités par semaine, excepté pour la période de fluctuation comprise entre le 15 juin et le 15 septembre; mais, dans ce cas, le marchand de lait ou le distributeur de produits laitiers sera tenu de faire la preuve de cette fluctuation.

11° Les marchands de lait, les sociétés coopératives, les syndicats coopératifs et les distributeurs de produits laitiers sont tenus de vendre au comptant le lait, la crème et les autres produits laitiers.

Néanmoins, la vente peut-être faite à crédit pourvu que le crédit ne dépasse pas le terme le trente jours:

a) aux hôpitaux, aux institutions de charité, aux compagnies de navigation et de chemin de fer;

b) au gouvernement provincial et au gouvernement fédéral;

c) à certains clients de gros lorsque la Commission juge que le comptant est difficile ou impossible.

La vente au comptant comprend aussi le paiement au moyen de bons, pourvu que ces bons aient été payés eux-mêmes comptant sur réception.

12° Nul ne peut livrer du lait, de la crème et autres produits laitiers, au gros et au détail, avant sept heures de l'avant-midi et après 7 heures de l'après-midi (heure officielle de Montréal).

13° Nul marchand de lait, nulle société coopérative ou nul syndicat coopératif ne peut vendre, offrir ou livrer du lait à un distributeur de produits laitiers, à moins que ce dernier ne prenne son approvisionnement total de lait de ce marchand, de cette société coopérative ou de ce syndicat coopératif.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 1-47, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,

JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEACHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

6. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to 5 cents a half-pint, 8 cents a pint and 15½ cents a quart.

7. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver milk in bulk, at a price inferior to 58 cents a gallon.

8. The milk dealers, cooperative societies or cooperative syndicate shall not offer, sell or deliver milk in bulk to hospital or to charitable institutions at a price inferior to 56 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is, at 8 cents a pint and 15½ cents a quart.

9. The price of milk in half-pint bottles, to be delivered to pupils shall be 4 cents a half-pint.

10. For the delivery of milk, cream or other dairy products, no milk dealer, co-operative society, co-operative syndicate and distributor of dairy products shall, by himself or through his employee, use a vehicle unless it be used to deliver a minimum load of 1800 units per week, except during the period of fluctuations between June 15th and September 15th; but, in this case the milk dealer or the distributor of dairy products must give proof of this fluctuation.

11. The milk dealers, the co-operative societies, the co-operative syndicates, and the distributors of dairy products must obtain cash payments for milk, cream and other dairy products.

Nevertheless, credit may be extended provided that payment is made within thirty days:

a) to hospitals, charitable institutions, steamship and railroad companies;

b) to the Federal and Provincial Governments;

c) to certain wholesale customer when the Commission judges that cash payments are impracticable or impossible.

May be considered as cash payments, all payments made by tickets, provided that these tickets have been paid cash upon their receipt.

12. No person shall deliver milk, cream or other dairy products to wholesale or retail customers prior to seven o'clock in the forenoon and after seven o'clock in the afternoon (Official Montreal time).

13. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates shall not offer, sell or deliver milk to a distributor of dairy products unless this distributor of dairy products takes his whole supply from the same milk dealer, co-operative society or co-operative syndicate.

The present order cancels Order No. 1-47, and shall come into force on November 16 1947.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

Signé: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, President,

JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEACHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 2-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Conformément à la Loi des produits laitiers (S.R.Q. 1941, chapitre 126) telle que modifiée par la loi II Geo. VI, chapitre 46.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement vend ou livre du lait dans les limites de la région de Québec.

2° La région de Québec comprend la cité de Québec, les municipalités de villes de Québec-Ouest, Beauport, Château d'Eau, et Courville. Les municipalités de paroisses Sillery, Sainte-Foy, Saint-Gérard-Magella, Beauport, Notre-Dame des Laurentides et Saint-Félix de Cap-Rouge. Les municipalités de villages de Beauport-est, Charlesbourg, Giffard, Loretteville, Saint-Grégoire de Montmorency, Lac Saint-Charles, Saint-Émile et Saint-Jean de Boischatel.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs, doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci \$3.80 F.A.B. Québec et à même cette somme payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, un demi-centin par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 16 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 5 cents le demiard 8 cents la chopine et 15 cents la pinte.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux hôtels ou aux cantines militaires à des prix inférieurs à 56 cents le gallon.

7° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut vendre, offrir ou livrer du lait en bidon destiné aux hôpitaux et aux institutions de charité, à un prix inférieur à 54 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce de gros, soit: 8 cents la chopine et 15 cents la pinte.

8° Le prix du lait pasteurisé offert, vendu ou livré par les marchands de lait, les sociétés coopératives ou les syndicats coopératifs, aux distributeurs de lait, est fixé à 48 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 2-47, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 mai 1947, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 2-48

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held at the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.-A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, General Inspector of Dairy Products.

In accordance with the Dairy Products Act (R.S.Q. 1941, chapter 126) as amended by the act 11 Geo. VI, chapter 46.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Quebec.

2. The region of Quebec includes the city of Quebec, the municipalities of towns of Québec-Ouest, Beauport, Château d'Eau and Courville. The municipalities of parish of Sillery, Sainte-Foy, Saint-Gérard Magella, Beauport, Notre-Dame des Laurentides and Saint-Félix du Cap Rouge. The municipalities of village of Beauport-east, Charlesbourg, Giffard, Loretteville, Saint-Grégoire de Montmorency, Saint-Jean de Boischatel, Saint-Émile and Lac Saint-Charles.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producer-suppliers for each hundred pounds of milk on a 3.5% butter fat basis or more which they receive from them \$3.80 F.O.B. Quebec, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received.

4. No person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver milk, at prices inferior to 9 cents a pint and 16 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any business establishment, at price inferior to 5 cents a half-pint, 8 cents a pint and 15 cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver milk in bulk to hotels or to military cantines at a price inferior to 56 cents a gallon.

7. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk in bulk to hospitals or to charitable institutions at a price inferior to 54 cents a gallon. These institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is: 8 cents a pint and 15 cents a quart.

8. The price of pasteurized milk offered, sold or delivered by milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates, to milk distributors, is fixed at 48 cents a gallon.

The present order cancels Order No. 2-47 published in the *Quebec Official Gazette* of May 17, 1947, and shall come into force on November 16, 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Ordonnance N° 3-48

Order No. 3-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Séance du jeudi 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Present: Messrs. Dr Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.-A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Conformément à la Loi des produits laitiers S.R.Q. 1941, chapitre 126) telle que modifiée par la loi H Geo. VI, chapitre 46.

In accordance with the Dairy Products Act (R.S.Q. 1941, chapter 126) as amended by the act 11 Geo. VI, chapter 46.

La Commission décrète ce qui suit:

It is enacted as follows:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région des Trois-Rivières.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Three Rivers.

2° La région des Trois-Rivières comprend la cité des Trois-Rivières, la cité de Cap-de-la-Madeleine, cette partie de terrain contigue à la cité des Trois-Rivières, connue dans la région sous le nom de "banlieue" et s'étendant jusqu'à la route du Calvaire; de plus, le rang Sainte-Marguerite jusqu'à et y compris l'Hôpital Cook, et toute cette partie de la municipalité de Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine qui s'étend depuis les limites de la cité du Cap-de-la-Madeleine pour aller vers le nord-est jusqu'au numéro quatre-vingt-six (86) inclusivement du cadastre du comté de Champlain, pour la paroisse du Cap-de-la-Madeleine.

2. The region of Three Rivers includes the city of Three Rivers, the city of Cap de la Madeleine, that piece of land bordering on the city of Three Rivers, known as the suburbs and reaching to Calvary Road; moreover, Saint-Margaret range up to and including Cook Hospital, and all that part of the municipality of Sainte-Marthe du Cap de la madeleine, which extends Northeast, from the limits of the city of Cap de la Madeleine to number eighty-six (86) inclusively of the cadastre of Champlain county, for the parish of Cap de la Madeleine.

3° Tout marchand de lait doit payer à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.80 F.A.B. la place d'affaires dudit marchand et à même cette somme payer à la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

3. Any milk dealer must pay to his producer-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$3.80 F.O.B. business place of said dealer and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the province of Québec, one-half cent for each hundred pounds of milk received.

4° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Trois-Rivières, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 cents la chopine et 15½ la pinte.

4. No person shall, within the limits of said region of Three Rivers, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 8 cents a pint and 15½ cents a quart.

5° Sauf les dispositions de l'article 4 ci-dessus, nul ne peut, dans les limites de ladite région des Trois-Rivières, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 7½ cents la chopine et 14½ cents la pinte.

5. Save the provisions of article 5 hereabove, no person shall, within the limits of said region of Three Rivers, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 7 cents a pint and 14½ cents a quart.

6° Le prix du lait pasteurisé, offert, vendu ou livré par les marchands de lait aux distributeurs de produits laitiers, ne doit pas être inférieur à 48 cents le gallon.

6. The price of pasteurized milk offered, sold or delivered by milk dealers to distributors of dairy products, must not be less than 48 cents a gallon.

7° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 56 cents le gallon.

7. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 56 cents a gallon.

8° Nul marchand de lait ne peut offrir, vendre ou livrer du lait destiné aux institutions de cha-

8. No milk dealer shall offer, sell or delivers milk to charitable institutions, school canteens

rité, cantines scolaires et hôpitaux à des prix inférieurs à 52 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance 3-47, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 mai 1947, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT,

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 4-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec.

Séance du mardi 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Emile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Conformément à la Loi des produits laitiers (S.R.Q. 1941, chapitre 126) telle que modifiée par la loi 11 Geo. VI, chapitre 46.

La Commission décrète ce qui suit:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Sherbrooke.

2° La région de Sherbrooke comprend la cité de Sherbrooke et la municipalité de Lennoxville.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.5% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.80 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand, et à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, un demi-centin par cent livres de lait ainsi reçu.

Le paiement aux fournisseurs-producteurs se fera sur une base de 3.5% de matières grasses:

a) plus une prime de trois centins par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) moins un rabais de trois centins par cent livres de lait pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage.

4° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sherbrooke, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 cents la chopine et 15½ cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sherbrooke, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel à un marchand, à tout établissement de commerce ou institution de charité, à des prix inférieurs à 7½ cents la chopine et 14½ cents la pinte.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sherbrooke, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à .56 cents le gallon.

and hospitals at prices inferior to 52 cents a gallon.

The present order cancels Order No. 3-47 published in the *Quebec Official Gazette* of May 17, 1947, and shall come into force on November 16, 1947.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs DR. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J.-B. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE
PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 4-48

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday October 30, 1947, held at the office of the Dairy Industry Commission, at Québec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Dr Emile Nadeau, President, Messrs, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.-A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, General Inspector of Dairy Products.

In accordance with the Dairy Products Act (R.S.Q. 1941, chapter 126) as amended by the act 11 Geo VI., chapter 46.

It is enacted as follows:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Sherbrooke.

2. The region of Sherbrooke includes the city of Sherbrooke and municipality of Lennoxville.

3. Every milk dealer must pay directly to his producer-suppliers for each hundred pounds of milk on a 3.5% butter fat basis or more which he receives from them, \$3.80 net F.O.B. business place of said dealer and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the province of Québec, one half cent for each hundred pounds of milk received.

The payment of milk shall be made on a basis of 3.5% butterfat:

a) A premium of three cents per hundred pounds of milk shall be added for each tenth of 1% over this percentage;

b) A deduction of three cents per hundred pounds of milk shall be made for each tenth of 1% below this percentage.

4. No person shall, within the limits of said region of Sherbrooke, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 8 cents a pint and 15½ cents a quart.

5. No person shall within the limits of said region of Sherbrooke, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel or dealer or to any other business establishment or charitable homes and institutions, at a price inferior to 7½ cents a pint, 14½ cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Sherbrooke, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to .56 cents a gallon.

7° Le prix du lait pasteurisé vendu ou livré par les marchands de lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à .48 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 4-47, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER E. MILOT.
Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 5-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre, 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C. R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Saint-Hyacinthe:

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à tout personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Saint-Hyacinthe.

2. La région de Saint-Hyacinthe comprend la ville de Saint-Hyacinthe, les municipalités de Saint-Joseph, Ste-Rosalie, Saint-Hyacinthe-le-Confesseur et la Providence et, en outre, une lièsière de terrain d'un demi-mille en profondeur tout autour de la région telle que délimitée.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Sauf les dispositions des articles 5 et 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Hyacinthe, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Hyacinthe, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

6. Le lait non embouteillé ne pourra être vendu à un prix inférieur à 56 sous le gallon pourvu que la quantité vendue soit de deux gallons et au-dessus. Si la quantité n'atteint pas deux gallons, le prix sera celui fixé par l'article 5.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 5-46 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

7. The price of pasteurized milk sold or delivered by milk dealers to distributors of dairy products is fixed at .48 cents a gallon.

The present order cancels Order No. 4-47, and shall come into force on November 16, 1947.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER E. MILOT.
Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUÉBEC

Order No. 5-48

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, October 30 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K. C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Saint-Hyacinthe;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Saint-Hyacinthe.

2. The region of Saint-Hyacinthe includes the town of Saint Hyacinthe, the municipalities of Saint-Joseph, Ste Rosalie, Saint-Hyacinthe the Confessor and Providence, and also a strip of land half a mile deep surrounding the above given region:

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$3.70 net F. O. B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of articles 5 and 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Saint-Hyacinthe, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Saint-Hyacinthe, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at a price inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

6. No person shall sell milk which is not bottled at a price inferior to 56 cents a gallon, if the quantity sold is of two gallons or more. If the quantity does not reach two gallons, the price will be the one fixed by article 5.

The present order cancels Order No. 5-46 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, for October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

The secretary of the said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signé: Dr. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J. P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 6-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'industrie laitière de la province
de Québec.

Séance du jeudi 30 octobre 1947, tenue au bu-
reau de la Commission de l'Industrie laitière, à
Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président,
Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E.
Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire,
C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland
Camirand, inspecteur-général des produits lai-
tiers.

Conformément à la Loi des produits laitiers
(S.R.Q. 1941, chapitre 126) telle que modifiée
par la loi 11 Geo. VI, chapitre 46.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement,
vend ou livre du lait dans les limites de la région
de Shawinigan.

2° La région de Shawinigan comprend les
municipalités de la cité de Shawinigan Falls,
de la paroisse de Notre-Dame de la Présentation
d'Almaville, du village de la Baie-de-Shawinigan
cette partie de la paroisse de Sainte-Jeanne d'Arc,
d'Almaville, contigue au territoire délimité ci-
dessus et ornée au sud par le rang Saint-Mathieu
et cette partie de la municipalité de la paroisse
de Ste-Flore bornée par la route Ste-Catherine.

3° Tout marchand de lait doit payer à ses four-
nisseurs-producteurs, pour chaque cent livres
de lait qu'il reçoit de ceux-ci \$3.80 F.A.B. la pla-
ce d'affaires dudit marchand et à même cette
somme payer à la Commission de l'industrie
Laitière de la province de Québec un demi-cent
par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Le prix du lait pasteurisé offert, vendu ou
livré par les marchands de lait, les sociétés coo-
pératives ou les syndicats coopératifs, aux distri-
buteurs de produits laitiers est fixé à .48 cents le
gallon.

5° Sauf les dispositions des articles 6 et 7 ci-
dessus, nul ne peut, dans les limites de ladite
région de Shawinigan, offrir, vendre ou livrer
du lait à des prix inférieurs à 8 cents la chopine
et 15½ cents la pinte.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite
région de Shawinigan, offrir, vendre ou livrer
du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant,
à un marchand ou à tout autre établissement de
commerce, à des prix inférieurs à 7½ cents la cho-
pine et 14½ cents la pinte.

7° Nul ne peut, dans les limites de ladite
région de Shawinigan, offrir, vendre ou livrer
du lait en bidon à des prix inférieurs à .56 cents
le gallon.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 6-48

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Meeting of Thursday, October 30, 1947 held in
the Office of the Dairy Industry Commission, in
Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President,
Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E.
Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secre-
tary, C.-A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and
Roland Camirand, Inspector General of Dairy
Products.

In accordance with the Dairy Products Act
(R.S.Q. 1941, chapter 126) as amended by the
act 11 Geo. VI, chapter 46.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Shawinigan.

2. The region of Shawinigan includes the
municipalities of the city of Shawinigan Falls,
of the parish of Notre-Dame de la Présentation
d'Almaville, of the village of Shawinigan Bay,
that part of the parish of Sainte-Jeanne-d'Arc
d'Almaville adjoining the above-mentioned ter-
ritory and bordered on the South by Saint-
Matthew's range, and that part of the muni-
cipality of the parish of Ste-Flore bordered by
Ste-Catherine Road.

3. Every milk dealer must pay to his producer
supplies for each hundred pounds of milk which
he receives from them, \$3.80 F.O.B. business
place of said dealer and out of this sum pay the
Dairy Industry Commission of the province of
Quebec, one-half cent for each hundred pounds
of milk received.

4. The price of pasteurized milk offered, sold
or delivered by milk dealers, co-operative socie-
ties and co-operative syndicates to distributors
of dairy products is fixed at .48 cents a gallon.

5. Save the provisions of articles 6 and 7
hereunder, no person shall, within the limits of
said region of Shawinigan, offer, sell or deliver
milk at prices inferior to 8 cents a pint and 15½
cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said
region of Shawinigan, offer, sell or deliver milk
to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to
any other business establishment at a price
inferior to 7½ cents a pint and 14½ cents a quart.

7. No person shall, within the limits of said
region of Shawinigan, offer, sell or deliver milk
in bulk at a price inferior to .56 cents a gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 6-47 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 mai 1947 et entre en vigueur le 16 novembre 1947.

The present order cancels Order No. 6-47 published in the *Quebec Official Gazette* of May 17 1947, and shall come into force on November 16, 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Signed: Messrs. DR. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUÉBEC

Ordonnance N° 7-48

Order No. 7-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Dr Emile Nadeau, président; Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur général des produits laitiers.

Present: Messrs. Dr. Emile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Rivière-du-Loup,

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Rivière-du-Loup,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Rivière-du-Loup.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Rivière-du-Loup.

2° La région de Rivière-du-Loup comprend la cité de Rivière-du-Loup.

2. The region of Rivière-du-Loup includes the city of Rivière-du-Loup.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci \$3.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them \$3.70 net F.O.B. business place of said dealer.

4° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Rivière-du-Loup, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

4. No person shall, within the limits of said region of Rivière-du-Loup, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Rivière-du-Loup, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

5. No person shall, within the limits of said region of Rivière-du-Loup, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 7-47 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 8 février 1947, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

The present order cancels Order No. 7-47 of said Commission published in the *Quebec Official Gazette*, February 8, 1947, and shall come into force on November 16, 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Signed: Messrs. DR. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J. P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 8-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.Séance du jeudi, 30 octobre, 1947, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière,
à Québec, à 10 heures du matin.Présents: MM. Dr Emile Nadeau, président,
Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Mi-
lot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire,
C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland
Camirand, inspecteur-général des produits lai-
tiers.Après avoir considéré les conditions de l'in-
dustrie laitière dans la région de Saint-Jean-
d'Iberville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait dans les limites de la région de
Saint-Jean-d'Iberville.2° La région de Saint-Jean-d'Iberville com-
prend la ville de Saint-Jean et celle d'Iberville.3° Tout marchand de lait doit payer directe-
ment à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque
100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70
net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.4° Sauf les dispositions des articles 5 et 6
ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite
région de Saint-Jean-d'Iberville, offrir, vendre
ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 sous
la chopine et 15 sous la pinte.5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région
de Saint-Jean-d'Iberville, offrir, vendre ou livrer
du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel,
à un marchand ou à tout autre établissement de
commerce, à des prix inférieurs à 7½ sous la cho-
pine et 14 sous la pinte.6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait
en bidon à des prix inférieures à 56 sous le gallon.La présente ordonnance annule l'ordonnance
N° 8-46 de ladite Commission, publiée dans la
Gazette officielle de Québec, du 5 octobre 1946,
et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.Le secrétaire de ladite Commission est chargé
de publier la présente ordonnance dans le pro-
chain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 11-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la
province de Québec.Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Lai-
tière à Québec, à 10 heures du matin.Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président,
Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Mi-DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 8-48

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Québec.Meeting of Thursday, October 30, 1947, held
in the office of the Dairy Industry Commission,
in Québec, at 10 o'clock in the morning.Present: Messrs. Dr. Emile Nadeau, President,
Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Mi-
lot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary
C.-A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland
Camirand, Inspector General of Dairy Products.Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of Saint Jean d'Iberville;
IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1- The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sell or delivers milk
within the limits of the region of Saint Jean
d'Iberville.2. The region of Saint Jean d'Iberville includes
the town of Saint Jean and that of Iberville.3. Any milk dealer must pay directly to his
producer-suppliers, for each 100 pounds of milk
which he receives from them, \$3.70 net F.O.B-
business place of said dealer.4. Save the provisions of articles 5 and 6 here-
under, no person shall, within the limits of said
region of Saint Jean d'Iberville, offer, sell or
deliver milk at prices inferior to 8 cents a pint
and 15 cents a quart.5. No person shall, within the limits of said
region of Saint Jean d'Iberville, offer, sell or
deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel,
a dealer or to any other business establishment,
at prices inferior to 7½ cents a pint and 14 cents
a quart.6. No person shall offer, sell or deliver milk in
bulk at prices inferior to 56 cents a gallon.The present order cancels Order No. 8-46 of
said Commission, as published in the *Quebec
Official Gazette*, for October 5, 1946, and shall
come into force on November 16, 1947.The secretary of said Commission is charged
with the publication of the present order in the
next issue of the *Quebec Official Gazette*.Signed: Messrs. DR. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT,Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 11-48

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Québec.Meeting of Thursday October 30, 1947 held
in the office of the Dairy Industry Commission,
in Québec, at 10 o'clock in the morning.Present: Messrs. Dr Émile Nadeau, President,
Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Mi-

lot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers dans la région de Drummondville;

lot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products within the region of Drummondville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Drummondville.

2° La région de Drummondville comprend la ville de Drummondville et les municipalités de Grantham, Saint-Joseph-de-Grantham, Grantham Ouest et St-Simon-de-Drummond.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec ½ cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Drummondville, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Drummondville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 11-46, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Drummondville.

2. The region of Drummondville includes the town of Drummondville and the municipalities of Gratham, Saint-Joseph-de-Grantham, Grantham West and St-Simon-de-Drummond.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from the, \$3.70 net F.O.P. business place of said dealer and, out of this sum, pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one half cent for each hundred pounds of milk received.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Drummondville, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Drummondville, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

The present order cancels Order No. 11-46, published in the *Quebec Official Gazette* dated October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 12-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10.00 a.m.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Grand'Mère;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Grand'Mère.

2° La région de Grand'Mère comprend le territoire de la cité de Grand'Mère et cette partie

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 12-48

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday October 30, 1947, held at the office of the Dairy Industry Commission, in Québec, at 10.00 a.m.

Present: Messrs. Dr. Emile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Grand'Mère;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Grand'Mère.

2. The region of Grand'Mère includes the territory of the city of Grand'Mère and that

du rang Saint-Louis, située dans la municipalité de Sainte-Flore, contigue à la cité de Grand'Mère jusqu'à et y compris le lot N° 109 du cadastre de la municipalité de Sainte-Flore.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.80 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Grand'Mère, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15½ sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Grand'Mère, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à 7½ sous la chopine et 14½ sous la pinte.

6. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à 56 sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 12-46 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 5 octobre 1946 et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

part of Saint Louis Range, situated in the municipality of Sainte Flore and adjoining the city of Grand'Mère, up to and including lot No. 109, of the cadastre of the municipality of Sainte Flore.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them \$3.80 net F.O.B. business place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said region of Grand'Mère, offer, sell or deliver milk at a price inferior to 8 cents a pint and 15½ cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Grand'Mère, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer, or any other business establishment at a price inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to 56 cents per gallon.

The present order cancels Order No. 12-46 of said Commission, as published in the *Official Gazette of Quebec*, for October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Dr. EMILE NADEAU, Président,
JOSEPH HÉBERT,
J. P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 13-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-F. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Huntingdon,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Huntingdon.

2° La région de Huntingdon comprend la ville de Huntingdon.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.40 net F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Huntingdon, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 14 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Huntingdon, offrir, vendre ou livrer

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 13-48

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J. P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Huntingdon,

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Huntingdon.

2. The region of Huntingdon includes the town of Huntingdon.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$3.40 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder no person shall, within the limits of said region of Huntingdon, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to 8 cents a pint and 14 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Huntingdon, offer, sell or deliver milk

du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à 7 sous la chopine et 13 sous la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à 52 sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance 13-46 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 5 octobre 1946, et entre en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to 7 cents a pint and 13 cents a quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to 52 cents a gallon.

The present order cancels Order No. 13-46 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* for October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: MESSRS. DR. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J. P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 14-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C. R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Sorel;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Sorel.

2° La région de Sorel comprend la cité de Sorel et la municipalité du village de St-Joseph.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions des articles 5 et 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sorel, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sorel, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, ou à une communauté religieuse, à un prix inférieur à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

6° Le lait non embouteillé ne pourra être vendu à un prix inférieur à 56 sous le gallon, pourvu que la quantité vendue soit de deux gallons ou au-dessus. Si la quantité n'atteint pas deux gallons, le prix sera celui fixé par l'article 5.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 14-46 publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 14-48

Excerpt from the proceeding of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.-A. Gamache, K. C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Sorel;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Sorel.

2. The region of Sorel includes the city of Sorel and the municipality of the Village of Saint-Joseph.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$3.70 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of articles 5 and 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Sorel, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Sorel, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, or to a religious community, at a price inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

6. No person shall sell milk which is not bottled at a price inferior to 56 cents a gallon if the quantity sold is of two gallons or more. If the quantity does not reach two gallons, the price will be the one fixed by article 5.

The present order cancels Order No. 14-46 published in the *Quebec Official Gazette*, dated October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 15-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du Jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne.

2° La région de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, comprend les villes de Saint-Jérôme et de Ste-Thérèse.

3° Tout marchand de lait doit payer à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait, qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70 F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4 Sauf, les dispositions de l'article 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Jérôme, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8½ sous la chopine et 15 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Jérôme, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Jérôme, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à 56 sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 15-46 de la dite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 15-48

Except from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Emile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.A., Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Saint-Jérôme, in the county of Terrebonne;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Saint-Jérôme in the county of Terrebonne.

2. The region of Saint-Jérôme, in the county of Terrebonne, includes the towns of Saint-Jérôme and Ste-Thérèse.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them \$3.70 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 6 hereunder no person shall, within the limits of said region of Saint-Jérôme, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 8½ cents a pint and 15 cent as quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Saint-Jérôme, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Saint-Jérôme, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to 56 cents a gallon.

The present order cancels Order No. 15-46 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* dated October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 16-8

Order No. 16-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., avisur légal, et Roland Camirand, inspecteur général des produits laitiers.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J. P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Joliette,

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Joliette,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait, dans les limites de la région de Joliette.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Joliette.

2° La région de Joliette comprend la cité de Joliette et une lisière de terrain d'un mille en profondeur contigue à la cité de Joliette et comprise dans les municipalités de Saint-Charles Borromée et du Village Saint-Pierre, et l'arrondissement de Crabtree Mills, situé dans la paroisse de Sacré-Cœur-de-Jésus de Crabtree Mills.

2. The region of Joliette includes the city of Joliette, and a strip of land of a mile deep bordering of the city of Joliette, and forming part of the municipalities of Saint-Charles Borromée, and Village Saint-Pierre, and the district of Crabtree Mills, situated in the parish of the Sacred Heart of Jesus of Crabtree Mills.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70 F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$3.70 F.O.B. business place of said dealer.

4° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Joliette, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

4. No person shall, within the limits of said region of Joliette, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

5° Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de ladite région de Joliette, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

5. Save the provisions of article 6 hereunder no person shall, within the limits of said region of Joliette, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à 52 sous le gallon pourvu que la quantité vendue ne soit pas inférieure à cinq gallons.

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk, at a price inferior to 52 cents a gallon, provided the quantity sold is not inferior to five gallons.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 16-47 publiée dans la Gazette officielle de Québec du 10 mai 1947, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

The present order cancels Order No. 16-47, published in the Quebec Official Gazette for May 10, 1947 and shall come into force on November 16, 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la Gazette officielle de Québec.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the Quebec Official Gazette.

Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

* Signed: Messrs. DR. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J. P. BEAUCHEMIN,
OMER E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 17-48

Order No. 17-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C. R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Lévis;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Lévis.

2° La région de Lévis comprend la cité de Lévis et la ville de Lauzon.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.80 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand; et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, $\frac{1}{2}$ cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Nul ne peut dans les limites de ladite région de Lévis, offrir, vendre, ou livrer du lait à des prix inférieurs à 9 sous la chopine et 16 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Lévis, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à 5 sous le demiard, 8 sous la chopine, 15 sous la pinte, 30 sous le pot.

6° Nul marchand de lait ne peut vendre, offrir ou livrer du lait en bidon destiné aux hôpitaux et aux institutions de charité, à un prix inférieur à 52 sous le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce de gros, soit: 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 17-46 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 18-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région d'Amos;

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.-A. Gamache, K. C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Lévis;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Lévis.

2. The region of Lévis includes the city of Lévis and the town of Lauzon.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$3.80 net F.O.B. business place of said dealer; and out of this sum, pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one half cent for each hundred pounds of milk received.

4. No person shall, within the limits of said region of Lévis, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 9 cents a pint and 16 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Lévis, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to 5 cents a half pint, 8 cents a pint, 15 cents a quart, 30 cents for two quarts.

6. No milk dealer shall offer, sell or deliver milk in bulk to hospitals or to charitable institutions at a price inferior to 52 cents a gallon. These institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is: 8 cents a pint and 15 cents a quart.

The present order cancels order No. 17-46 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, dated October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: MESSRS. DR. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUÉBEC

Order No. 18-48

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.-A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Amos;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région d'Amos.

2° La région d'Amos comprend le territoire de la municipalité de la ville d'Amos, plus une zone d'un quart de mille en profondeur tout autour de ladite municipalité.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci \$3.80 net F.A.B. place d'affaires dudit marchand, et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, 1/2 cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Nul ne peut, dans les limites de la dite région d'Amos, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 9 sous la chopine et 16 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région d'Amos, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 18-46, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 5 octobre, 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 20-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région d'Asbestos;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région d'Asbestos.

2° La région d'Asbestos comprend la municipalité du village d'Asbestos situé dans le comté de Richmond.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions des articles 5 et 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Amos.

2. The region of Amos includes the town municipality of Amos, plus a radius of one quarter of a mile in width surrounding the territory of said town of Amos.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$3.80 net F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum, pay the Dairy Industry Commission of the Province of Québec, one half cent for each hundred pounds of milk received.

4. No person shall, within the limits of said region of Amos, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 9 cents a pint and 16 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Amos, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

The present order cancels Order No. 18-46 published in the *Quebec Official Gazette*, of October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Québec*.

Signed: Dr. ÉMILE NADEAU, Président,
JOSEPH HÉBERT,
J. P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Order No. 20-48

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Asbestos;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Asbestos.

2. The region of Asbestos includes the municipality of the village of Asbestos, located in the county of Richmond.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from the, \$3.70 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of articles 5 and 6 hereunder, no person shall, within the limits of said

région d'Asbestos offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la dite région d'Asbestos, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, ou à une communauté religieuse, à un prix inférieur à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

6° La lait non embouteillé ne pourra être vendu à un prix inférieur à 56 sous le gallon, pourvu que la quantité vendue soit de deux gallons ou au-dessus. Si la quantité n'atteint pas deux gallons, le prix sera celui fixé par l'article 5.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N°20-46 publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,

JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT,

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,

Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

region of Asbestos offer, sell or deliver milk at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Asbestos, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, or to a religious community at a price inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

6. No person shall sell milk which is not bottled at a price inferior to .56 cents a gallon if the quantity sold is of two gallons or more. If the quantity does not reach two gallons, the price will be the one fixed by article 5.

The present order cancels Order No. 20-46 published in the *Quebec Official Gazette*, dated October 5, 1946 and shall come into force on November 16, 1947.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, President,

JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,

The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 21-48

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 21-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière,
à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président,
Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Mi-
lot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire,
C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland
Camirand, inspecteur général des produits lai-
tiers.

Après avoir considéré les conditions de l'in-
dustrie laitière dans la région de la Beauce,

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held
in the office of the Dairy Industry Commission
in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President,
Joseph Hébert, J. P. Beauchemin, Omer E.
Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secre-
tary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and
Roland Camirand, Inspector General of Dairy
Products.

Considering the conditions of the dairy in-
dustry within the region of Beauce,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait dans les limites de la région de
la Beauce.

2° La région de la Beauce comprend les munici-
palités de Beauceville, Beauceville-Est, Saint-
Georges-Est, Saint-Georges-Ouest et Saint-Jo-
seph, dans le comté de Beauce.

3° Tout marchand de lait doit payer directe-
ment à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque
100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70
net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous
nul ne peut, dans les limites de ladite région de
la Beauce, offrir, vendre ou livrer du lait à des
prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous
la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite
région de la Beauce, offrir, vendre ou livrer du
lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel,
à un marchand ou à tout autre établissement de
commerce, à des prix inférieurs à 7½ sous la
chopine et 14 sous la pinte.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite
région de la Beauce, offrir, vendre ou livrer du

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Beauce.

2. The region of Beauce includes the munici-
palities of Beauceville, Beauceville-East, Saint-
Georges-East, Saint-Georges-West, and Saint-
Joseph, in the county of Beauce.

3. Any milk dealer must pay directly to his
producer-suppliers, for each 100 pounds of milk
which he receives from them, \$3.70 net F.O.B.
business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder,
no person shall, within the limits of the region of
Beauce, offer, sell or deliver milk at prices
inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart

5. No person shall, within the limits of said
region of Beauce, offer, sell or deliver milk
to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or
to any other business establishment, at a price
inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said
region of Beauce, offer, sell or deliver milk

lait en bidon à des prix inférieurs à 56 sous le gallon.

La présente ordonnance annule les ordonnances Nos 21-46 et 51-46 de ladite Commission publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 24-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la province
de Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière,
à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président,
Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Mi-
lot, commissaires; Alphonse Savoie, secrétaire,
C.-A. Gamache, C. R., aviseur légal, et Roland
Camirand, inspecteur-général des produits lai-
ters.

Après avoir considéré les conditions de l'indus-
trie laitière dans la région de Bromptonville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement
vend ou livre du lait dans les limites de la région
de Bromptonville.

2° La région de Bromptonville comprend la
ville de Bromptonville.

3° Tout marchand de lait doit payer directe-
ment à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque
100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70 net
F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Nul ne peut, dans les limites de ladite région
de Bromptonville, offrir, vendre ou livrer à son
domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile
de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à
8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région
de Bromptonville, offrir, vendre ou livrer du lait
à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un
marchand ou à tout autre établissement de com-
merce, à des prix inférieurs à 7½ sous la chopine
et 14 sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance
N° 24-46 de ladite Commission, publiée dans la
Gazette officielle de Québec, du 5 octobre 1946
et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé
de publier la présente ordonnance dans le pro-
chain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

in bulk at prices inferior to 56 cents a gallon.

The present order cancels Orders Nos 21-46
and 51-46 of said Commission, published in the
Quebec Official Gazette, dated October 5, 1946,
and shall come into force on November 16,
1947.

The Secretary of said Commission is charged
with the publication of the present order in the
next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. DR. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J. P. BEAUCHEMIN,
OMER E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 24-48

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held
in the office of the Dairy Industry Commission
in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President,
Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Mi-
lot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary
C.-A. Gamache, K. C., Legal Adviser, and Roland
Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of Bromptonville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Bromptonville.

2. The region of Bromptonville includes the
town of Bromptonville.

3. Any milk dealer must pay directly to his
producer-suppliers, for each 100 pounds of milk
which he receives from them, \$3.70 net F.O.B.
business place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said
region of Bromptonville, offer, sell or deliver at
his home or his business place or at the home
of the purchaser, milk at prices inferior to 8
cents a pint and 15 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said
region of Bromptonville, offer, sell or deliver
milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer
or to any other business establishment, at prices
inferior to 7½ cents a-pint and 14 cents a quart.

The present order cancels Order No. 24-46 of
said Commission, published in the *Quebec Official
Gazette*, of October 5, 1946, and shall come into
force on November 16, 1947.

The Secretary of said Commission is charged
with the publication of the present order in the
next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. DR. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 25-48

Order No. 25-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Brownsburg;

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Brownsburg:

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Brownsburg.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Brownsburg.

2° La région de Brownsburg comprend le village de Brownsburg et la ville de Lachute.

2. The region of Brownsburg includes the village of Brownsburg and the town of Lachute.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$3.70 net F.O.B. business place of said dealer.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Brownsburg, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

3. Save the provisions of article 5 hereunder no person shall, within the limits of said region of Brownsburg, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Brownsburg, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

5. No person shall, within the limits of said region of Brownsburg, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 25-46 de ladite Commission, publiée dans la Gazette officielle de Québec, du 5 octobre 1946 et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

The present order cancels Order No. 25-46 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la Gazette officielle de Québec.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signé: MM. DR. ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Signed: DR. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J. P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 28-48

Order No. 28-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C. R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.-A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Coaticook;

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Coaticook;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement vend ou livre du lait dans les limites de la région de Coaticook.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Coaticook.

2° La région de Coaticook comprend la municipalité de Coaticook et cette portion du canton de Barford adjacente à la ville de Coaticook.

2. The region of Coaticook includes the municipality of Coaticook and that portion of the township of Barford adjacent to the town of Coaticook.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs, producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70 net F.A.B. place d'affaires dudit marchand.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from the, \$3.70 net F.O.B. business place of said dealer.

4° Sauf les dispositions des articles 5 et 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Coaticook, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

4. Save the provisions of articles 5 and 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Coaticook, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Coaticook, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout établissement de commerce, à un prix inférieur à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

5. No persons shall, within the limits of said region of Coaticook, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Coaticook, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à .56 sous le gallon.

6. No person shall, within the limits of said region of Coaticook, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to 56 cents a gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 28-46 de ladite Commission publiée dans la Gazette officielle de Québec du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

The present order cancels Order No. 28-46 of said Commission published in the Quebec Official Gazette for October 5, 1946, and come into force on November 16, 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la Gazette officielle de Québec.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the Quebec Official Gazette.

Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Signed: Messrs. DR. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 29-48

Order No. 29-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du jeudi 30 octobre 1947 tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday, October 30, 1947 held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.-A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Cowansville;

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Cowansville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Cowansville.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Cowansville.

2° La région de Cowansville comprend les municipalités de la ville de Cowansville et du village de Sweetsburg.

2. The region of Cowansville includes the municipalities of the town of Cowansville and of the village of Sweetsburg.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of

100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de ladite région de Cowansville, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8½ sous la chopine et 15 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Cowansville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Cowansville, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à .56 sous le gallon.

La présente Ordonnance annule l'ordonnance N° 29-46 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr. ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 31-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C. R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Danville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Danville.

2° La région de Danville comprend la municipalité du village de Danville, située dans le comté de Richmond.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci \$3.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Danville, offrir, vendre ou livrer à domicile du lait embouteillé à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Danville, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

milk which he receives from them, \$3.70 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder no person shall, within the limits of said region of Cowansville, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 8½ cents a pint and 15 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Cowansville, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Cowansville, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to 56 cents a gallon.

The present order cancels Order No. 29-46 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, dated October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 31-48

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.-A. Gamache, K. C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Danville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Danville.

2. The region of Danville includes the municipality of the village of Danville, located in the county of Richmond.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them \$3.70 net F.O.B. business place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said region of Danville, offer, sell or deliver bottled milk at home at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

5. No person shall within the limits of said region of Danville, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à 56 sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 31-46 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
OMER-E. MILOT,
J.-P. BEAUCHEMIN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to 56 cents per gallon.

The present order cancels Order No. 31-46 of said Commission, as published in the *Official Gazette of Quebec*, for October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. DR. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
OMER-E. MILOT,
J.-P. BEAUCHEMIN,

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 34-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Emile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C. R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région d'East Angus;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement vend ou livre du lait dans les limites de la région d'East Angus.

2° La région d'East Angus comprend la ville d'East Angus.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région d'East Angus, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région d'East Angus, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 34-46 de ladite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 5 octobre 1946 et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 34-48

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, October 30, 1947 held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Emile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.-A. Gamache, K. C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of East Angus;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of East-Angus.

2. The region of East Angus includes the town of East Angus.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$3.70 net F.O.B. business place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said region of East Angus, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of East Angus, offer, sell or deliver to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, milk at prices inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

The present order cancels Order No. 34-46 of said Commission published in the *Quebec Official Gazette*, of October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. DR. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J. P. BEAUCHEMIN,
OMER E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 32-48

Order No. 32-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur général des produits laitiers.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J. P. Beauchemin, Omer E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Windsor Mills

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Windsor Mills,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Windsor Mills.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Windsor Mills.

2° La région de Windsor Mills comprend la municipalité de la ville de Windsor et celle de Saint-François-Xavier de Brompton, toutes deux dans le comté de Richmond.

2. The region of Windsor Mills includes the municipality of the town of Windsor, and that of Saint-François-Xavier de Brompton, both in the county of Richmond.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$3.70 net F.O.B. business place of said dealer.

4° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Windsor Mills, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

4. No person shall, within the limits of said region of Windsor Mills, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Windsor Mills, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

5. No person shall, within the limits of said region of Windsor Mills, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Windsor Mills, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon, à des prix inférieurs à 56 sous le gallon.

6. No person shall, within the limits of said region of Windsor Mills, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to 56 cents a gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 32-46 de ladite Commission, publiée dans la Gazette officielle de Québec, en date du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

The present order cancels Order No. 32-46 of said Commission, published in the Quebec Official Gazette, for October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la Gazette officielle de Québec.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the Quebec Official Gazette.

Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Signed: Messrs. DR. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J. P. BEAUCHEMIN,
OMER E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 33-48

Order No. 33-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Donnacona,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Donnacona.

2° La région de Donnacona comprend la municipalité de la ville de Donnacona plus, contigue à l'est de ladite municipalité, une lisière de terrain d'environ cinq arpents de profondeur faisant partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-des-Écurieuls.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.40 net.

4° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Donnacona, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 14 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Donnacona, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à 7 sous la chopine et 13 sous la pinte.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Donnacona, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à 52 sous le gallon, pourvu que la quantité vendue ne soit pas inférieure à un gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 33-46, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. DR. ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 35-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Granby,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the condition of the dairy industry within the region of Donnacona,

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Donnacona.

2. The region of Donnacona includes the town municipality of Donnacona and, adjacent to the East of said municipality, a strip of land about five "arpents" deep forming part of the parish municipality of Saint Jean Baptiste des Écurieuls.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$3.40 net.

4. No person shall, within the limits of said region of Donnacona, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 8 cents a pint and 14 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Donnacona, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to 7 cents a pint and 13 cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Donnacona, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to 52 cents a gallon, provided the quantity sold is not inferior to one gallon.

The present order cancels Order No. 33-46, published in the *Quebec Official Gazette*, of October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: DR. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J. P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 35-48

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J. P. Beauchemin, Omer E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Granby,

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who directly or indirectly, sells or delivers milk

ou livre du lait dans les limites de la région de Granby.

2° La région de Granby comprend la cité de Granby.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Granby, offrir, vendre ou livrer à domicile du lait embouteillé à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Granby, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à 56 sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 35-46 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 37-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière
à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Emile Nadeau, président,
Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Mi-
lot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire,
C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland
Camirand, inspecteur-général des produits lai-
tiers.

Après avoir considéré les conditions de l'in-
dustrie laitière dans la région de Matane,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait dans les limites de la région de
Matane.

2° La région de Matane comprend la muni-
cipalité de la ville de Matane.

3° Tout marchand de lait doit payer directe-
ment à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque
100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70 net
F.A.B. la place d'affaires dudit marchand, et à
même cette somme, payer à la Commission de
l'Industrie Laitière de la province de Québec, ½
cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Nul ne peut, dans les limites de ladite région
de Matane, offrir, vendre ou livrer du lait à des
prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la
pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région
de Matane, offrir, vendre ou livrer du lait à une

within the limits of the region of Granby.

2. The region of Granby includes the city of
Granby.

3. Any milk dealer must pay directly to his
producers-suppliers, for each 100 pounds of milk
which he receives from them, \$3.70 net F.O.B.
business place of said dealer.

4. No person shall within the limits of said
region of Granby, offer, sell or deliver bottled
milk at home at prices inferior to 8 cents a pint
and 15 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said
region of Granby, offer, sell or deliver bottled
milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any
other business establishment, at a price inferior
to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

6. No person shall sell or deliver milk in bulk
at prices inferior to 56 cents per gallon.

The present order cancels Order No. 35-46
of said Commission, as published in the *Quebec
Official Gazette*, for October 5, 1946, and shall
come into force on November 16, 1947.

The Secretary of said Commission is charged
with the publication of the present order in the
next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J. P. BEAUCHEMIN,
OMER E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 37-48

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held
in the office of the Dairy Industry Commission in
Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Emile Nadeau, President,
Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Mi-
lot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary,
C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland
Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of Matane,

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Matane.

2. The region of Matane includes the town of
Matane.

3. Any milk dealer must pay directly to his
producers-suppliers, for each 100 pounds of milk
which he receives from them, \$3.70 net F.O.B.,
business place of said dealers and, out of this sum,
pay the Dairy Industry Commission of the Pro-
vince of Quebec, one half cent for each hundred
pounds of milk received.

4. No person shall, within the limits of said
region of Matane, offer, sell or deliver milk at
prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a
quart.

5. No person shall, within the limits of said
region of Matane, offer, sell or deliver milk to a

épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 37-46, de ladite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr. ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 38-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière,
à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président,
Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Mi-
lot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire,
C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland
Camirand, inspecteur-général des produits lai-
tiers.

Après avoir considéré les conditions de l'indus-
trie laitière dans la région de La Tuque,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement
vend ou livre du lait dans les limites de la région
de La Tuque.

2° La région de La Tuque comprend la muni-
cipalité de la ville de La Tuque.

3° Tout marchand de lait pasteurisé doit payer
directement à ses fournisseurs-producteurs, pour
chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci,
\$3.85 net F.A.B. la place d'affaires dudit mar-
chand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous,
nul ne peut, dans les limites de ladite région de
La Tuque, offrir, vendre ou livrer du lait à des
prix inférieurs à 9 sous la chopine et 16 sous
la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région
de La Tuque, offrir, vendre ou livrer du lait à
un hôpital, à une institution de charité, à une
épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un mar-
chand ou à tout autre établissement de com-
merce à des prix inférieurs à 8 sous la chopine
et 15 sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance
N° 38-46, publiée dans la *Gazette officielle de
Québec*, du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur
le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé
de publier la présente ordonnance dans le pro-
chain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr. ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any
other business establishment, at prices inferior
to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

The present order cancels Order No. 37-46
of said Commission, published in the *Quebec
Official Gazette* for October 5, 1946, and shall
come into force on November 16, 1947.

The secretary of said Commission is charged
with the publication of the present order in the
next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Dr. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J. P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 38-48

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held
in the office of the Dairy Industry Commission
in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Emile Nadeau, president,
Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Mi-
lot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary,
C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland
Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of La Tuque;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of La Tuque.

2. The region of La Tuque includes the town
of municipality of La Tuque.

3. Any pasteurized milk dealer must pay di-
rectly to his producers-suppliers, for each 100
pounds of milk which he receives from them,
\$3.85 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder,
no person shall, within the limits of the region of
La Tuque, offer, sell or deliver milk at prices
inferior to 9 cents a pint and 16 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said
region of La Tuque, offer, sell or deliver milk
to a hospital, a charitable institution, a grocery,
a restaurant, a hotel, a dealer or to any other
business establishment, at a price inferior to
8 cents a pint and 15 cents a quart.

The present order cancels order No. 38-46
published in the *Quebec Official Gazette* of October
5, 1946, and will come into force on November
16, 1947.

The Secretary of said Commission is charge
with the publication of the present order in the
next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J. P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 41-48

Order N. 41-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Présent: MM. Dr Emile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Present: Messrs. Dr Émile Nadeau, president, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Magog,

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Magog,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Magog.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Magog.

2° La région de Magog comprend la cité de Magog.

2. The region of Magog includes the city of Magog.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$3.70 net F.O.B. business place of said dealer.

4° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Magog, offrir, vendre ou livrer à domicile du lait embouteillé à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

4. No person shall, within the limits of said region of Magog, offer, sell or deliver bottled milk at home at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Magog, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

5. No person shall, within the limits of said region of Magog, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à 56 sous le gallon.

6. No person shall sell or deliver milk in bulk at prices inferior to 56 cents a gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 41-46 de ladite Commission, publiée dans la Gazette officielle de Québec, en date du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

The present order cancels Order No. 41-46 of said Commission, as published in the Quebec official Gazette, October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la Gazette officielle de Québec.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the Quebec Official Gazette.

Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Signed: Messrs. DR. EMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J. P. BEAUCHEMIN,
OMER-F. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 43-48

Order No. 43-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Dr Emile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland

Present: Messrs. Dr Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland

Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Montmagny;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Montmagny.

2° La région de Montmagny comprend la ville de Montmagny et, contigue à la ville de Montmagny, une lisière de terrain d'un demi-mille en profondeur de la municipalité de Saint-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille, dans le district judiciaire de Montmagny.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.40 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montmagny, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur du lait à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 14 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Montmagny, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à 7 sous la chopine et 13 sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 43-46 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 5 octobre 1946, entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 44-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures a.m.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de l'Abitibi;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de l'Abitibi.

2° La région de l'Abitibi comprend les municipalités des villes de Noranda, Rouyn, Val d'Or, Bourlamaque et Duparquet, et les territoires compris dans les cantons de Rouyn, Cadillac,

Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Montmagny;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Montmagny.

2. The region of Montmagny includes the town of Montmagny, and a strip of land half a mile deep forming part of the municipality of Saint-Thomas de la Pointe à la Caille, in the judicial district of Montmagny.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$3.40 net F.O.B. business place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said region of Montmagny, offer, sell or deliver at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to 8 cents a pint and 14 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Montmagny, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to 7 cents a pint and 13 cents a quart.

The present order cancels Order No. 43-46 of said Commission published in the *Quebec Official Gazette*, October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. DR ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J. P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Order No. 44-48

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held at the office of the Dairy Industry Commission in Québec, at 10 o'clock a.m.

Present: Messrs. Dr Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Abitibi;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Abitibi.

2. The region of Abitibi includes the town municipalities of Noranda, Rouyn, Val d'Or, Bourlamaque, and Duparquet, and the territory included in the townships of Rouyn, Cadillac,

Bourlamaque, Pascalis, Dubuisson, Fournière et Malartic.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.15 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand, et à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, ½ cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de ladite région de l'Abitibi, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 10 sous la chopine et 18 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de l'Abitibi, offrir, vendre ou livrer du lait à un autre marchand de lait, à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à 9 sous la chopine et 17 sous la pinte.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de l'Abitibi, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon, pourvu que la quantité vendue ne soit pas inférieure à 5 gallons.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 44-46 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

Bourlamaque, Pascalis, Dubuisson, Fournière et Malartic.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$4.15 F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum, pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one half cent for each hundred pounds of milk received.

4. Save the provisions of article 5 hereunder no person shall, within the limits of the region of l'Abitibi, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 10 cents a pint and 18 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of l'Abitibi, offer, sell or deliver milk to another milk dealer, to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to 9 cents a pint and 17 cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of l'Abitibi, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon, provided the quantity sold is not inferior to 5 gallons.

The present Order cancels Order No 44-46 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* dated October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J. P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 45-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Lai-
tière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président,
Joseph Hébert J.-P. Beauchemin, Omer-E. Mi-
lot, Commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire,
C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland
Camirand, inspecteur-général des produits lai-
tiers.

Après avoir considéré les conditions de l'in-
dustrie laitière dans la région de Richmond.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait dans les limites de la région de
Richmond.

2° La région de Richmond comprend la ville
de Richmond, située dans le comté de Richmond.

3° Tout marchand de lait doit payer directe-
ment à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque
100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70 net
F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions des articles 5 et 6 ci-
dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite
région de Richmond, offrir, vendre ou livrer du

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 45-48

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Meeting of Thursday October 30, 1947 held
in the office of the Dairy Industry Commis-
sion, in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr Émile Nadeau, President,
Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Mi-
lot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary,
C.A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland
Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy in-
dustry within the region of Richmond,

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Richmond.

2. The region of Richmond includes the town
of Richmond, located in the county of Richmond

3. Any milk dealer must pay directly to his
producer-suppliers, for each 100 pounds of milk
which he receives from them, \$3.70 net F.O.B.
business place of said dealer.

4. Save the provisions of articles 5 and 6
hereunder, no person shall, within the limits of
said region of Richmond, offer, sell or deliver

lait à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Richmond, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand à tout autre établissement de commerce, ou à une communauté religieuse, à un prix inférieur à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

6° Le lait non embouteillé ne pourra être vendu à un prix inférieur à .56 sous le gallon, pourvu que la quantité vendue soit de deux gallons ou au-dessus. Si la quantité n'atteint pas deux gallons, le prix sera celui fixé par l'article 5.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 45-46, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 5 octobre 1946 et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 46-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J. P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Rimouski,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Rimouski.

2° La région de Rimouski comprend la ville de Rimouski, la municipalité de Rimouski-Est, les paroisses de Saint-Robert, Sainte-Odile Nazareth et Bic.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, ½ cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Rimouski, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Rimouski, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

milk at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Richmond, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, or to a religious community, at a price inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

6. No person shall sell milk which is not bottled at a price inferior to 56 cents a gallon if the quantity sold is of two gallons or more. If the quantity does not reach two gallons, the price will be the one fixed by article 5.

The present order cancels order No. 45-46 published in the *Quebec Official Gazette* of October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Order No. 46-48

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J. P. Beauchemin, Omer E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Rimouski,

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Rimouski.

2. The region of Rimouski includes the town of Rimouski, the municipality of Rimouski East, the parishes of Saint-Robert, Sainte-Odile Nazareth and Bic.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$3.70 net F.O.B. business place of said dealer and, out of this sum, pay the Dairy Industry Commission of the Province of Québec, one half cent for each hundred pounds of milk received.

4. No person shall, within the limits of said region of Rimouski, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Rimouski, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 46-46, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 47-Sp-IX

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au
bureau de la Commission de l'industrie laitière à
Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Emile Nadeau, président,
Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Mi-
lot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire,
C.-A. Gamache, C. R. aviseur légal, et Roland
Camirand, inspecteur-général des produits lai-
tiers.

Après avoir considéré les conditions de l'indus-
trie laitière dans la région de Québec;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement,
vend ou livre du lait Jersey dans les limites de
la région de Québec.

2° La région de Québec comprend la cité de
Québec, les municipalités de villes de Québec-
ouest, Beauport, Château d'Eau et Courville,
Les municipalités de paroisses Sillery, Ste-Foy,
St-Gérard-Magella, Beauport, Notre-Dame des
Laurentides et St-Félix de Cap Rouge, Les
municipalités de villages de Beauport-est, Char-
lesbourg, Giffard, Loretteville, St-Grégoire de
Montmorency et St-Jean de Boischatel.

3° Pour les fins de la présente ordonnance,
le lait vendu sous le nom de "lait Jersey" ne
devra pas contenir, dans son état naturel, moins
de 4.6% de matières grasses.

4° Tout marchand de lait Jersey doit payer
à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent
livres de lait Jersey qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.15½
F.A.B. Québec, et à même cette somme verser
entre les mains de la Commission de l'Industrie
Laitière de la province de Québec, un demi-cent
pour chaque 100 livres de lait ainsi reçu.

5° Nul ne peut, dans ladite région de Québec,
offrir, vendre ou livrer du lait Jersey à des prix
inférieurs à 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

6° Nul ne peut, dans ladite région de Québec,
offrir, vendre ou livrer à une épicerie, à un restau-
rant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre
établissement de commerce, du lait Jersey à des
prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17 cents
la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance
N° 46-Sp-11, publiée dans la *Gazette officielle de
Québec* du 5 octobre 1946 et entrera en vigueur
le 16 novembre 1947.

The present order cancels Order No. 46-46,
published in the *Quebec Official Gazette*, dated
October 5, 1946, and shall come into force on
November 16, 1947.

The Secretary of said Commission is charged
with the publication of the present order in the
next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J. P. BEAUCHEMIN,
OMER E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 47-Sp-IX

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Meeting of Thursday, October 30, 1947,
held in the office of the Dairy Industry Commis-
sion in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Emile Nadeau, President,
Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Mi-
lot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary,
C. A. Gamache, K. C., Legal Adviser, and Roland
Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy indus-
try, within the region of Quebec;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers Jersey
milk within the limits of the region of Quebec.

2. The region of Quebec includes the city of
Quebec, the municipalities of towns of Québec-
west, Beauport, Château d'Eau and Courville,
The municipalities of parish of Sillery, Ste-Foy,
St-Gérard-Magella, Beauport, Notre-Dame des
Laurentides and St-Félix de Cap Rouge, The
municipalities of village of Beauport-east, Char-
lesbourg, Giffard, Loretteville, St-Grégoire de
Montmorency and St-Jean de Boischatel.

3. For the purpose of the present Order, milk
sold under the brand of "Jersey Milk", shall not
contain less than 4.6% butterfat in its natural
state.

4. Any Jersey Milk, dealer must pay to his
producers-suppliers, for each 100 pounds of
Jersey milk which he receives from them, \$4.15½
F.O.B. Quebec, and from this sum remit into
the hands of the Dairy Industry Commission
of the province of Quebec, one half cent for each
100 pounds so received.

5. No person shall, within the limits of said
region of Quebec, offer, sell or deliver Jersey
Milk at prices inferior to 10 cents a pint and 18
cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said
region of Quebec, offer, sell or deliver to a gro-
cery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any
other business establishments, Jersey Milk at
prices inferior to 9 cents a pint and 17 cents a
quart.

The present Order cancels Order No. 46-Sp-II
published in the *Quebec Official Gazette* dated
October 5th, 1946, and shall come into force on
November 16, 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Signed: Dr. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J. P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Ordonnance N° 47-Sp-X

Order No. 47-Sp-X

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C. R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.-A. Gamache, K. C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Stanstead,

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Stanstead,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait Jersey dans la région de Stanstead.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or deliver Jersey Milk within the limits of the region of Stanstead.

2° La région de Stanstead comprend les municipalités de Stanstead, de Rock Island et de Beebe.

2. The region of Stanstead includes the municipalities of Stanstead, Rock Island and Beebe.

3° Pour les fins de la présente ordonnance, le lait vendu sous le nom de lait Jersey ne devra pas contenir dans son état naturel, moins de 4.6% de matières grasses.

3. For the purpose of the present order, milk sold under the brand of Jersey Milk, shall not contain less than 4.6% butter-fat in its natural state.

4° Tout marchand de lait Jersey doit payer à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait Jersey qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.90 F.A.B. place d'affaires dudit marchand.

4. Any Jersey Milk dealer must pay to his producers-suppliers, for each 100 pounds of Jersey milk which he receives from them, \$3.90 F.O.B. business place of said dealer.

5° Nul ne peut, dans ladite région de Stanstead, offrir, vendre ou livrer du lait Jersey à des prix inférieurs à 8½ sous la chopine et 16 sous la pinte.

5. No person shall, within the limits of said region of Stanstead, offer, sell or deliver Jersey milk at prices inferior to 8½ cents a pint and 16 cents a quart.

6° Nul ne peut, dans ladite région de Stanstead, offrir, vendre ou livrer à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, du lait Jersey à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

6. No person shall, within the limits of said region of Stanstead, offer, sell or deliver to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, Jersey milk at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 46-Sp-IV publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

The present order cancels Order No. 46-Sp-IV published in the *Quebec Official Gazette* of October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, présidenti,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILO.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 47-Sp-XI

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière,
à Québec, à 10 heures du matin.Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président
Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Mi-
lot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire,
C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Rolan-
d Camirand, inspecteur général des produits lai-
tiers.Après avoir considéré les conditions de l'in-
dustrie laitière dans la région de Richmond,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait Jersey dans la région de Rich-
mond.2° La région de Richmond comprend la ville
de Richmond, dans le comté de Richmond.3° Pour les fins de la présente ordonnance, le
lait vendu sous le nom de lait Jersey, ne devra
pas contenir dans son état naturel, moins de
4.6% de matières grasses.4° Tout marchand de lait Jersey doit payer
à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque
100 livres de lait Jersey qu'il reçoit de ceux-ci,
\$3.90 F.A.B. place d'affaires dudit marchand.5° Nul ne peut, dans ladite région de Rich-
mond, offrir, vendre ou livrer du lait Jersey
à des prix inférieurs à 8½ sous la chopine et
16 sous la pinte.6° Nul ne peut, dans ladite région de Rich-
mond, offrir, vendre ou livrer à une épicerie,
à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou
à tout autre établissement de commerce, du lait
Jersey à des prix inférieurs à 8 sous la chopine
et 15 sous la pinte.La présente ordonnance annule l'ordonnance
N° 46-Sp-III publiée dans la *Gazette officielle de*
Québec du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur
le 16 novembre 1947.Le secrétaire de ladite Commission est chargé
de publier la présente ordonnance dans le pro-
chain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 48-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière,
à Québec, à 10 heures du matin.Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président,
Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Mi-
lot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire,DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 47-Sp-XI

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Québec.Meeting of Thursday, October 30, 1947, held
in the office of the Dairy Industry Commission,
in Québec, at 10 o'clock in the morning.Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President,
Joseph Hébert, J. P. Beauchemin, Omer E.
Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secre-
tary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and
Roland Camirand, Inspector General of Dairy
Products.Considering the conditions of the dairy in-
dustry, within the region of Richmond,

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers
Jersey milk within the limits of the region of
Richmond.2. The region of Richmond includes the town
of Richmond, in the county of Richmond.3. For the purpose of the present order, milk
sold under the brand of "Jersey Milk", shall not
contain less than 4.6% butterfat in its natural
state.4. Any Jersey Milk dealer must pay to his
producers-suppliers, for each 100 pounds of
Jersey Milk which he receives from them,
\$3.90 F.O.B. business place of said dealer.5. No person shall, within the limits of said
region of Richmond, offer, sell or deliver Jersey
milk at prices inferior to 8½ cents a pint and
16 cents a quart.6. No person shall, within the limits of said
region of Richmond, offer, sell or deliver to a
grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any
other business establishment, Jersey Milk at
prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents
a quart.The present order cancels Order No. 46-Sp-III
published in the *Quebec Official Gazette* of October
5, 1947, and shall come into force on November
16, 1947.The Secretary of said Commission is charged
with the publication of the present order in the
next issue of the *Quebec Official Gazette*.Signed: Messrs. DR. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J. P. BEAUCHEMIN,
OMER E. MILOT.Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 48-48

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Québec.Meeting of Thursday, October 30, 1947, held
in the office of the Dairy Industry Commission
in Québec, at 10 o'clock in the morning.Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President,
Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Mi-
lot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary,

C.-A. Gamache, C. R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Stanstead;

C.-A. Gamache, K. C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Stanstead;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Stanstead.

2° La région de Stanstead comprend les municipalités de Stanstead, de Rock Island et de Beebe.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand. Le paiement se fera sur une base de 3.5% de matières grasses:

a) Plus une prime de quatre centins par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de quatre centins par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage.

4° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Stanstead, offrir, vendre ou livrer à domicile du lait embouteillé à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Stanstead, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à 56 sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 48-46 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Stanstead.

2. The region of Stanstead includes the municipalities of Stanstead, Rock Island and Beebe.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers: for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$3.70 net F.O.B. business place of said dealer. The payment of milk shall be made on a basis of 3.5% butter-fat:

a) A premium of four cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1-10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of four cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1-10 of 1% below this percentage.

4. No person shall, within the limits of said region of Stanstead, offer, sell or deliver bottled milk at home at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Stanstead, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

6. No person shall sell or deliver milk in bulk at prices inferior to 56 cents per gallon.

The present order cancels Order No. 48-46 of said Commission, as published in the *Official Gazette of Quebec*, for October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 50-48

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 50-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C. R. aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Saint-Gabriel-de-Brandon.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, October 30, 1947 held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K. C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Saint-Gabriel-de-Brandon.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk

vend ou livre du lait dans les limites de la région de Saint-Gabriel-de-Brandon.

2° La région de Saint-Gabriel-de-Brandon comprend la municipalité du village de Saint-Gabriel-de-Brandon, dans le district électoral de Berthier.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.40 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Gabriel-de-Brandon, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 14 sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 50-46 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* en date du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr. ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 53-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Emile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Thetford.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement vend ou livre du lait dans les limites de la région de Thetford.

2° La région de Thetford comprend la cité de Thetford-Mines et la municipalité de Thetford-Sud.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions des articles 5 et 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Thetford-Mines, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Thetford-Mines, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Thetford, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à 56 sous le gallon.

within the limits of the region of Saint-Gabriel-de-Brandon.

2. The region of Saint-Gabriel-de-Brandon includes the municipality of the village of Saint-Gabriel-de-Brandon, in the electoral district of Berthier.

3. Any milk dealer must pay, directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$3.40 net F.O.B. business place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said region of Saint-Gabriel-de-Brandon, offer, sell or deliver milk at his home or at his business place or at the home of the purchaser, at prices inferior to 8 cents a pint and 14 a quart.

The present order cancels Order No. 50-46 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, dated October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Dr. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J. P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUÉBEC

Order No. 53-48

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Emile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Thetford,

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Thetford.

2. The region of Thetford includes the city of Thetford-Mines and the municipality of Thetford-South.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$3.70 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of articles 5 and 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Thetford-Mines, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Thetford-Mines, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Thetford, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to 56 cents a gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 53-46 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

The present order cancels Order No. 53-46 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, dated October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. DR. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 54-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Trois-Pistoles

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement vend ou livre du lait dans les limites de la région de Trois-Pistoles.

2. La région de Trois-Pistoles comprend la ville de Trois-Pistoles.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.40 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Trois-Pistoles, offrir, vendre ou livrer à domicile du lait embouteillé à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 14 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Trois-Pistoles, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à 7 sous la chopine et 13 sous la pinte.

6° Nul ne peut, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à 48 sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 54-46A publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 54-48

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J. P. Beauchemin, Omer E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Trois-Pistoles,

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Trois-Pistoles.

2. The region of Trois-Pistoles includes the town of Trois-Pistoles.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$3.40 net F.O.B. business place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said region of Trois-Pistoles, offer, sell or delivers bottled milk at home at prices inferior to 8 cent a pint and 14 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Trois-Pistoles, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to 7 cents a pint and 13 cents a quart.

6. No person shall, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to 48 cents a gallon.

The present order cancels Order No. 54-46A published in the *Quebec Official Gazette* dated October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. DR. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J. P. BEAUCHEMIN,
OMER E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Ordonnance N° 57-48

Order No. 57-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec. Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947 tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C. R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.-A. Gamache, K. C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Victoriaville;

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Victoriaville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Victoriaville.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Victoriaville.

2° La région de Victoriaville comprend la ville de Victoriaville et la paroisse de Ste-Victoire.

2. The region of Victoriaville includes the town of Victoriaville and the parish of Ste-Victoire.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$3.70 net F.O.B. business place of said dealer.

4° Sauf les dispositions des articles 5 et 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Victoriaville, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

4. Save the provisions of articles 5 and 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Victoriaville, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Victoriaville, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

5. No person shall, within the limits of said region of Victoriaville, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at a price inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

6° Le lait non embouteillé ne pourra être vendu à un prix inférieur à 52 sous le gallon, pourvu que la quantité vendue soit de deux gallons et au-dessus. Si la quantité n'atteint pas deux gallons, le prix sera celui fixé par l'article 5.

6. No person shall sell milk which is not bottled at a price inferior to 52 cents a gallon if the quantity sold is of two gallons or more. If the quantity does not reach two gallons, the price will be the one fixed by article 5.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 57-46A de la dite Commission, publiée dans la Gazette officielle de Québec, du 30 novembre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

The present order cancels Order No. 57-46A of said Commission, published in the Québec Official Gazette, of November 30, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la Gazette officielle de Québec.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the Québec Official Gazette.

Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Signed: Messrs. DR. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Ordonnance N° 59-48

Order No. 59-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec. Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière de Québec, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C. R. aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Waterloo.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Waterloo.

2° La région de Waterloo comprend la ville de Waterloo.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, 3.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Waterloo, offrir, vendre ou livrer à domicile du lait embouteillé à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Waterloo, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à 56 sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 59-46 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr. ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President Joseph Hebert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K. C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Waterloo.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Waterloo.

2. The region of Waterloo includes the town of Waterloo.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$3.70 net F.O.B. business place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said region of Waterloo, offer, sell or deliver bottled milk at home at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Waterloo, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

6. No person shall sell or deliver milk in bulk at prices inferior to 56 cents per gallon.

The present order cancels Order No. 59-46 of said Commission, as published in the *Quebec Official Gazette*, for October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Dr. ÉMILE NADEAU, Président,
JOSEPH HÉBERT,
J. P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 60-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du Jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière de la région de Waterville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Waterville.

2° La région de Waterville comprend la municipalité du village de Waterville.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 60-48

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Waterville.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Waterville.

2. The region of Waterville includes the municipality of the village of Waterville.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions des articles 5 et 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Waterville, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Waterville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, ou à une communauté religieuse, à un prix inférieur à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

6° Le lait non embouteillé ne pourra être vendu à un prix inférieur à 56 sous le gallon, pourvu que la quantité vendue soit de deux gallons ou au-dessus. Si la quantité n'atteint pas deux gallons, le prix sera celui fixe par l'article 5.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 60-46 publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCÉ DE QUÉBEC

Ordonnance N° 64-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière,
à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président
Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Mi-
lot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire,
C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland
Camirand, inspecteur général des produits lai-
tiers.

Après avoir considéré les conditions de l'in-
dustrie laitière dans la région de Farnham,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement,
vend ou livre du lait dans les limites de la région
de Farnham.

2° La région de Farnham comprend la muni-
cipalité de la ville de Farnham.

3° Tout marchand de lait doit payer direct-
ment à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque
100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70
net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous,
nul ne peut, dans les limites de ladite région de
Farnham, offrir, vendre ou livrer du lait à des
prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous
la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite
région de Farnham, offrir, vendre ou livrer du
lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel
à un marchand ou à tout autre établissement de

3. Any milk dealer must pay directly to his
producers-suppliers, for each 100 pounds of milk
which he receives from them, \$3.70 net F.O.B.
business place of said dealer.

4. Save the provisions of articles 5 and 6 here-
under, no person shall, within the limits of said
region of Waterville, offer, sell or deliver milk
at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents
a quart.

5. No person shall, within the limits of said
region of Waterville, offer, sell or deliver milk
to a grocery, a restaurant, a dealer or to any
other business establishment, or to a religious
community, at a price inferior to 7½ cents a pint
and 14 cents a quart.

6. No person shall sell milk which is not bot-
tled at a price inferior to 56 cents a gallon if
the quantity sold is of two gallons or more. If
the quantity does not reach two gallons, the price
will be the one fixed by article 5.

The present order cancels Order No. 60-46,
published in the *Quebec Official Gazette*, date 1
October 5, 1946, and shall come into force on
November 16, 1947.

The Secretary of said Commission is charged
with the publication of the present order in the
next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. DR ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 64-48

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Québec.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held
in the office of the Dairy Industry Commission,
in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President,
Joseph Hébert, J. P. Beauchemin, Omer E.
Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secre-
tary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and
Roland Camirand, Inspector General of Dairy
Products.

Considering the conditions of the dairy in-
dustry within the region of Farnham,

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Farnham.

2. The region of Farnham includes the town
of Farnham.

3. Any milk dealer must pay directly to his
producers-suppliers, for each 100 pounds of milk
which he receives from them, \$3.70 net F.O.B.
business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder,
no person shall, within the limits of said region
of Farnham, offer, sell or deliver milk at prices
inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said
region of Farnham, offer, sell or deliver milk to a
grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any
other business establishment, at prices inferior

commerce, à des prix inférieurs à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Farnham, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à 56 sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 64-46 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,

JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,

Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Farnham, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to 56 cents a gallon.

The present order cancels Order No. 64-46 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, for October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, President,

JOSEPH HÉBERT,
J. P. BEAUCHEMIN,
OMER E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,

The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 66-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C. R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Nicolet,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Nicolet.

2° La région de Nicolet comprend la municipalité de la ville de Nicolet.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Nicolet, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Nicolet, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

6° Nul ne peut, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à 56 sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 66-46 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,

JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,

Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 66-48

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.-A. Gamache, K. C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Nicolet,

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Nicolet.

2. The region of Nicolet includes the town of Nicolet.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 160 pounds of milk which he receives from them, \$3.70 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5, hereunder, no person shall, within the limits of said region of Nicolet, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Nicolet, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

6. No person shall, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to 56 cents per gallon.

The present order cancels Order No. 66-46 of said Commission, as published in the *Quebec Official Gazette*, for October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, President,

JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,

The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 68-48

Order No. 68-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière de Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Plessisville.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Plessisville.

2° La région de Plessisville comprend la municipalité de village de Plessisville.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Plessisville, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Plessisville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand, ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Plessisville, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à 52 sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 68-46 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 5 octobre 1946, et entre en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. DR. ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,

Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Plessisville.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Plessisville.

2. The region of Plessisville includes the village municipality of Plessisville.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$3.70 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder no person shall, within the limits of said region of Plessisville, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Plessisville, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Plessisville, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to 52 cents a gallon.

The present order cancels Order No. 68-46 said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* of October 5, 1946, and comes into force on November 16, 1947.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. DR. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,

The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 69-48

Order No. 69-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, jeudi, 30 octobre 1947.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président, Jos Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Roland Camirand, inspecteur général des produits laitiers et C.-A. Gamache, conseiller juridique.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, October 30, 1947 held in the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Jos. Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Roland Camirand, Inspector-General of Dairy Products, and C.-A. Gamache, Legal Adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région d'Arthabaska.

Considering the conditions of the Dairy industry within the region of Arthabaska.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région d'Arthabaska.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Arthabaska.

2° La région d'Arthabaska comprend la ville d'Arthabaska.

2. The region of Arthabaska includes the town of Arthabaska.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70 net F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$3.70 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région d'Arthabaska, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Arthabaska, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région d'Arthabaska, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

5. No person shall, within the limits of said region of Arthabaska, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région d'Arthabaska, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à 56 sous le gallon.

6. No person shall, within the limits of said region of Arthabaska, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to 56 cents a gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 69-46 de ladite Commission, publiée dans la Gazette officielle de Québec du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

The present order cancels Order No. 69-46 of said Commission, published in the Quebec Official Gazette of October 5, 1946, and comes into force on November 16, 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la Gazette officielle de Québec.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the Quebec Official Gazette.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Signed: Dr. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 70-48

Order No. 70-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C. R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.-A. Gamache, K. C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Mont-Joli,

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Mont-Joli,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement vend ou livre du lait dans les limites de la région de Mont-Joli.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Mont-Joli.

2° La région de Mont-Joli comprend la ville de Mont-Joli et la municipalité de Priceville.

2. The region of Mont-Joli includes the town of Mont-Joli and the municipality of Priceville.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand, et,

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$3.70 net F.O.B. business place of said dealer, and, out of this

à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, ½ cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Mont-Joli, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Mont-Joli, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 70-46, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

sum, pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one half cent for each hundred pounds of milk received.

4. No person shall, within the limits of said region of Mont-Joli, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Mont-Joli, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

The present Order cancels Order No. 70-46 published in the *Quebec Official Gazette*, for October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

The secretary of said Commission is charge l with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 71-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue
au bureau de la Commission de l'Industrie Lai-
tière à Québec, à 10.00 heures a.m.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président,
Jos Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Mi-
lot, Commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire,
C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland
Camirand, inspecteur-général des produits lai-
tiers.

Après avoir considéré les conditions de l'indus-
trie laitière dans la région de Rigaud;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement
vend ou livre du lait dans les limites de la région
de Rigaud.

2° La région de Rigaud comprend la corpôra-
tion de la ville de Rigaud et la municipalité de la
paroisse de Ste-Madeleine de Rigaud, toutes deux
dans le comté de Vaudeuil.

3° Tout marchand de lait doit payer directe-
ment à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque
100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.40 net
F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous,
nul ne peut, dans les limites de ladite région de
Rigaud, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix
inférieurs à 8 sous la chopine et 14 sous la pinte.

5° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait
en bidon à des prix inférieurs à 52 sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance
N° 71-46, publiée dans la *Gazette officielle de
Québec* du 5 octobre 1946, et entrera en vieu-
r le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé
de publier la présente ordonnance dans le pro-
chain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 71-48

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Meeting of Thursday, October 30, 1947,
held in the office of the Dairy Industry Com-
mission, in Quebec, at 10.00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President,
Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Mi-
lot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary,
C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland
Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of Rigaud;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Rigaud.

2. The region of Rigaud includes the Corpo-
ration of the city of Rigaud and the munici-
pality of the parish of Ste-Madeleine de Rigaud,
both in the county of Vaudeuil.

3. Any milk dealer must pay directly to his
producers-suppliers, for each 100 pounds of milk
which he receives from them, \$3.40 net F.O.B.
business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder,
no person shall, within the limits of said region
of Rigaud, offer, sell or deliver milk at prices in-
ferior to 8 cents a pint and 14 cents a quart.

5. No person shall offer, sell or deliver milk in
bulk at prices inferior to 52 cents a gallon.

The present order cancels Order N° 71-46,
published in the *Quebec Official Gazette* of October
5, 1946, and shall come into force on November
16, 1947.

The Secretary of said Commission is charged
with the publication of the present order in the
next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.
Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

Signed Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.
Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC
—
Ordonnance N° 72-48

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC
—
Order No. 72-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière,
à Québec, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held
in the office of the Dairy Industry Commission,
in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président,
Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Mi-
lot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire,
C.-A. Gamache, C.R., avisur légal, et Roland
Camirand, inspecteur général des produits lai-
tiers.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President,
Joseph Hébert, J. P. Beauchemin, Omer E.
Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secre-
tary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and
Roland Camirand, Inspector General of Dairy
Products.

Après avoir considéré les conditions de l'in-
dustrie laitière dans la région de Sainte-Anne
de Beaupré,

Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of Sainte-Anne de Beaupré,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement,
vend ou livre du lait dans les limites de la région
de Sainte-Anne de Beaupré.

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Sainte-Anne
de Beaupré.

2° La région de Sainte-Anne de Beaupré com-
prend la municipalité de Sainte-Anne de Beau-
pré, dans le comté de Montmorency.

2. The region of Sainte-Anne de Beaupré
includes the municipality of Sainte-Anne de
Beaupré, in the county of Montmorency.

3° Tout marchand de lait doit payer directe-
ment à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque
100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.40
net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

3. Any milk dealer must pay directly to his
producers-suppliers, for each 100 pounds of milk
which he receives from them, \$3.40 net F.O.B.
business place of said dealer.

4° Sauf les dispositions des articles 5 et 6
ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite
région de Sainte-Anne de Beaupré, offrir, vendre
ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 sous
la chopine et 14 sous la pinte.

4. Save the provisions of articles 5 and 6
hereunder, no person shall, within the limits of
said region of Sainte-Anne de Beaupré, offer,
sell or deliver milk at prices inferior to 8 cents
a pint and 14 cents a quart.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite
région de Sainte-Anne de Beaupré, offrir, vendre
ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant,
à un hôtel, à un marchand ou à tout autre éta-
blissement de commerce, à un prix inférieur à
7 sous la chopine et 13 sous la pinte.

5. No person shall, within the limits of said
region of Sainte-Anne de Beaupré, offer, sell or
deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel,
a dealer or to any other business establishment,
at a price inferior to 7 cents a pint and 13 cents
a quart.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite
région de Sainte-Anne de Beaupré, offrir, vendre
ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à
52 sous le gallon.

6. No person shall, within the limits of said
region of Sainte-Anne de Beaupré, offer, sell or
deliver milk in bulk at a price inferior to 52 cents
a gallon.

La présente ordonnance entrera en vigueur
le 16 novembre 1947.

The present order shall come into force on
November 16, 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé
de publier la présente ordonnance dans le pro-
chain numéro de la Gazette officielle de Québec.

The Secretary of said Commission is charged
with the publication of the present order in the
next issue of the Quebec Official Gazette.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.
Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J. P. BEAUCHEMIN,
OMER E. MILOT.
Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 73-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière,
à Québec, à 10 heures du matin.Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président,
Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Mi-
lot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire,
C.-A. Gamache, C. R., aviseur légal, et Roland
Camirand, inspecteur-général des produits lai-
tiers.Après avoir considéré les conditions de l'in-
dustrie laitière dans la région de Matapédia:

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait dans les limites de la région de
Matapédia.2° La région de Matapédia comprend le comté
de Matapédia.3° Nul ne peut, dans les limites de ladite région
de Matapédia, offrir, vendre ou livrer du lait à
des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous
la pinte.La présente ordonnance annule l'ordonnance
N° 73-46, publiée dans la *Gazette officielle de
Québec* du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le
16 novembre 1947.Le secrétaire de ladite Commission est chargé
de publier la présente ordonnance dans le pro-
chain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,

Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

20554-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 73-48

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.Meeting of Thursday, October 30, 1947, held
at the office of the Dairy Industry Commission
in Quebec, at 10 o'clock in the morning.Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President,
Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Mi-
lot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary,
C.-A. Gamache, K. C., Legal Adviser, and Roland
Camirand, Inspector General of Dairy Products.Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of Matapédia:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Matapédia.2. The region of Matapédia includes the
county of Matapédia.3. No person shall, within the limits of said
region of Matapédia, offer, sell or deliver milk
at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents
a quart.The present order cancels Order No. 73-46
published in the *Quebec Official Gazette* dated
October 5, 1946, and shall come into force on
November 16, 1947.The Secretary of said Commission is charged
with the publication of the present order in the
next issue of the *Quebec Official Gazette*.Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,

The Secretary, Dairy Industry
Commission.

0054-o

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Bed-
ford, dans la Cour Supérieure, N° 2284. Dame
Ada Gladys Bradbury, épouse commune en
biens de Russell Galt Norris, commis, tous deux
du village d'Abercorn, dans le district de Bed-
ford, demanderesse, vs le sus-mentionné Russell
Galt Norris, défendeur.Une action en séparation de biens a été intentée
en cette cause le 24 octobre 1947.Daté à Montréal, ce 24ième jour d'octobre
1947.Les Procureurs de la demanderesse,
PENDER & WEST.

20531

Canada, province of Quebec, district of Artha-
baska, Cour Supérieure, N° 2100. Dame Exilia
Dupuis, épouse commune en biens de Magloire
Paquin, restaurateur, de St-Simon de Drum-
mond, district d'Arthabaska, demanderesse, vs
Magloire Paquin, défendeur.Une action en séparation de biens a été insti-
tuée en cette cause le 27 octobre 1947.L'Avocat de la demanderesse,
PAUL ROUSSEAU.

20532-o

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Bed-
ford, In the Superior Court, No. 2284. Dame
Ada Gladys Bradbury, wife common as to pro-
perty of Russell Galt Norris, clerk both of the
Village of Abercorn, Plaintiff, vs The above men-
tioned Russell Galt Norris, Defendant.An action in separation as to property has been
instituted in this case on October 24th, 1947.Dated at Montreal this 24th day of October,
1947.PENDER & WEST,
Attorneys for Plaintiff.

20531-o

Canada, province of Quebec, district of Artha-
baska, Superior Court, No. 2100. Dame Exilia
Dupuis, wife common as to property of Magloire
Paquin, restorer, of St Simon de Drummond,
district of Arthabaska, plaintiff, vs Magloire
Paquin, defendant.An action in separation as to property was
taken in this case on October 27th, 1947.PAUL ROUSSEAU,
Attorney for plaintiff.

20532-o

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, N° 256792. Émilie Guillemette, demanderesse vs Hervé Boisvert, défendeur.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 256792. Emilia Guillemette, plaintiff; vs Hervé Boisvert, defendant.

Dame Émilie Guillemette, épouse de Hervé Boisvert, ingénieur-technicien, domiciliée à 6945 Montée St-Michel, Ville St-Michel, district de Montréal, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Dame Emilia Guillemette, wife of Hervé Boisvert, technical engineer, domiciled at 6945 Montée St-Michel, Ville St-Michel, district of Montreal, has taken an action against her husband for separation as to property.

Montréal, le 31 octobre 1947.

Montreal, October 31, 1947.

Le Procureur de la demanderesse,
20555-o DIDIER LEROUX.

DIDIER LEROUX,
20555 Attorney for plaintiff.

Cour Supérieure, Province de Québec, district de Montréal, N° 255,403. Dame Léa Vinet, épouse d'Hercule-Arthur Defoy, journalier, de Tétreaultville, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

In the Superior Court, Province of Quebec, District of Montreal, No. 255,403. Dame Léa Vinet, wife of Hercule Arthur Defoy, labourer, domiciled at Tetreaultville, has taken an action for separation as to property against her husband.

Montréal, le 4 novembre 1947.

Montreal, November 4, 1947.

L'Avocat de la demanderesse,
20556-o RENÉ DEGUIRE.

RENÉ DEGUIRE,
20556-o Attorney for plaintiff.

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRETE EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 1771

Number 1771

Québec, le 29 octobre 1947.

Quebec, October 29, 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Section "A"

Part "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif au commerce de gros de l'alimentation dans les cités de Québec et de Lévis et le territoire compris dans un rayon de 50 milles de leurs limites.

CONCERNING amendments of the decree relating to the wholesale food trade in the cities of Quebec and Levis and the territory comprised in a radius of 50 miles from their limits.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de gros de l'alimentation dans les cités de Québec et de Lévis et le territoire compris dans un rayon de 50 milles de leurs limites, rendue obligatoire par le décret numéro 2347, du 27 juin 1944, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) the contracting parties to the collective labour agreement relating to the wholesale food trade in the cities of Quebec and Levis and the territory comprised in a radius of 50 miles from their limits, rendered obligatory by the decree number 2347, of June 27, 1944, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree and its amendments;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 20 septembre 1947;

WHEREAS the said request has been published in the Quebec Official Gazette of September 20, 1947;

ATTENDU qu'une objection a été formulée contre son approbation et qu'elle a été soumise à l'appréciation des parties contractantes;

WHEREAS one objection has been set forth against its approval and it has been submitted to the contracting parties for consideration;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

QUE ledit décret, numéro 2347, soit modifié de la façon suivante:

THAT the said decree, number 2347, be amended as follows:

SECTION I

PART I

1° Les paragraphes "b" et "bb" de l'article I sont remplacés par les suivants:

1. Subsections "b" and "bb" of section I are replaced by the following ones:

"b) 1. Le terme "commerce en demi-gros" désigne le commerce des personnes dont c'est l'occupation principale de distribuer à d'autres commerçants en gros ou en demi-gros et aux détaillants des marchandises ou des produits ultérieurement destinés aux consommateurs."

"b) 1. The words "part wholesale trade" mean the trade carried on by persons whose main occupation consist in distributing to other wholesalers or part wholesalers and to retailers goods or products to be ultimately resold to consumers."

"b) 2. Le mot "fabricants" désigne les personnes qui fabriquent ou transforment ou conditionnent des produits d'alimentation humaine ou animale ou ces deux catégories de produits à la fois. Ce mot ne s'applique pas aux fabricants des produits de la boulangerie, de la pâtisserie et de la biscuiterie."

"b) 3. Le terme "maison de salaison" désigne un établissement dont l'occupation principale est la vente et la transformation de la viande (packers) sous toutes ses formes pour consommation humaine."

2° Le paragraphe "j" de l'article I est remplacé par le suivant:

"j) Le terme "homme préposé à la préparation des commandes" désigne le salarié dont la fonction principale est de préparer les commandes pour l'expédition."

3° Le paragraphe "o" de l'article I est remplacé par le suivant:

"o) 1. Le terme "meunier ou homme préposé au moulage" désigne tout salarié qui a la responsabilité de la préparation des moulées de grains, viande et "suppléments" ou tout salarié qui est en charge des malaxeurs."

4° Le paragraphe "p" de l'article I devient le paragraphe "p-1".

5° Le paragraphe "s" de l'article I est remplacé par les suivants:

"s) 1. Le terme "surnuméraire d'entrepôt" désigne tout salarié d'entrepôt qui ne fait pas la semaine régulière ou normale de travail et est embauché temporairement ou occasionnellement, à l'heure."

"s) 2. Le terme "surnuméraire de bureau" désigne tout salarié de bureau qui ne fait pas la semaine régulière ou normale de travail et est embauché temporairement ou occasionnellement, à l'heure."

"s) 3. *Équipes de nuit*: Les salariés des équipes de nuit sont ceux dont le travail s'exécute et se répartit en dehors des heures normales de travail prévues par le décret pour la semaine régulière de travail dans les établissements assujettis et qui, en outre, ne font pas partie des équipes de jour exécutant le travail normal et habituel desdits établissements pendant les heures régulières de travail du jour déterminées par le décret.

Pour toutes les équipes de nuit composées de plus de cinq personnes, il doit y avoir un contremaître rémunéré sur la même base."

6° Les paragraphes "x" et "xx" de l'article I sont remplacés par les suivants:

"x) 1. Le terme "sténo-dactylo" désigne tout salarié compétent en sténographie et dactylographie ou dans l'un ou l'autre de ces deux arts."

"x) 2. Le mot "commis" désigne tout autre salarié préposé aux écritures, à la vente ou à d'autres fonctions analogues et non autrement classifié."

"x) 3. Le terme "commis junior" désigne tout salarié âgé de moins de 18 ans faisant partie du personnel de bureau et remplissant l'une quelconque des opérations mentionnées aux paragraphes "w", "x) 1", "x) 2" et "y" du présent article, pendant la période allant du 15 juin au 15 septembre."

7° La deuxième partie du paragraphe "a" de l'article IV est amendée en remplaçant les mots "cinquante-neuf (59) heures" par les mots "cinquante-quatre (54) heures".

8° Le paragraphe "b" de l'article IV est amendé en remplaçant les mots "Quarante-quatre (44) heures" par les mots "Quarante-trois (43) heures".

b) 2. The word "manufacturers" means persons who manufacture or transform or condition food products for human or animal consumption or both of these categories of products simultaneously. This word does not apply to the makers of bakery, pastry and biscuit-bakery products."

"b) 3. The words "packing house" mean an establishment whose main occupation consists in the selling and transformation of meats (packers), in all its aspects, for human consumption.

2. Subsection "j" of section I is replaced by the following:

"j) The words "order employee" designate an employee whose main function is to prepare orders for shipping."

3. Subsection "o" of section I is replaced by the following:

"o) 1. The words "miller or grinding mill operator" designate the employee in charge of the preparation of wheat, meat and "supplement" mashes or any employee in charge of the mixers."

4. Subsection "p" of section I becomes subsection "p-1".

5. Subsection "s" of section I is replaced by the following ones:

"s) 1. The words "warehouse occasional hand" mean any warehouse employee not working the regular or standard work week and hired temporarily or occasionally on an hourly basis."

"s) 2. The words "office occasional employee" mean any office employee not working the regular or standard work week and hired temporarily or occasionally on an hourly basis."

"s) 3. *Night shifts*: The night shift employees are those whose work is carried out outside the standard working hours set out in the decree for the regular work week in the establishments governed and who, furthermore, are not in the day shifts committed to the normal and habitual work of the said establishments during the regular hours of work of the day determined by the decree.

For all night shifts consisting of more than five persons, there shall be a foreman remunerated on the same basis."

6. Subsections "x" and "xx" of section I are replaced by the following ones:

"x) 1. The words "shorthand typist" designate any employee competent in shorthand or typewriting or both."

"x) 2. The word "clerk" means any other employee committed to the entries, sale or other similar functions and not otherwise classified."

"x) 3. The words "junior clerk" mean any employee under 18 years of age belonging to the office staff and carrying out one or other of the operations mentioned in subsections "w", "x-1", "x-2" and "y" of the present section, during the period between June 15 and September 15."

7. The second part of subsection "a" of section IV is amended by replacing the words "fifty-nine" (59) hours" by the words "fifty-four (54) hours".

8. Subsection "b" of section IV is amended by replacing the words "forty-four (44) hours" by the words "forty-three (43) hours".

9° Le deuxième alinéa du paragraphe "c" de l'article IV est abrogé.

10° Le quatrième alinéa du paragraphe "c" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"Nonobstant les dispositions du présent paragraphe, la semaine normale de travail peut se prolonger jusqu'à 5.00 p.m. le samedi dans les établissements faisant la fabrication des moulées de viande, durant la période allant du 1er avril au 31 décembre inclusivement. Pour l'autre période, soit du 1er janvier au 31 mars, les salariés affectés à la fabrication sont sujets à une semaine normale finissant à 1.00 p.m. le samedi, sauf dans le cas des salariés préposés à la récupération des déchets de viande pour lesquels la semaine normale peut se prolonger jusqu'à 5.00 p.m. le samedi, pendant toute l'année."

11° Le premier alinéa du paragraphe "a" de l'article V est remplacé par le suivant:

"Tout travail exécuté en dehors de l'horaire ci-dessus déterminé par un salarié régulier et au-delà de quarante-huit (48) heures par semaine, durant les périodes allant du 15 avril au 30 juin inclusivement, et du 1er septembre au 15 décembre inclusivement, est considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux simple de son salaire régulier jusqu'à concurrence de cinquante-trois (53) heures, après quoi sur la base de taux et demi. Cependant, pour les autres périodes de l'année, tel temps supplémentaire du salarié régulier doit être rémunéré à raison du taux et demi de son salaire régulier, exception faite pour les catégories de salariés mentionnées aux sous-paragraphe 1, 2, 5, 6 et 7 du présent paragraphe."

12° Les sous-paragraphe 5, 6 et 7 suivants sont ajoutés au paragraphe "a" de l'article V:

"5. Tous les salariés des maisons de salaison doivent être rémunérés au taux et demi de leur salaire régulier après 48 heures de travail dans une même semaine, et cela, durant toute l'année."

"6. Tous les salariés de bureau dans tous les établissements régis par ce décret doivent être rémunérés au taux et demi de leur salaire régulier après 43 heures de travail dans une même semaine, et cela, durant toute l'année."

"7. *Equipes de nuit:* i. Dans tous les commerces ou entreprises visés par le décret, à l'exception des maisons de salaison, toutes les catégories de salariés assujettis au travail de nuit et formant, en outre, partie des équipes de nuit, à l'exception des salariés de bureau, doivent être rémunérés, s'ils travaillent au moins quarante-cinq (45) heures au cours de la même semaine, sur la base du salaire minimum obligatoire prévu par le décret ou sur la base du salaire payé par l'employeur à son salarié, si tel salaire est supérieur au minimum obligatoire augmenté dans l'un et l'autre cas de 10%, jusqu'à concurrence d'un maximum de quarante-huit (48) heures par semaine. Au delà de cette limite d'heures de travail, lesdits salariés préposés aux équipes de nuit doivent être rémunérés au taux et demi de leur salaire régulier.

ii. Si les salariés desdits commerces ou entreprises ci-dessus décrits affectés au travail de nuit, à l'exception des salariés de bureau, travaillent moins que quarante-cinq (45) heures par semaine, en dehors des heures de travail régulières de la journée fixées par le décret, tout travail par eux exécuté en dehors des heures régulières doit être considéré comme travail supplémentaire et rémunéré au taux et demi de leur salaire régulier.

iii. Toutefois, dans les maisons de salaison, toutes les catégories de salariés affectés au travail

9. The second paragraph of subsection "c" of section IV is deleted.

10. The fourth paragraph of subsection "c" of section IV is replaced by the following:

"Notwithstanding the provisions of the present subsection, the standard work week may be extended until 5.00 p.m. on Saturday in the establishments engaged in the preparation of meat mashes during the period between April 1st and December 31st inclusive. For the other period, i.e. between January 1st and March 31, the employees committed to such preparation shall work the standard week which ends at 1.00 p.m. Saturday, except in the case of the employees committed to the recovery of waste meat products for which the standard week may be extended until 5.00 p.m. Saturday the year round."

11. The first paragraph of subsection "a" of section V is replaced by the following:

"Work carried out outside the hours hereabove determined by a regular employee and in excess of forty-eight (48) hours per week, during the periods between April 15 and June 30 inclusive and between September 1st and December 15, inclusive, is considered as overtime work and paid straight time to the extent of fifty-three (53) hours after which time and a half shall be paid. However, for the other periods of the year, such overtime of the regular employee shall be paid for at the rate of time and one half based on his regular wage rate with the exception of the categories of employees mentioned in paragraphs 1, 2, 5, 6 and 7 of the present subsection."

12. The following paragraphs 5, 6 and 7 are added to subsection "a" of section V:

"5. All the year round, packing house employees shall be paid at the rate of time and one half based on their regular wage after 48 hours of work in a same week."

"6. All the year round, office employees in all the establishments governed by this decree shall be paid at the rate of time and one half based on their regular salary after 43 hours of work in a same week."

"7. *Night shifts:* i. In all trades or concerns governed by the present decree, with the exception of packing houses, all categories of employees doing night work and, furthermore, included in night shifts, with the exception of office employees, shall be remunerated, when working at least forty-five (45) hours in the course of the same week, on the basis of the minimum wage stipulated in the decree or on the basis of the wage paid by the employer to his employee if such wage is higher than the legal minimum, increased, in both cases, by 10% to the extent of a maximum of forty-eight (48) hours per week. Outside this limit of working hours, the said night shift employees shall be remunerated at the rate of time and one and half based on their regular rate of pay.

ii. When the employees in the trades or concerns above mentioned do night work, with the exception of office employees, and work less than forty-five (45) hours per week outside the regular working hours of the day set out in the decree, all time worked by them in excess of the regular hours shall be considered as overtime work and remunerated at the rate of time and one half based on their regular rate of pay.

iii. However, in packing houses, all the categories of employees doing night work and included

à l'exception des salariés de bureau, doivent être rémunérés pour tout travail exécuté en dehors des heures régulières de travail de la journée prescrites par le décret, sur la base du salaire minimum prévu par le décret pour leur catégorie, ou sur la base du salaire payé par l'employeur à son salarié si tel salaire est supérieur au minimum obligatoire augmenté dans l'un et l'autre cas de 10%, jusqu'à concurrence d'un maximum de quarante-huit (48) heures. Au delà de cette limite d'heures, lesdits salariés doivent être rémunérés au taux et demi de leur salaire régulier."

13° L'article VII est abrogé et remplacé par le suivant:

"VII. *Vacances payées*: Tout salarié régulier qui, au 30 avril de chaque année, a à son crédit une année de service pour le compte du même employeur, ou dans le même établissement, a droit à une semaine (six jours consécutifs) de vacances payées qui doivent lui être accordées entre le 15 mai et le 15 octobre de la même année. Tout salarié qui, au 30 avril de chaque année, a moins d'une année de service pour le compte du même employeur ou dans le même établissement, a droit à des vacances payées équivalent à une demi-journée de vacances par mois de service, chez cet employeur. Advenant le départ d'un salarié, sauf au cas de renvoi pour cause, l'employeur au moment du départ de ce salarié doit lui payer les vacances qui lui sont dues.

Toutefois, moyennant entente préalable entre l'employeur et le salarié, celui-ci peut prendre ses vacances en six jours non consécutifs durant la période ci-haut mentionnée.

Cependant, toujours après entente préalable entre les parties, un salarié peut renoncer à ses vacances moyennant une rémunération équivalente.

Copie de toute entente au sujet de telle renonciation aux vacances consécutives ou non doit être déposée entre les mains du Comité paritaire dans un délai de quinze (15) jours après telle entente."

14° Le paragraphe "a" de l'article VIII est abrogé et remplacé par le suivant:

"a) *Taux de salaires minima*: Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux salariés des catégories ci-après mentionnées, pour la semaine régulière de travail:

| Zone I | | par semaine |
|--|--|----------------|
| 1. Contremaître et premier expéditeur | | \$32.00 |
| 2. Assistant du contremaître et du 1er expéditeur | | 30.00 |
| 3. Chef de département (à l'exception des maisons de salaisons) | | 30.00 |
| 4. Chef de département des maisons de salaisons | | 47.00 |
| 5. Chef de département des maisons de salaisons (département des petites marchandises) | | 40.00 |
| 6. Mécanicien de machines fixes: | | |
| chef 1ère classe | | 56.00 |
| chef 2ième classe | | 46.00 |
| chef 3ième classe | | 40.00 |
| | | <i>l'heure</i> |
| Mécanicien de deuxième classe | | \$ 0.74 |
| Mécanicien de troisième classe | | 0.64 |
| Mécanicien de quatrième classe | | 0.59 |
| Chauffeur, aide-mécanicien | | 0.49 |
| 7. Homme de peine, femme de peine et chauffeur de fournaise | | 0.43 |
| 8. Gardien de nuit (minimum \$20.00) | | 0.35 |

in the night shifts, with the exception of office employees, shall be remunerated for all time worked outside the regular hours of work of the day set out in the decree on the basis of the minimum wage rate stipulated in the decree for their category, or on the basis of the wage paid by the employer to his employee if such wage is higher than the legal minimum increased, in both cases, by 10% to the extent of a maximum of forty-eight (48) hours. Outside this limit of working hours, the said employees shall be remunerated at the rate of time and one half based on their regular rate of pay."

13. Section VII is deleted and replaced by the following:

"VII. *Vacation with pay*: Every regular employee with, on April 30 of each year, one year of service to his credit for the same employer, or in the same establishment, is entitled to a vacation of one week (six consecutive days) with pay which shall be given to him between May 15 and October 15 of the same year. Every employee with, on April 30 of each year, less than one year of service for the same employer, or in the same establishment, is entitled to a vacation with pay, equivalent to one half day off per month of service for such employer. In the case of the leaving of an employee, except in the event of justified dismissal, the employer shall remit to such employees the vacation pay owed to him.

However, after previous agreement between the employer and the employee, the latter may take his vacation in six non-consecutive days during the period above mentioned.

Nevertheless, and again after previous agreement between the parties, an employee may waive his vacation rights for an equivalent remuneration.

Copy of any agreement respecting such waiver of the right to a vacation, whether consecutive or not, shall be filed with the Parity Committee within a delay of fifteen (15) days after such agreement."

14. Subsection "a" of section VIII is deleted and replaced by the following:

"a) *Minimum wage rates*: The following minimum rates of wages shall be paid to the employees of the categories hereinafter mentioned for the standard work week:

| Zone I | | per week |
|--|--|-----------------|
| 1. Foreman and head-shipper | | \$32.00 |
| 2. Assistant foreman and head-shipper | | 30.00 |
| 3. Departmental manager, with the exception of departmental managers in packing houses | | 30.00 |
| 4. Departmental manager in packing houses | | 47.00 |
| 5. Departmental manager in packing houses (small goods department) | | 40.00 |
| 6. Stationary enginemen: | | |
| First-class chief engineman | | 56.00 |
| Second-class chief engineman | | 46.00 |
| Third-class chief engineman | | 40.00 |
| | | <i>prt hour</i> |
| Second-class engineman | | \$ 0.74 |
| Third-class engineman | | 0.64 |
| Fourth-class engineman | | 0.59 |
| Firemen (enginemen's helpers) | | 0.49 |
| 7. Day-labourer (male and female) and furnace fireman | | 0.43 |
| 8. Night watchman, minimum \$20.00 per week | | 0.35 |

| | <i>par semaine</i> | | <i>per week</i> |
|---|-------------------------------|---|----------------------------|
| 9. Homme préposé aux commandes et homme de plancher | \$28.00 | 9. Order employee and receiving clerk. | \$28.00 |
| 10. Conditionneur de beurre et de fromage | 31.00 | 10. Butter and cheese conditioner. | 31.00 |
| 11. Homme préposé aux départements de salaison: | | 11. Man employed in the dry-curing departments: | |
| Apprenti durant 1ère année | 15.00 | Apprentice, first year | 15.00 |
| Apprenti durant 2ième année ... | 20.00 | Apprentice, second year | 20.00 |
| Apprenti durant 3ième année ... | 25.00 | Apprentice, third year | 25.00 |
| Compétent (avec certificat) | 33.00 | Skilled (certificated)..... | 33.00 |
| Contremaitre | 37.00 | Foreman..... | 37.00 |
| 12. Boucher désosseur: | | 12. Butcher and boner: | |
| Apprenti durant 1ère année | 15.00 | Apprentice, first year | 15.00 |
| Apprenti durant 2ième année ... | 20.00 | Apprentice, second year | 20.00 |
| Apprenti durant 3ième année ... | 25.00 | Apprentice, third year | 25.00 |
| Compétent (avec certificat) | 33.00 | Skilled (certificated)..... | 33.00 |
| Contremaitre | 37.00 | Foreman..... | 37.00 |
| 13. Charcutier: | | 13. Pork butcher: | |
| Apprenti durant 1ère année | 15.00 | Apprentice, first year | 15.00 |
| Apprenti durant 2ième année ... | 20.00 | Apprentice, second year | 20.00 |
| Apprenti durant 3ième année ... | 25.00 | Apprentice, third year | 25.00 |
| Compétent (avec certificat) | 33.00 | Skilled (certificated)..... | 33.00 |
| Assistant-contremaitre | 35.00 | Assistant foreman..... | 35.00 |
| Contremaitre | 37.00 | Foreman..... | 37.00 |
| 14. Homme général (maison de salaison) | <i>l'heure</i> \$ 0.59 | 14. General hand in packing houses. . . | <i>per hour</i> \$ 0.59 |
| 15. Salariée ne faisant pas partie du personnel de bureau dans les maisons de salaison: | | 15. Female employee other than those of the office staff, in packing houses:* | |
| Durant 1ère année..... | 0.32 | First year | 0.32 |
| Durant 2ième année | 0.35 | Second year | 0.35 |
| Durant 3ième année et après.... | 0.39 | Third year and thereafter. | 0.39 |
| 16. Enveloppeur et coupeur de beurre. | <i>par semaine</i> \$22.00 | 16. Butter wrapper and cutter..... | <i>per week</i> 22.00 |
| 17. Classificateur d'œufs: | | 17. Egg grader: | |
| 1ère année | 20.00 | First year | 20.00 |
| 2ième année | 22.00 | Second year | 22.00 |
| 3ième à 5ième année | 24.50 | Third to fifth year | 24.50 |
| 5ième année et plus | 28.00 | Fifth year and thereafter..... | 28.00 |
| 18. Meunier ou homme en charge des malaxeurs | 30.00 | 18. Miller or man in charge of mixers . | 30.00 |
| 19. Cuiseur et presseur des aliments du bétail | 30.00 | 19. Cook and presser of feeding stuffs .. | 30.00 |
| 20. Abatteur et désosseur | 28.00 | 20. Slaughterer and boner | 28.00 |
| 21. Conducteur de camion | 28.00 | 21. Truck driver | 28.00 |
| 22. Homme général (autre que celui des maisons de salaisons): | | 22. General hand (other than those in packing houses): | |
| Moins de 17 ans..... | 20.00 | Under 17 years of age..... | 20.00 |
| 17 ans et plus | 26.00 | 17 years and over | 26.00 |
| 23. Garçon (ne manipulant aucune marchandise pesante) | 14.00 | 23. Boy (not handling heavy merchandise)..... | 14.00 |
| 24. Salariée ne faisant pas partie du personnel de bureau (à l'exception de celles des maisons de salaisons): | | 24. Female employee other than those of the office staff (excepting those of packing houses): | |
| Moins d'un an d'expérience | 15.00 | with less than one year service .. | 15.00 |
| Un an et plus | 17.00 | one year and over..... | 17.00 |
| 25. Surnuméraire d'entrepôt | <i>l'heure</i> \$ 0.60 | 25. Warehouse occasional hand..... | <i>per hour</i> \$ 0.60 |
| 26. Surnuméraire de bureau | 0.50 | 26. Office occasional employee..... | 0.50 |
| 27. Personnel de direction | <i>par semaine</i> \$44.00 | 27. Administration personnel..... | <i>per week</i> \$44.00 |
| 28. Comptable | 36.00 | 28. Accountant..... | 36.00 |
| 29. Assistant-comptable | 33.00 | 29. Assistant-accountant..... | 33.00 |
| 30. Comptable-caissier | 31.00 | 30. Accountant-cashier..... | 31.00 |
| 31. Teneur de livres: | | 31. Book-keeper: | |
| Durant 1ère année..... | 15.00 | During the 1st year..... | 15.00 |
| Durant 2ième année | 17.00 | During the 2nd year..... | 17.00 |
| Durant 3ième année | 19.00 | During the 3rd year | 19.00 |
| Durant 4ième année | 21.00 | During the 4th year | 21.00 |
| Durant 5ième année | 23.00 | During the 5th year | 23.00 |
| Durant 6ième année | 25.00 | During the 6th year | 25.00 |
| Durant 7ième année | 26.00 | During the 7th year | 26.00 |
| Durant et après 8ième année.... | 29.00 | During and after the 8th year .. | 29.00 |
| 32. Commis: | | 32. Clerk: | |
| 1ère année | 15.00 | During the 1st year..... | 15.00 |
| 2ième année | 17.00 | During the 2nd year..... | 17.00 |

| | | | |
|--------------------------------------|-------|---|-------|
| 3ième année | 19.00 | During the 3rd year | 19.00 |
| 4ième année | 21.00 | During the 4th year | 21.00 |
| 5ième année | 23.00 | During the 5th year | 23.00 |
| 6ième année | 25.00 | During the 6th year | 25.00 |
| 7ième année et après | 27.00 | 7th year and thereafter | 27.00 |
| 33. Personnel féminin de bureau: | | 33. Female office employees: | |
| 1ère année | 14.00 | During the 1st year | 14.00 |
| 2ième année | 16.00 | During the 2nd year | 16.00 |
| 3ième année et après | 19.00 | During the 3rd year and thereafter | 19.00 |
| 34. Messager de bureau: | | 34. Office messenger: | |
| Moins de 17 ans | 10.00 | Under 17 years of age | 10.00 |
| 17 ans et plus | 13.00 | 17 and over | 13.00 |
| 35. Sténo-dactylo: | | 35. Shorthand-typist: | |
| Moins d'un an d'expérience | 16.00 | less than one year of experience | 16.00 |
| D'un an mais moins de deux ans | 18.00 | one but less than two years of experience | 18.00 |
| D'au moins deux ans | 20.00 | at least two years of experience | 20.00 |
| 36. Commis junior | 13.00 | 36. Junior clerk | 13.00 |

Zone II: Les taux de salaires minima sont les mêmes que ceux déterminés pour la zone I, moins 10%.

15° Le paragraphe "b" de l'article VIII est abrogé et remplacé par le suivant:
 "b) Tout employeur professionnel qui contracte avec un entrepreneur, un sous-entrepreneur ou un sous-traitant, directement ou par intermédiaire, pour l'exploitation totale ou partielle de l'un quelconque des commerces ou des entreprises décrits à l'article II du présent décret est solidairement responsable avec cet entrepreneur, ce sous-entrepreneur et sous-traitant et tout intermédiaire, du paiement du salaire fixé par le décret."

15. Subsection "b" of section VIII is deleted and replaced by the following:
 "b) Every professional employer giving out to a contractor, sub-contractor or jobber, directly or through an agent, the entire or partial operation of one or other of the trades or enterprises described in section II of the present decree is jointly responsible with such contractor, sub-contractor, jobber or agent for the payment of the wages determined by the decree."

SECTION 2

PART II

16° La deuxième partie du paragraphe "a" de l'article IV est remplacée par le suivant:
 "Dans la zone I: *par semaine*
 Premier semestre de vente dans la ligne \$22.00
 Deuxième semestre de la 1ère année ... 24.50
 Pendant la deuxième année

27.00
 Pendant la troisième année

29.50
 Pendant et après la quatrième année .. 32.00
 In zone II: The same rates as those of zone I less 10%.
 The above remuneration shall be paid in cash (current money)."

Ladite rémunération doit être payée en espèces (monnaie courante)."
 (Document "A" annexé à l'arrêté)
 A. MORISSET,
 20566-o Greffier du Conseil Exécutif.

(Document "A" annexed to the Order).
 A. MORISSET,
 20566-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONCEIL
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
 Numéro 1771
 Québec, le 29 octobre 1947.
 Présent: Le Lieutenant-gouverneur-en-Conseil

ORDER IN COUNCIL
 CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL
 Number 1771
 Quebec, October 29, 1947.
 Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Section "D"
 CONCERNANT l'abrogation du décret relatif aux employés de garages de Mégantic.

Part "D"
 CONCERNING the abrogation of the decree relating to the garage employees of Megantic.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:
 QUE le décret numéro 4157 du 10 octobre 1946, relatif aux employés de garages de Mégantic, soit abrogé et annulé à toutes fins que de droit.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:
 THAT the decree number 4157 of October 10, 1946, relating to the garage employees of Megantic, be abrogated and annulled for all purposes of the law.

(Document "D" annexé à l'arrêté)
 A. MORISSET,
 20569-o Greffier du Conseil Exécutif.

(Document "D" annexed to the Order)
 A. MORISSET,
 20569-o Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 1771

Québec, le 29 octobre 1947

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "B"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif au métier d'horloger dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 2816 du 4 octobre 1943 et amendements, relatif au métier d'horloger dans la région de Montréal, soit prolongé jusqu'au 9 février 1948.

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

20567-o

Greffier du Conseil Exécutif.

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 1771

Quebec, October 29, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING an extension of the decree relating to the clockmaker's trade in the district of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree number 2816 of October 4, 1942, and amendments, relating to the clockmaker's trade in the district of Montreal, be extended to February 9, 1948.

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,

20567-o

Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 1771

Québec, le 29 octobre 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "C"

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif aux employés du département de la police municipale de la cité de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 5067 du 18 décembre 1946, relatif aux employés du département de la police municipale de la cité de Québec, soit abrogé et annulé à toutes fins que de droit.

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

20568-o

Greffier du Conseil Exécutif.

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 1771

Quebec, October 29, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING the abrogation of the decree relating to the Municipal Police Department employees of the City of Quebec.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree number 5067 of December 18, 1946, relating to the Municipal Police Department Employees of the City of Quebec be abrogated and annulled for all purposes of the law

(Document "C" annexed to the Order)

A. MORISSET,

20568-o

Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 1770

Québec, le 29 octobre 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT l'annulation du droit de prélèvement accordé au Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile des Cantons de l'Est.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement accordé au Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile des Cantons de l'Est, par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1621 du 2 octobre 1947, section "A", relativement à l'administration du décret numéro 4157 du 10 octobre 1946, régissant les employés de garages de Mégantic, soit abrogé et annulé à toutes fins que de droit.

A. MORISSET,

20577-o

Greffier du Conseil Exécutif.

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 1770

Quebec, October 29, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING the annulment of the right to levy granted to the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the right to levy granted to the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships by a by-law approved by Order-in-Council 1621 of October 2, 1947, part "A", respecting the administration of the decree number 4157 of October 10, 1946, governing the garage employees of Mégantic, be abrogated and annulled for all the purposes of the law.

A. MORISSET,

20577-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1770

Québec, le 29 octobre 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT une prolongation du droit de
prélèvement du Comité paritaire de l'Horlo-
gerie.IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'hono-
rable Ministre du Travail:QUE le droit de prélèvement du Comité pari-
taire de l'Horlogerie, autorisé par règlement
approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3867
du 25 septembre 1946, soit prolongé jusqu'au
9 février 1948, aux mêmes taux et conditions.

A. MORISSET,

20576-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1770

Quebec, October 29, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING an extension of the right to levy
of the Parity Committee of Horology.IT IS ORDAINED, upon the recommendation of
the Honourable Minister of Labour:THAT the right to levy of the Parity Com-
mittee of Horology, authorized by a by-law
approved by Order-in-Council number 3867 of
September 25, 1946, be extended until February
9, 1948, with the same rate and conditions.

A. MORISSET,

20576-o

Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Avis est par les présentes donné que l'honorable
Secrétaire de la Province a dûment reçu le troi-
sième original de la déclaration de fondation du
syndicat coopératif "La Caisse Populaire de
Sainte-Barbe", en date du 26 septembre 1947,
dont le siège social est situé à Sainte-Barbe, comté
de Huntingdon, et que ce document a été déposé
dans les archives du Secrétariat de la Province.Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 16 octobre 1947.Le Sous-secrétaire de la Province,
20533-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le
Syndicat de l'U.C.C. de Contrecoeur", pour l'étu-
de, la défense et le développement des intérêts
économiques, sociaux et moraux de ses membres,
a été autorisée par le Secrétaire de la Province
le 23 octobre 1947.Le siège social du syndicat professionnel pré-
cité est situé à Contrecoeur, comté de Verchères.Le Sous-secrétaire de la Province,
20534-o JEAN BRUCHÉSI.Avis est donné que, sur la recommandation de
l'Assistant-procureur général, l'honorable Secré-
taire de la Province a, le 13 août 1947, approuvé
les règlements de "L'Œuvre des Terrains de Jeux
de Saint-Hyacinthe", tels qu'adoptés à l'assem-
blée tenue le 4 mars 1947, et ce, conformément
aux dispositions de l'article 225 de la Loi des com-
pagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276),
telles que modifiées par 10, George VI, chapitre
20, article 5.Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 14 août 1947.Le Sous-secrétaire de la Province,
20535-o JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honorable
the Provincial Secretary has duly received the
third copy of the original of the declaration of
foundation of the cooperative syndicate "La
Caisse Populaire de Sainte-Barbe", under date
the twenty-sixth day of September, 1947, whereof
the head office is at Sainte-Barbe, county of
Huntingdon, and that the said document has
been filed in the archives of the department of the
Provincial Secretary.Given at the office of the Provincial Secretary,
this sixteenth day of October, 1947.JEAN BRUCHÉSI,
20533 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the na-
me of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Contrecoeur",
for the study, defence and promotion of the eco-
nomic, social and moral interests of its members
has been authorized by the Provincial Secretary
on October 23, 1947.The principal place of business of the said pro-
fessional syndicate is at Contrecoeur, county of
Verchères.JEAN BRUCHÉSI,
20534 Under Secretary of the Province.Notice is hereby given that upon the recom-
mendation of the Deputy Attorney General, the
Honourable the Provincial Secretary has approv-
ed, on August 13, 1947, the by-laws of "L'Œuvre
des Terrains de Jeux de Saint-Hyacinthe", as
adopted at the meeting held on March 4, 1947
and such in conformity with the provisions of sec-
tion 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q.,
1941, chapter 276), as amended by 10 George
VI, chapter 20, section 5.Given at the office of the Provincial Secretary,
this 14th day of August, 1947.JEAN BRUCHÉSI,
20535 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Union des Gantiers (Employés) de Sherbrooke", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 23 octobre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sherbrooke, district de St-François.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20536-0 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Radiologistes de la Province de Québec", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 31 octobre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20540-0 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a, le 31 octobre 1947, approuvé les règlements comprenant les articles 1 à 58 inclusivement de "La Chambre de Commerce des Jeunes du District de Montréal", tels qu'adoptés à une assemblée générale spéciale tenue le 31 mars 1947, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276), telles que modifiées par 10 George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 3 novembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20541-0 JEAN BRUCHÉSI

LA CHAMBRE DE COMMERCE DES JEUNES DU DISTRICT DE MONTRÉAL

Extrait des règlements concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à vingt-trois:

"Conseil de la Chambre des Jeunes: Article 14: La Chambre des Jeunes sera régie par un Conseil élu selon le mode prescrit ci-dessous, composé d'un président, du président sortant de charge, d'un premier et d'un second vice-président, d'un secrétaire, d'un trésorier et de dix-sept conseillers."

Le Président,
R.-MARCEL LAFAILLE,
Le Secrétaire,
20542-0 CHARLES-ÉDOUARD BERTRAND

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat des Employés de Laiterie Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Union des Gantiers (Employés) de Sherbrooke", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October 23, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sherbrooke, district of St. Francis.

20536 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Radiologistes de la Province de Québec", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October 31, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

20540 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has approved, on October 31, 1947, the by-laws consisting of sections 1 to 58 inclusively of "La Chambre de Commerce des Jeunes du District de Montréal", as adopted at a special general meeting held on March 31, 1947, and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276), as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, November 3, 1947.

20541 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

LA CHAMBRE DE COMMERCE DES JEUNES DU DISTRICT DE MONTRÉAL

Excerpt from the by-laws concerning the increase in the number of directors from three to twenty-three:

"Council of "La Chambre des Jeunes": Section 14: "La Chambre des Jeunes" will be governed by a Council elected in the manner below prescribed, composed of a president, the president, the president retiring from office, a first and second vice-president, a secretary, a treasurer and seventeen councillors."

R. MARCEL LAFAILLE,
President,
20542 CHARLES-ÉDOUARD BERTRAND,
Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat des Employés de Laiterie Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its mem-

membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 31 octobre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal.

20543-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a, le 31 octobre 1947, approuvé les règlements I à XIV inclusivement de "The Association of Granby Manufacturers Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec, (S.R.Q., 1941, chapitre 276), telles que modifiées par 10 George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 3 novembre 1947.

20544-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Caisse Populaire d'Iberville", en date du 24 septembre 1947, dont le siège social est situé à Iberville, comté d'Iberville et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 23 octobre 1947.

20545-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le texte de la résolution relative au changement de nom du syndicat coopératif "Syndicat Industriel de Sainte-Thècle" en celui de "Carrière Ste-Thècle", telle qu'adoptée à une assemblée générale des membres tenue le 10 septembre 1947, conformément aux dispositions de l'article 4 de la Loi des syndicats coopératifs, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 24 octobre 1947.

20546-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Plâtriers d'Ornementation et Mouleurs", pour l'étude la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 22 octobre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal.

20547-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que la compagnie "The Shawinigan Water and Power Company" de la cité de Montréal, se pro-

bers, has been authorized by the Provincial Secretary on October 31, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

20543 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI,

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has approved, on October 31, 1947, by-laws I to XIV inclusively of "The Association of Granby Manufacturers Inc.", and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act, (R.S.Q. 1941, chapter 276), as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 3, 1947.

20544 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI,

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Caisse Populaire d'Iberville" under date the 24th day of September, 1947, whereof the Lead office is at Iberville, county of Iberville, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd of October 1947.

20545 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI,

Notice is hereby given that the Honourable the Secretary of the Province has duly received the text of a Resolution, respecting the change of name of the cooperative syndicate "Syndicat Industriel de Sainte-Thècle", to that of "Carrière Ste-Thècle", as adopted at a general meeting of the members, held on September 10, 1947, in conformity with the provisions of section 4 of the Cooperative Syndicates' Act, and that said document has been deposited in the archives of Provincial Secretary's Department.

Given at the office of the Provincial Secretary, October 24, 1947.

20546 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI,

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Plâtriers d'Ornementation et Mouleurs" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October 22, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

20547 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI,

NOTICE

Public Notice is hereby given in accordance with Section 8 of the Water Course Act, that "The Shawinigan Water & Power Company", of the City of Montreal, intends to apply for auth-

pose de demander l'autorisation de construire un développement hydro-électrique sur le Haut St-Maurice, à environ 1,500 pieds en aval de l'embouchure de la rivière Trenché, dans les cantons de Tourouvre et Adams, comté de Lavolette.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction dudit développement et les terrains qui seront affectés a été transmise au Ministre des ressources hydrauliques et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de La Tuque, à La Tuque, comté de Lavolette, et au bureau de la division d'enregistrement de Québec, à Québec.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Daté à Montréal, ce septième jour de novembre, mil neuf cent quarante-sept.

THE SHAWINIGAN WATER & POWER COMPANY,
Le Secrétaire,
20548-45-4-0 H. G. BUDDEN.

orization to have constructed a hydro-electric development on the Upper St. Maurice River approximately 1,500 feet below the mouth of the Trenché River in the Townships of Tourouvre and Adams, County of Lavolette.

Notice is also given that a petition to that effect accompanied by plans and specifications of such work showing the site chosen for the construction thereof and the lands affected thereby has been forward to the Minister of Hydraulic Resources and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the Registry Office of the Registration Division of La Tuque, at La Tuque, and the Registry Office of the Registration Division of Quebec at Quebec City.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this Notice in the *Quebec Official Gazette*.

Dated at Montreal this seventh day of November, one thousand nine hundred and forty-seven.

THE SHAWINIGAN WATER & POWER COMPANY,
H. G. BUDDEN,
20548-45-4-0 Secretary.

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a décrété le 4 novembre 1947 la fin de l'existence corporative de "L'Union des Pompiers de la Cité de Montréal", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la loi II George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 4 novembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20557-0 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has enacted, on November 4, 1947, the termination of the corporate existence of "L'Union des Pompiers de la Cité de Montréal" and such, in conformity with the provisions of section 20a, of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as added by the Act II George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, November 4, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
20557 Under Secretary of the Province.

Tirage au sort des obligations de la Municipalité du Village de Deschênes, Comté de Gatineau

AVIS AUX CRÉANCIERS

Les obligations suivantes, émises sous l'autorité du règlement 119 de la Municipalité du Village de Deschênes ont été tirées au sort au Bureau de la Commission Municipale de Québec, le 8 octobre 1947, conformément audit règlement: série B, Nos C-41, 43, 44, 54 et 61.

Lesdites obligations seront remboursables au Bureau de la Banque Provinciale du Canada, Succursale de la rue Principale, Hull, Québec, le premier décembre 1947, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Donné à Deschênes, ce 27ième jour d'octobre 1947.

La Municipalité du Village de Deschênes,
Par le Secrétaire-trésorier,
20558-0 RENÉ-L. MÉNARD, Notaire.

VILLE DE ROUYN
COMTÉ DE ROUYN-NORANDA

Avis Public est par les présentes donné que les obligations émises par la Ville de Rouyn sous l'autorité de son règlement N° 70, série "C" ont été désignées par le sort pour être rachetées le 1er décembre 1947.

Dénomination de \$100.00: Nos. C-19 - 37 - 126 - 314.

Dénomination de \$500.00: Nos. D-126 - 138 - 148 - 183 - 214 - 266 - 347 - 395 - 405 - 432.

Dénomination de \$1,000.00: Nos M-55 - 65 - 122 - 199 - 254.

Donné à Rouyn, ce vingtième jour d'octobre 1947.

Le Secrétaire-trésorier,
20559-0 G. BEAUCHEMIN.

Drawing of bonds of the Municipality of the Village of Deschenes, County of Gatineau

NOTICE TO CREDITORS

The following bonds, issued under the provisions of By-Law 119 of the Municipality of the Village of Deschenes, were drawn by lot at the office of the Quebec Municipal Commission, on the 8th of October 1947, in compliance with the said by-law: serial B, Nos C-41, 43, 44, 54 and 61.

The said bonds will be redeemable at the office of the Provincial Bank of Canada, Main Street Branch, Hull, Quebec, on the first of December 1947, date upon which they shall cease to bear interest.

Given at Deschenes, this 27th day of October 1947.

The Municipality of the Village of Deschenes,
By: RENÉ L. MÉNARD, Notary,
20558-0 Secretary-Treasurer.

TOWN OF ROUYN
COUNTY OF ROUYN-NORANDA

Public notice is hereby given that the bonds issued by the Town of Rouyn under authority of its by-law No. 70, Series "C" have been drawn by lots for redemption on the 1st of December, 1947.

Denomination of \$100.00: Nos. C-19, 37, 314 - 126.

Denomination of \$500.00: Nos. D-126 - 138 - 148 - 183 - 214 - 266 - 347 - 395 - 405 - 432.

Denomination of \$1,000.00: Nos M-55, 65 - 122 - 199 - 254.

Given at Rouyn, this twentieth day of October, 1947.

G. BEAUCHEMIN,
20559-0 Secretary-treasurer.

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "F. Canac Marquis, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du deux mai 1939.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er janvier 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté au bureau du Procureur général, ce dix-sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Industrial Machine Works Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du trente septembre 1941.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Compagnie de Publications de St-Jacques, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 octobre 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Lapierre Limitée — Lapierre Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du douze août 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce seize octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'ac-

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276 R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "F. Canac Marquis Limitée", incorporated by letters patent dated the second day of May, 1939.

Notice is also hereby given that from and after the first day of January, 1947, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Industrial Machine Works Ltd.", incorporated by letters patent dated the thirtieth day of September, 1941.

Notice is also hereby given that from and after the eighth day of October, 1947, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Compagnie de Publications de St-Jacques Limitée", incorporated by letters patent dated the twenty-third day of October, 1936.

Notice is also hereby given that from and after the eighth day of October, 1947, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Lapierre Limitée — Lapierre Limited", incorporated by letters patent dated the twelfth day of August, 1938.

Notice is also given that from and after the eighth day of October 1947, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of

cepter l'abandon de la charte de la compagnie "Rosemont Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du quinze septembre 1921.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce seize octobre 1947.

20528-o L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

A.C.A. RADIO & ELECTRICAL SUPPLIES
CO. LTD.

Avis est par les présentes, donné, que la compagnie ci-dessus a fait application au Lieutenant-Gouverneur de la Province pour qu'il lui soit permis d'abandonner sa Charte.

Montréal, le 4 novembre 1947.

20560-o Les Procureurs de la Compagnie,
LAVERY & GUAY.

HUDSON AGENCY LIMITED

Avis est par les présentes donné que "Hudson Agency Limited" demandera la permission d'abandonner sa Charte conformément à la Loi des Compagnies de Québec.

Montréal, le 4 novembre 1947.

20561-o Le Secrétaire,
I. BRODEUR.

the charter of the company "Rosemont Limitée", incorporated by letters patent, dated the fifteenth day of September, 1921.

Notice is also hereby given that from and after the eighth day of October, 1947, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1947.

20528 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

A.C.A. RADIO & ELECTRICAL SUPPLIES
CO. LTD.

Notice is hereby given that the above mentioned company will apply to the Lieutenant-Governor of the Province for leave to surrender its charter.

Montreal, November 4, 1947.

20560 LAVERY & GUAY,
Attorneys for the Company.

HUDSON AGENCY LIMITED

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Companies "Act, Hudson Agency Limited" will make application for leave to surrender its Charter.

Montreal, November 4, 1947.

20561-o I. BRODEUR,
Secretary.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 771-47.

Québec, le 14 octobre, 1947

Demande est faite, d'annexer à la municipalité scolaire protestante de Ayers' Cliff, dans le comté de Stanstead, pour les protestants seulement, le territoire ci-dessous décrit, qui sera détaché de la municipalité scolaire protestante de Ste-Catherine de Hatley; savoir:

Les lots suivants, tous inclusivement de Ste-Catherine de Hatley:

16 à 22 du rang V; 8 à 28 du rang VI; 7 à 28 du rang VII; 5 à 23 du rang VIII; 1 à 23 des rang IX et X.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20549-45-2-o J. P. LABARRE.

No. 771-47

Quebec, October 14, 1947

Application is made to annex to the Protestant School Municipality of Ayers' Cliff, in the county of Stanstead, for Protestants only, the territory hereinunder described, which shall be detached from the Protestant School Municipality of Ste-Catherine de Hatley; to wit:

The following lots, all inclusive, of Ste-Catherine de Hatley:

16 to 22 of range V; 8 to 28 of range VI; 7 to 28 of range VII; 5 to 23 of range VIII; 1 to 23 of ranges IX and X.

20549-45-2 J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

N° 1035-47.

Québec, le 4 novembre, 1947.

Demande est faite, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Télesphore, comté de Lévis, les lots 46, 48, 49, 50 et 51 du cadastre officiel de St-Télesphore, et de la annexer à la municipalité scolaire de Saint-Romuald d'Etchemin, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20562-45-2-o J.-P. LABARRE.

No. 1035-47.

Quebec, November 4, 1947.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Télesphore, county of Lévis, lots 46, 48, 49, 50 and 51 of the official cadastre for St-Télesphore, and to annex them to the school municipality of Saint-Romuald d'Etchemin, in the same county.

20562-45-2 J.-P. LABARRE,
Superintendent of Education.

N° 428-47.

Québec, le 30 septembre, 1947.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 23 septembre, 1947, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de St-Rodrigue dans le comté de Québec, ladite paroisse de St-Rodrigue, qui sera bornée comme suit, savoir:

No. 428-47

Quebec, September 30, 1947.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by Order in Council dated September 23, 1947, to erect into a separate school municipality, under the name of St-Rodrigue, in the county of Quebec, the said parish of St-Rodrigue, which shall be bounded as follows, to wit:

"Au nord-ouest par les lots nos 727 et 743 du rang du Petit-Village de cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec; au sud-est par la limite entre le village de Charlesbourg et la Cité de Québec; au sud-ouest par la route de la Savanne et par le lot 266 de la 2e concession de ladite paroisse de Charlesbourg; au nord-ouest par les lots Nos 287, 286, 285, le chemin de fer Québec et Lac St-Jean, les lots Nos 1062-1042-A, 703, 700-4, 1062-1039 et 1062-1040, et plus particulièrement comme suit:

Commençant au coin sud-ouest du lot N° 279-B de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec; de là vers le nord-est en suivant la limite entre la Cité et le village de Charlesbourg, jusqu'au coin sud-est du lot N° 716-B; de là vers le nord-ouest en suivant la ligne sud-ouest des lots 727 et 743 jusqu'au coin sud-est du lot 1620 1040; de là vers le sud-ouest jusqu'au coin nord-ouest du lot 700-6; de là vers le sud-est en suivant la ligne de division entre les lots 700-4, 703, 1062-1042-A d'un côté et les lots Nos 700-6, 703-2-1, 703-2-1-A, 704-3, 1062-1042-B, l'autre côté et se prolongeant à travers la route nationale et le chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean jusqu'au côté sud dudit chemin de fer; de là vers le sud-ouest en suivant le côté sud dudit chemin de fer, jusqu'à son intersection avec la ligne est du lot N° 285; de là vers le sud-est le long de ladite ligne est dudit lot N° 285 jusqu'à son intersection avec la ligne nord du lot N° 276; de là vers le sud-ouest en suivant la limite en profondeur des lots Nos 285, 286, 287, jusqu'à son intersection avec la limite est du lot N° 266; de là vers le sud-est en suivant la limite en profondeur des lots Nos 276, 275, 274-1, 274-2, 273-1, 272, 271, 270, 270-A jusqu'au point de départ.

Le dit territoire comprend les lots du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec et les lots suivants seront détachés de la municipalité scolaire de Charlesbourg, même comté:

Les lots Nos 270, 270-A, 270-B, 271, 272, 273, 273-1, 274-2, 274-1, 275, 276 et ses subdivisions, 709 et ses subdivisions, 710 et ses subdivisions, 711, 711-1, 712-1, 713-1, 713, 714, 714-A, 715, 715-A, 715-B, 716-A, 716-B, 712, 712-2.

Les lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, seront détachés de la municipalité scolaire du Très Carré de Charlesbourg: les lots Nos 277 et ses subdivisions, 278, 279, partie non subdivisée bornée par le sud-est des lots Nos 279-3 et 279-2 et partie sud-ouest de 278, 279-A et ses subdivisions, 279-2, 279-3, 279-4, 279-5, 705, 708-1 et ses subdivisions, 708 et ses subdivisions.

Les lots suivants du même cadastre seront détachés de la municipalité scolaire du Village de Giffard, comté de Québec; les lots Nos: partie de 700, 700-2, 700-5, 700-5A, 700-6-A, 700-6-B, 700-8, 700-10, 703-2-1, 703-2-1-A, 703-2-1-B, 704, 704-1, 704-3, 704-4, 704-5, 704-6-A, 704-6-B, 704-7, 704-8, 704-9, 704-10, 1062-1042-B, 1062-1042-C, 1062-1042-D, 1062-1042-E.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1948.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20529-o J. P. LABARRE.

"On the northwest by lots Nos: 727 and 743 of the "Petit Village" range on the official cadastre for the parish of Charlesbourg, county of Quebec; on the southeast by the limit between the village of Charlesbourg and the City of Quebec; on the southwest by the Savanne road and by lot 266 of the 2nd concession of the said parish of Charlesbourg; on the northwest by lots 287, 286, 285, the Quebec and Lake St. John Railway, lots Nos 1062-1042-A, 703, 700-4, 1062-1039 and 1062-1040 and more particularly as follows:

Starting at the southwest corner of lot No. 279-B of the parish of Charlesbourg, county of Quebec, thence northeastward following the limit between the City and the village of Charlesbourg, as far as the southeast corner of lot No. 716-B; thence northwestward following the southwest line of lots 727 and 743 to the southeast corner of lot 1062-1040; thence southwestward to the northwest corner of lot 700-6; thence southeastward following the division line between lots 700-4, 703, 1062-1042-A on one side and lots Nos, 700-6, 703-2-1, 703-2-1-A, 704-3, 1062-1042-B on the other side and extending across the National Highway and the Quebec and Lake St. John Railway as far as the south side of the said railway; thence southwestward following the southside of the said railway, to its intersection with the east line of lot No. 285; thence southeastward along the said east line of said lot No. 285 to its intersection with the north line of lot No. 276; thence southwestward following the depth limit of lots Nos. 285, 286, 287, to its intersection with the east limit of lot No. 266 thence southeastward following the depth limit of lots Nos. 276, 275, 274-1, 274-2, 273-1, 272, 271, 270, 270-A to the starting point. The said territory comprises the lots of the official cadastre of the parish of Charlesbourg, county of Quebec, and the following lots are to be detached from the school municipality of Charlesbourg, same county:

Lots Nos: 270, 270-A, 270-B, 271, 272, 273, 273-1, 274-2, 274-1, 275, 276 and its subdivisions, 709 and its subdivisions, 710 and its subdivisions, 711, 711-1, 712-1, 713-1, 713, 714, 714-A, 715, 715-A, 715-B, 716-A, 716-B, 712, 712-2.

The following lots of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, county of Quebec, will be detached from the school municipality of the "Très Carré" of Charlesbourg: lots Nos. 277 and its subdivisions, 278, 279, unsubdivided part bounded on the southeast by lots Nos. 279-3 and 279-2 and the southwest part of 278, 279-A and its subdivisions, 279-2, 279-3, 279-4, 279-5, 705, 708-1 and its subdivisions, 708 and its subdivisions.

The following lots of the same cadastre to be detached from the school municipality of the village of Giffard, county of Quebec: lots No Part of 700, 700-2, 700-5, 700-5-A, 700-6-A, 700-6-B, 700-8, 700-10, 703-2-1, 703-2-1-A, 703-2-1-B, 704, 704-1, 704-3, 704-4, 704-5, 704-6-A, 704-6-B, 704-7, 704-8, 704-9, 704-10, 1062-1042-B, 1062-1042-C, 1062-1042-D, 1062-1042-E.

Said Order in Council to take effect on the first of July, 1948.

20529 J. P. LABARRE,
Superintendent of Education

Département du travail

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformé-

Department of Labour

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the

ment aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements généraux du Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec, établi en exécution du décret numéro 1730 du 23 octobre 1947, et dont le siège social est situé à Québec, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1769 du 29 octobre 1947, section "B".

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 novembre 1947. 20570-0

provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and the general by-laws of the Joint Committee of the Construction Industry, Quebec, formed under decree number 1730 of October 23, 1947, and whose corporate seat is in the city of Quebec, have been approved by Order-in-Council number 1769 of October 29, 1947, part "B".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 8, 1947. 20570-0

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements généraux du Comité conjoint de l'Industrie de la Fabrication du Métal en Feuille, établi en exécution du décret numéro 1661 du 8 octobre 1947, et dont le siège social est situé à Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1769 du 29 octobre 1947, section "A".

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 novembre 1947. 20571-0

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and the general by-laws of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry, formed under decree number 1661 of October 8, 1947, and whose corporate seat is in the city of Montreal, have been approved by Order-in-Council number 1769 of October 29, 1947, part "A".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 8, 1947. 20571-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité conjoint de l'Industrie de la Fabrication du Métal en Feuille lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1661, du 8 octobre 1947, relatif à l'industrie de la fabrication de produits de métal en feuille dans l'Île de Montréal et un rayon de 15 milles. On demande:

Que le paragraphe "d" suivant soit ajouté à l'article V:

"d) A la demande de la majorité des salariés d'un établissement à l'effet de prolonger la période des fêtes pour y inclure le 26 décembre 1947 ou le 2 janvier 1948, il est permis de travailler pendant un nombre équivalent d'heures, aux taux réguliers, deux samedis dans une période de trente (30) jours précédant ces dates."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 novembre 1947. 20572-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry has submitted to him a request to amend the decree number 1661 of October 8, 1947, relating to the sheet metal products fabrication industry in the Island of Montreal and a radius of 15 miles. It is requested:

That the following subsection "d" be added to section V:

"d) At the request of the majority of the employees of any firm who may wish to extend the period of holidays to include December 26, 1947 and/or January 2, 1948, it shall be permissible to work an equivalent number of hours at regular rates on any two Saturdays within a period of thirty (30) days prior to the above dates."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said petition which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 8, 1947. 20572-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la Commission conjointes de l'Industrie de la Robe dans la Province de Québec lui a présenté une requête à l'effet de mo-

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec has submitted to him a request to amend the

difier le décret numéro 3519 du 24 septembre 1940, et amendements, relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec. On demande:

1) Que l'article VIII soit remplacé par le suivant:
 "VIII. Salaires minima pour le travail à la semaine ou à la pièce: Les taux minima suivants pour la semaine de quarante-quatre (44) heures s'appliquent aux salariés énumérés ci-après:

| | Par | |
|--------------------------------------|---------|---------|
| | L'heure | semaine |
| Opérateur | \$0.455 | \$20.02 |
| Faiseur d'échantillon | 0.455 | 20.02 |
| Drapeuse | 0.42 | 18.48 |
| Finisseuse | 0.40 | 17.60 |
| Esaminatrice | 0.38 | 16.72 |
| Plieur | 0.35 | 15.40 |
| Ouvrier général | 0.35 | 15.40 |
| Presseur | 0.80 | 35.20 |
| Presseuse | 0.48 | 21.12 |
| Assistant-presseur | 0.40 | 17.60 |
| Coupeur compétent, classe I .. | 0.91 | 40.04 |
| Coupeur semi-compétent, classe II .. | 0.70 | 30.80 |
| Étaleur | 0.50 | 22.00 |

Aucun taux à la pièce ne peut être fixé de façon à rapporter moins que les minima ci-haut."

2) Que l'article IX soit remplacé par le suivant:

"IX. Défense de réduire les salaires et les taux: Les employeurs qui paient un taux de salaire à l'heure, à la semaine ou à la pièce plus élevé que ceux fixé par le présent décret ne peuvent les réduire et doivent les maintenir à leur niveau actuel."

3) Que l'article X soit remplacé par le suivant:

"X. Apprentis: Les employeurs ayant sept coupeurs compétents et semi-compétents ou plus ont le droit d'employer un apprenti. Les ateliers employant moins de sept coupeurs compétents et semi-compétents n'ont pas le droit d'employer d'apprenti.

Un apprenti-coupeur est celui qui apprend le métier et les apprentis-coupeurs qui travaillent pour la première fois dans l'industrie après la mise en vigueur du présent décret, doivent travailler selon l'échelle de salaires suivante:

| | Par | |
|-------------------------------|---------|---------|
| | L'heure | semaine |
| Durant le 1er semestre | \$0.30 | \$13.20 |
| Durant le 2ème semestre | 0.36 | 15.84 |
| Durant le 3ème semestre | 0.43 | 18.92 |
| Durant le 4ème semestre | 0.50 | 22.00 |
| Durant le 5ème semestre | 0.57 | 25.08 |
| Durant le 6ème semestre | 0.63 | 27.72 |

Subséquentement, le salaire est le même que celui des coupeurs semi-compétents.

Le nombre des apprentis des autres métiers dans tout atelier ne doit pas excéder quinze pour cent (15%) du nombre des salariés d'un tel atelier. Un apprenti-opérateur, finisseur, presseur, examinateur, ouvrier général est un commençant et doit être payé d'après l'échelle suivante:

| | Par | |
|-------------------------------|---------|---------|
| | L'heure | semaine |
| Durant le 1er semestre | \$0.295 | \$12.98 |
| Durant le 2ème semestre | 0.325 | 14.30 |
| Durant le 3ème semestre | 0.35 | 15.40 |
| Durant le 4ème semestre | 0.40 | 17.60 |

Subséquentement, leur rémunération est basée sur le taux établi pour leur métier.

decree number 3519 of September 24, 1940, and amendments, relating to the dress industry in the province of Quebec. It is requested:

1) That Section VIII be replaced by the following:

"VIII. Minimum Scale of Wages for Week or Piece Work. The following minimum scale of wages per week of forty-four (44) hours shall apply to the employees hereinafter enumerated:

| | per hour | | per week | |
|------------------------------------|----------|---------|----------|--|
| Operator | \$0.455 | \$20.02 | | |
| Sample Maker | 0.455 | 20.02 | | |
| Draper | 0.42 | 18.48 | | |
| Finisher | 0.40 | 17.60 | | |
| Examiner | 0.38 | 16.72 | | |
| Folder | 0.35 | 15.40 | | |
| General Hand | 0.35 | 15.40 | | |
| Presser-Male | 0.80 | 35.20 | | |
| Presser-Female | 0.48 | 21.12 | | |
| Asst. Presser | 0.40 | 17.60 | | |
| Cutter, Grade I (Skilled) | 0.91 | 40.04 | | |
| Cutter, Grade II (Semi-skilled) .. | 0.70 | 30.80 | | |
| Spreader | 0.50 | 22.00 | | |

No piece work prices may be fixed which do not yield a rate of pay equal to the minimums as above mentioned."

3) That Section IX be replaced by the following:

"IX. Prohibition to Reduce Wages and Rates Employers paying a higher scale of wages per hour or week or higher rates for piece work than those fixed by the present decree are prohibited from reducing them and must maintain the said higher rates of payment."

3) That Section X be replaced by the following:

"X. Apprentices: Any shop employing seven or more skilled and semi-skilled cutters shall be entitled to employ only one apprentice. Shops employing less than seven skilled and semi-skilled cutters are not entitled to employ any apprentice.

An apprentice-cutter is one learning the trade and apprentice-cutters employed for the first time in the industry after the coming into force of the present decree shall work under the following schedule:

| | Apprentice Cutters | | per hour | | per week | |
|-------------------------------|--------------------|---------|----------|--|----------|--|
| During the 1st six months ... | \$0.30 | \$13.20 | | | | |
| During the 2nd six months ... | 0.36 | 15.84 | | | | |
| During the 3rd six months ... | 0.43 | 18.92 | | | | |
| During the 4th six month ... | 0.50 | 22.00 | | | | |
| During the 5th six months ... | 0.57 | 25.08 | | | | |
| During the 6th six months ... | 0.63 | 27.72 | | | | |

and thereafter in accordance with the rate for semi-skilled cutters."

The number of apprentices in all other crafts in any shop shall not exceed fifteen per cent (15%) of the employees of such shop. An apprentice-operator, finisher, presser, examiner, general hand is a beginner and shall work under the following schedule:

| | Apprentices: | | per hour | | per week | |
|-------------------------------|--------------|---------|----------|--|----------|--|
| During the 1st six months ... | \$0.295 | \$12.98 | | | | |
| During the 2nd six months ... | 0.325 | 14.30 | | | | |
| During the 3rd six months ... | 0.35 | 15.40 | | | | |
| During the 4th six months ... | 0.40 | 17.60 | | | | |

and thereafter in accordance with the rate in their respective crafts.

Nonobstant les dispositions précédentes, les taux du quatrième semestre ne s'appliquent pas aux examinatrices, aux plieurs et aux ouvriers généraux qui doivent recevoir le minimum de leur métier après le troisième semestre d'apprentissage et subséquemment."

4) Que le nouvel article X-A suivant soit inséré après l'article X:

"X-A. *Vacances annuelles payées.* Une semaine de vacances payée doit être accordée par l'employeur à ses salariés entre le 15 juin et le 15 août de chaque année pourvu que les dits salariés aient été à l'emploi de l'employeur à compter de la première semaine de janvier de l'année courante jusqu'à la date des vacances inclusivement et pourvu, aussi, que tels salariés aient travaillé dans l'industrie pendant une période d'une année avant la date des vacances, le tout sujet aux règles et conditions suivantes:

i) La rémunération de vacances des salariés travaillant à la pièce est de un quarante-huitième (1/48) de leur salaire brut gagné entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année précédente. Lorsqu'un salarié travaillant à la pièce n'a pas été à l'emploi de son employeur actuel du 1er janvier au 31 décembre de l'année précédente, sa rémunération de vacances doit être déterminée en calculant le montant total du salaire de tel salarié à compter du 1er janvier jusqu'à la date des vacances de l'année courante et en y divisant ce montant par le nombre de semaines de travail pendant cette période.

ii) La rémunération de vacances des salariés travaillant à la semaine est équivalente au salaire d'une semaine régulière de travail de quarante-quatre (44) heures.

iii) Les salariés temporaires ou surnuméraires, c'est-à-dire les salariés qui travaillent régulièrement vingt-quatre (24) heures ou moins par semaine n'ont pas droit aux vacances payées.

iv) Tout salarié qui s'absente volontairement du travail pendant une période de sept (7) à neuf (9) semaines complètes pendant une année n'a droit qu'aux trois-quarts (3/4) de la semaine de vacances payées.

v) Tout salarié qui s'absente volontairement du travail pendant une période de dix (10) à onze (11) semaines complètes pendant une année n'a droit qu'à la moitié de la semaine de vacances payées.

vi) Tout salarié qui s'absente volontairement du travail pendant une période minimum de douze (12) semaines complètes pendant une année n'a pas droit aux vacances payées.

Cependant, toute période d'hospitalisation ou de suspension subie par les salariés visés aux alinéas iv, v et vi ci-haut n'affectera pas le droit aux vacances payées de ces salariés.

5) Que l'article XVI-A soit modifié en radiant les mots "qui travaille dans leurs établissements respectifs" apparaissant aux cinquième et sixième lignes.

6) Que l'article XXII soit modifié en radiant son deuxième alinéa.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra des objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Provided that, notwithstanding the foregoing, the rates for the fourth period of six months shall not apply in the cases of examiners, folders and general hands, who will receive the minimum in their respective crafts after the third period of six months of their apprenticeship and thereafter."

4) That the following new Section X-A be inserted after Section X:

"X-A. *Annual Vacation With Pay.* A Week's vacation with pay shall be accorded by the employer to his employees between the 15th day of June and the 15th day of August in each year, provided that the employees individually shall have been in the employ of the employer from the first week in January of the current year up to and including the date of the vacation, and provided also that each such employee has been employed in the industry for a period of at least one year prior to the date of vacation, the whole subject to the following rules and conditions:

i) Vacation pay for employees engaged on a piece-work basis shall be one-forty-eighth (1/48) of their gross earnings from January 1st to December 31st of the preceding year; provided that in cases where an employee engaged on a piece work basis has not been employed by his present employer from January 1st to December 31st of the preceding year, the vacation pay shall be determined by computing the total amount of earnings of the said employee for the period extending from January 1st up to the date of the vacation in the current year, and by dividing such earnings by the number of weeks worked during the said period.

ii) Vacation pay for employees engaged on a week work basis shall be one week's regular wages per forty-four (44) hour week.

iii) Part time or temporary employees, that is, employees who work twenty-four (24) hours or less per week as a regular arrangement, shall not be entitled to any vacation with pay.

iv) Any employee who has voluntarily abstained from work for a period of not less than seven (7) nor more than nine (9) full weeks during any one year, shall receive three-quarters (3/4) of one week's vacation with pay.

v) Any employee who has voluntarily abstained from work for a period of not less than ten (10) nor more than eleven (11) full weeks during any one year shall receive one-half (1/2) week's vacation with pay.

vi) Any employee who has voluntarily abstained from work for a period of twelve (12) or more full weeks during any year shall be disqualified from receiving vacation with pay.

Provided that, with respect to conditions iv, v and vi herein, employees who are absent from work because of hospitalization, or because of lay-off by the employer, shall not be disqualified with respect to the period of such hospitalization, or lay-off.

5) That Section XVI-A be amended by omitting therefrom the words "working in their respective establishments" in the fifth and sixth line thereof.

6) That Section XXII be modified by striking off the second paragraph thereof.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said petition which the interested parties may desire to set forth.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 novembre, 1947. 20473-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 8, 1947. 20573-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec, établi en exécution du décret numéro 1730, du 23 octobre 1947, et chargé aussi de surveiller l'application du décret numéro 102, du 11 janvier 1945, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 1770, du 29 octobre 1947, section "A", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 30 avril 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels de l'industrie de la construction assujettis au décret numéro 1730 du 23 octobre 1947 et tous les employeurs professionnels du commerce et de l'industrie du bois ouvré, assujettis au décret numéro 102, du 11 janvier 1945 et amendements, doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations, qu'ils versent à leurs salariés régis par lesdits décrets, sauf les gérants, surintendants et employés de bureau.

b) Tous les salariés régis par lesdits décrets, sauf les gérants, les surintendants et les employés de bureau, sont tenus de verser au comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

2. Mode de perception

Tous les employeurs professionnels de l'industrie de la construction et tous les employeurs professionnels du commerce et de l'industrie du bois ouvré régis par lesdits décrets, doivent percevoir pour le Comité paritaire, les cotisations imposées aux salariés, à même le salaire qu'ils sont tenus de payer à ceux-ci.

Les employeurs professionnels régis par lesdits décrets doivent transmettre au Comité paritaire un rapport mensuel accompagné de leurs propres cotisations et des sommes perçues de leurs salariés; ce rapport doit être transmis au Comité paritaire au plus tard le 10 du mois suivant le mois pour lequel il est exigible.

Conséquemment, les cotisations de novembre sont payables le 10 décembre et ainsi de suite, de mois en mois.

3. Rapport financier

D'accord avec la loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 décembre 1947, et 31 mars et 30 juin 1948.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec, pour la période comprise entre le 1er novembre 1947 et le 30 avril 1948.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA
CONSTRUCTION DE QUÉBEC

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Construction Industry of Québec, established under decree number 1730 of October 23, 1947, and entrusted also with the administration of decree number 102, of January 11, 1945, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 1770 of October 29, 1947, part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decrees according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to April 30, 1948; such levy is laid in the following manner:

a) All professional employers of the construction industry and of the wood-working industry and trade governed by the decrees Nos. 1730 of October 23, 1947, and 102, of January 11, 1945 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equal to $\frac{1}{4}$ of 1% of the wages, bonuses and allowances which they pay to their employees governed by the said decrees, excepting managers, superintendents and office employees.

b) All employees governed by the said decrees, excepting managers, superintendents and office employees, shall pay to the Parity Committee an assessment equal to $\frac{1}{4}$ of 1% of their wages, bonuses and allowances.

2. Mode of collection

All professional employers of the construction and woodworking industry and trade governed by the said decrees shall collect for the Parity Committee the assessments owed by the employees, from the wages payable to them.

The professional employers governed by the decree shall forward to the Parity Committee a monthly report, together with their own assessments and the sums collected from the employees; such report shall be sent to the Parity Committee not later than the 10th day of the month following that for which it is exigible.

For instance, the assessments for the month of November are payable on December 10, and so forth, from month to month.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: December 31, 1947, and March 31, and June 30, 1948.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Construction Industry of Québec during the period between November 1, 1947, and April 30, 1948.

JOINT COMMITTEE OF THE CONSTRUCTION
INDUSTRY OF QUÉBEC

Etat des recettes et des déboursés probables pour Estimate of the receipts and disbursements for

la période comprise entre le 1er novembre 1947 et le 1er mai 1948.

the period between November 1, 1947, and May 1, 1948.

Recettes:

| | |
|---|-------------|
| Cotisations des employeurs professionnels: | |
| ¼ de 1% sur \$2,000,000.00 gages payés aux salariés qui tombent sous la loi. | \$ 5,000.00 |
| Cotisations des salariés: | |
| ¼ de 1% sur \$2,000,000.00 gages payés aux salariés qui tombent sous la loi. | 5,000.00 |
| | <hr/> |
| | \$10,000.00 |

Receipts:

| | |
|--|-------------|
| Professional employers' assessments: | |
| of 1% of \$2,000,000.00, wages paid to the employees governed by the Act. | \$ 5,000.00 |
| Employees' assessments: | |
| of 1% of \$2,000,000.00, wages paid to the employees governed by the Act. | 5,000.00 |
| | <hr/> |
| | \$10,000.00 |

Déboursés:

| | |
|--|-------------|
| Salaire du secrétaire. | \$ 1,560.00 |
| Salaire du secrétaire-adjoint. | 1,300.00 |
| Salaire, commis de bureau. | 780.00 |
| Salaire, dactylographe. | 494.00 |
| Salaire, commis vérificateur. | 1,079.00 |
| Salaire des inspecteurs (4). | 4,836.00 |
| Dépenses de bureau. | 900.00 |
| Dépenses d'inspection et voyages. | 1,500.00 |
| Jetons de présence. | 1,300.00 |
| Frais de déplacement. | 2,000.00 |
| Bureaux d'examineurs. | 1,800.00 |
| Divers, procédures. | 400.00 |
| Vérification. | 62.50 |
| | <hr/> |
| | \$18,011.50 |

Disbursements:

| | |
|--|-------------|
| Salaries: Secretary. | \$ 1,560.00 |
| Assistant-secretary. | 1,300.00 |
| Office clerk. | 780.00 |
| Typist. | 494.00 |
| Checking clerk. | 1,079.00 |
| Inspectors (4). | 4,836.00 |
| Office expenses. | 900.00 |
| Inspection and travelling expenses. | 1,500.00 |
| Attendance fees. | 1,300.00 |
| Travelling expenses. | 2,000.00 |
| Board of Examiners. | 1,800.00 |
| Miscellaneous, procedures. | 400.00 |
| Audition. | 62.50 |
| | <hr/> |
| | \$18,011.50 |

Note: L'excédent des déboursés sur les recettes au montant de \$8,011.50 sera comblé à même la réserve de fonds du Comité conjoint.

Note: The excess of disbursements over the receipts amounting to \$8,011.50 will be met with the reserve funds of the Joint Committee.

Le Sous-ministre du Travail,
GERARD TREMBLAY.

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 novembre 1947. 20578-0

Department of Labour,
Quebec, November 8, 1947. 20578-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de Saint-Jean et d'Iberville, établi en exécution du décret numéro 3011, du 6 novembre 1941, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1728 du 23 octobre 1947, section "C", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of Saint-Jean and Iberville, formed under decree No. 3011, of November 6th, 1941, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1728 of October 23, 1947, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163, and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 8 novembre 1947 au 8 novembre 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from November 8, 1947, to November 8, 1948; it is laid in the following manner.

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the regular wages and of the percentage paid to their employees.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$16.60 (salaire minimum établi dans le décret).

b) The artisans subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages fixed for the journeyman receiving the lowest pay, namely \$16.60 (minimum wage rate fixed by the decree).

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires et pourcentages.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their wages and percentage.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 décembre 1947, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1948.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire pour la période se terminant le 8 novembre 1948.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS-COIFFEURS
DE SAINT-JEAN ET D'IBERVILLE

État des recettes et des déboursés probables pour la période se terminant le 8 novembre 1948.

| Recettes: | |
|---------------------------------|----------|
| Cotisations (½ de 1%): | |
| Employeurs professionnels | \$60.00 |
| Artisans | 70.00 |
| Salariés | 20.00 |
| | <hr/> |
| | \$150.00 |

| Déboursés: | |
|--------------------------------|----------|
| Salaires de l'inspecteur | \$120.00 |
| Frais légaux | 10.00 |
| Vérification des livres | 10.00 |
| Divers | 10.00 |
| | <hr/> |
| | \$150.00 |

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 8 novembre 1947. 20579-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présentée par les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier et de coiffeur dans l'île de Montréal, la cité de St-Lambert et la municipalité de Longueuil, rendue obligatoire par le décret numéro 2162 du 20 août

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which shall be indicated the hours of labour, the money collected during any one week, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see that these reports be filled out and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requirable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: December 31, 1947, March 31, June 30 and September 30, 1948.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee for the period ending November 8th, 1948.

THE PARITY COMMITTEE OF THE BARBERS AND
HAIRDRESSERS OF ST. JEAN AND IBERVILLE

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending November 8th, 1948.

| Receipts: | |
|------------------------------|----------|
| Assessments (½ of 1%): | |
| Professional employers | \$60.00 |
| Artisans | 70.00 |
| Employees | 20.00 |
| | <hr/> |
| | \$150.00 |

| Expenses: | |
|-------------------------------|----------|
| Salary of the inspector | \$120.00 |
| Legal fees | 10.00 |
| Auditing of books | 10.00 |
| Miscellaneous | 10.00 |
| | <hr/> |
| | \$150.00 |

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 8, 1947. 20579-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that a request has been submitted to him by the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdresser trades in the Island of Montreal, the City of St. Lambert and the municipality of Longueuil, rendered obligatory by the decree

1941 et amendements à l'effet de modifier ledit décret de la façon suivante:

1° Article III: (Heures de travail)

Que le paragraphe "b" soit remplacé par le suivant:

"b) Les heures de travail dans un salon de barbier sont réparties comme suit:

Entre 8.30 a.m. et 6.30 p.m. les lundi et mardi;

Entre 8.30 a.m. et 7.00 p.m. les mercredi et jeudi;

Entre 8.30 a.m. et 8.00 p.m. les vendredi et samedi et veilles de fêtes chômées mentionnées dans le présent décret."

2° Article IV: (Taux de salaires)

Que le deuxième alinéa du paragraphe "a" soit remplacé par le suivant:

"Pour chaque compagnon-barbier-coiffeur régulier, \$25.00 par semaine, plus une commission de 50% des recettes de son travail excédant \$35.00 par semaine."

Que le troisième alinéa du paragraphe "a" soit remplacé par le suivant:

"Pour chaque compagnon barbier-coiffeur surnuméraire: 0.50 pour chaque heure de travail, plus une commission de 10% sur les recettes brutes de son travail. Toutefois, lorsque les recettes de son travail atteignent ou excèdent la somme de \$35.00 et que ledit salarié a travaillé 30 heures ou plus durant la semaine, il sera rémunéré au même tarif que le compagnon barbier-coiffeur régulier."

Que le premier montant (\$3.00) apparaissant au paragraphe "c" soit remplacé par \$4.00.

3° Article V: (Prix minima des services)

Que les deux premiers taux (0.45 et \$0.50) soient remplacés par "\$0.50" et "\$0.60".

Que les deux items concernant la coupe de cheveux pour enfants soient remplacés par les suivants:

"Coupe de cheveux, enfants des deux sexes de moins de 15 ans, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi jusqu'à 5 heures p.m. \$0.35"

"Coupe de cheveux, enfants des deux sexes de moins de 15 ans, le vendredi à partir de 5 heures, les samedi et veille de fêtes spécifiées dans le présent décret, \$0.50"

Que le taux de "\$0.25" pour la barbe soit remplacé par "\$0.30".

4° Article VI: (Apprentissage)

Que le paragraphe "m" soit remplacé par le suivant:

"m) Le nombre d'apprentis par salon de barbier-coiffeur ne doit jamais dépasser la limite suivante:

i. Un (1) apprenti par salon de barbier-coiffeur où travaillent au moins deux (2) barbiers-coiffeurs réguliers possédant leur certificat de qualification de barbier-coiffeur.

ii. Deux (2) apprentis par salon de barbier-coiffeur où travaillent au moins quatre (4) barbiers-coiffeurs réguliers possédant leur certificat de qualification de barbier-coiffeur."

Que le paragraphe "o" soit modifié en remplaçant les taux de "\$5.00, \$7.00, \$10.00, \$14.00, \$17.00 et \$20.00 par les suivants:

"\$6.00, \$9.00, \$12.00, \$16.00, \$19.00 et \$23.00".

5° Article VIII: (Dispositions générales)

Que les mots "le lendemain du Jour de l'An" soient ajoutés après les mots "Le Jour de l'An":

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la Gazette officielle de Québec, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 novembre 1947.

20580-o

number 2162 of August 20, 1941, and amendments, for the purpose of amending the said decree as follows:

1° Section III: (Hours of labour)

That subsection "b" be replaced by the following:

"b) The hours of work in a barber shop are distributed as follows:

8.30 a.m. to 6.30 p.m. Monday and Tuesday;

8.30 a.m. to 7.00 p.m. Wednesday and Thursday;

8.30 a.m. to 8.00 p.m. Friday and Saturday and the eves of holidays mentioned in the present decree."

2° Section IV: (Rates of wages)

That the second paragraph of subsection "a" be replaced by the following:

"Every regular journeyman barber-hairdresser, \$25.00 per week plus a 50% commission on the receipts of his work exceeding \$35.00 per week."

That the third paragraph of subsection "a" be replaced by the following:

"Every occasional journeyman barber-hairdresser: \$0.50 per hour of work plus a 10% commission on the gross receipts of his work. However, when the receipts of his work attain or exceed \$35.00 and when the said employee has worked 30 hours or more during the week; he shall be remunerated on the same basis as the regular journeyman barber-hairdresser."

That the first amount (\$3.00) in subsection "c" be replaced by \$4.00.

3° Section V: (Minimum prices of services)

That the first two rates (\$0.45 and \$0.50) be replaced by "\$0.50" and "\$0.60".

That the two items concerning the haircut for children be replaced by the following:

"Haircut, male and female children under 15 years of age, Monday, Tuesday, Wednesday Thursday and Friday until 5.00 p.m., \$0.35"

"Haircut, male and female children under 15 years of age, Friday after 5.00 p.m., Saturday and eves of holidays specified in the present decree, \$0.50"

That the price of "\$0.25" for a shave be replaced by "\$0.30".

4. Section VI: (Apprenticeship)

That subsection "m" be replaced by the following:

"m) The number of apprentices in a barber-hairdresser parlor shall never exceed the following limit:

i. One (1) apprentice in a barber-hairdresser parlor in which at least two (2) regular barber-hairdressers, holding their certificate of competency as barber-hairdresser, are employed;

ii. Two (2) apprentices in a barber-hairdresser parlor in which at least four (4) regular barber-hairdressers holding their certificate of competency as barber-hairdresser, are employed."

That subsection "o" be amended by replacing the rates of "\$5.00, \$7.00, \$10.00, \$14.00, \$17.00 and \$20.00 by the following:

"\$6.00, \$9.00, \$12.00, \$16.00, \$19.00 and \$23.00".

5. Section VIII: (General provisions)

That the words "and the day after" be added after the words "New Year's Day".

During the thirty days following the date of publication of this notice in the Quebec Official Gazette, The Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 8, 1947.

20580-o

**Département du Trésor
Assurances**

**Treasury Department
Insurance**

AVIS

Avis est donné que la compagnie "The Waterloo Mutual Fire Insurance Company" ayant son siège social en la ville de Waterloo, dans la province d'Ontario, s'adressera, le 22 janvier 1948, au Lieutenant-gouverneur en Conseil, pour la remise de ses valeurs déposées dans le Département du Trésor de la province de Québec, en vertu des dispositions de la Loi des Assurances de Québec, et tous réclamants, éventuels ou actuels, qui s'opposeraient à la remise, devront déposer leur opposition au bureau de l'Inspecteur des Assurances le ou avant le jour indiqué.

Daté à Waterloo, Ont., ce 9^e jour d'octobre 1947.

THE WATERLOO MUTUAL FIRE
INSURANCE COMPANY,
Le Directeur-gérant,
F. H. MOSER.

20537

NOTICE

Take notice that "The Waterloo Fire Insurance Company", with head office at the town of Waterloo, in the province of Ontario, intends to apply on the 22nd day of January, 1948, to the Lieutenant-Governor in Council for the release of its securities deposited with the Treasury Department of the province of Québec, under the provisions of the Quebec Insurance Act, and all claimants, contingent or actual, opposing the release are required to file their objection with the Inspector of Insurance on or before the said date.

Dated at Waterloo, Ont., this 9th day of October 1947.

THE WATERLOO MUTUAL FIRE
INSURANCE COMPANY,
F. H. MOSER,
Managing Director.

20537-o

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE
CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW
Examens de novembre 1947 — Examinations of November, 1947

| Noms Names | Prénoms Surnames | Age | Résidence Residence | Collèges Colleges |
|----------------|---------------------|-----|------------------------|-----------------------|
| Bérubé | Rosaire | 22 | Amqui | Séminaire de Rimouski |
| Fournier | Germain | | Montréal | |

Rivière-du-Loup, le 25 octobre 1947. — Rivière-du-Loup, October 25th, 1947.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
LOUIS DUGAL,
Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

20574-45-2-o

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL
CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW
(Automne 1947) — (Fall 1947)

| Noms Names | Prénoms Surnames | Age | Résidence Residence | Collèges Colleges |
|----------------|---------------------|-----|------------------------|------------------------|
| Bourret | Roland | 21 | Brosseau Station .. | Collège André-Grasset |
| Courteau | Guy | 21 | Outremont | Collège J. de-Brébeuf. |

Montréal, le 28 octobre 1947 — Montreal, October 28, 1947.

Le Secrétaire du Barreau de Montréal,
LAWRENCE G. MCDUGALL,
Secretary of the Bar of Montreal.

20510-44-2-o

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU
CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

| Nom Name | Prénom Surname | Age | Résidence Residence | Collège College |
|-------------|-------------------|-----|------------------------|--------------------|
| Clerk | Stephan | 21 | St-Hilaire | Loyola, Montréal. |

St-Hyacinthe, le 24 octobre 1947. — St. Hyacinthe, October 24, 1947.

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
MAURICE ROUSSEAU,
Secretary of the Bar of Richelieu.

20512-44-2-o

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

| Noms Names | Prénoms Surnames | Age | Résidence Residence | Collèges Colleges |
|----------------|---------------------|-----|------------------------|--|
| Fournier | Ginette | 19 | Québec | Institut Maria, Collège Jésus-Marie, Sillery. |
| Lévesque | Fernand | 22 | Québec | Ste-Anne de la Pocatière, St-Charles Garnier. |

Québec, le 25 octobre 1947 — Quebec, October 25th, 1947.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ROGER THIBAudeau,
Secretary of the Quebec Bar.

20511-44-2-o

Greffes de notaires

Notarial Records

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par Me Joseph Adalbert Ratelle, notaire, demeurant et pratiquant à L'Assomption, district judiciaire de Joliette, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Paul Arthur Séguin, notaire décédé, qui pratiquait à L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me Joseph Adalbert Ratelle, notary, residing and practising at L'Assomption, judicial district of Joliette, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Paul Arthur Séguin, deceased notary, who practised at L'Assomption, judicial district of Joliette,

Québec, 6 novembre 1947.

Quebec, November 6, 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

20581-o

20581

Liquidation, avis de

Winding up Notice

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des sociétaires de "La Caisse Populaire de Parent" (Société coopérative régie par la Loi des syndicats coopératifs de Québec), tenue le 12 octobre 1947, une résolution a été dûment adoptée, pourvoyant à la liquidation volontaire et à la dissolution de la société précitée, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que MM. l'abbé J.-A. Caillé, curé, Léonidas Poliquin et Lucien Roch ont été nommés liquidateurs, ainsi que M. Fortunat Badeau, substitut.

Notice is given that, at a special general meeting of the members of the society "La Caisse Populaire de Parent" (a cooperative society governed by the Quebec Cooperative Syndicates' Act) held on October 12, 1947, a resolution was duly adopted, providing for the voluntary winding-up and the dissolution of the aforesaid society pursuant to the provisions of the Winding-up Act and that Messrs. the abbé J. E. Caillé, parish-priest, Léonidas Poliquin and Lucien Roch have been appointed Liquidators, and also Mr. Fortunat Badeau, Attorney.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 28 octobre 1947.

Given at the office of the Provincial Secretary October 28, 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

20538-o

20538

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, les personnes dont les noms suivent, savoir:

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the persons whose names follow, to wit:

Québec, 23 octobre 1947.

Quebec, October 23, 1947.

MM. Gaston Desmarais, de Richmond, bâtonnier du Barreau de Saint-François, Joseph H. Fine, Alec P. Grigg, tous deux de Montréal, et Jacques Galipeault, de Québec, tous quatre membres du Barreau de la Province: conseils en loi du Roi.

Messrs. Gaston Desmarais, of Richmond, Batonnier of the Bar of Saint-François, Joseph H. Fine, Alec P. Grigg, both of Montreal, and Jacques Galipeault, of Quebec, all four members of the Bar of the Province: King's Counsel.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 23 septembre 1947.

M. Émile Parayre, 6356 rue des Écorces, Montréal: inspecteur d'écoles dans le district rural numéro 1, Abitibi, P.Q.

Québec, 2 octobre 1947.

M. Henri Turcot, de Franklin Centre: commissaire industriel de la Province, à compter du 16 septembre 1947.

Québec, 15 octobre 1947.

M. Arthur Ladouceur, instituteur, de Saint-Ephrem d'Upton: registrateur de la division d'enregistrement de Bagot.

M. Joachim Turgeon, de Saint-Laurent, I.O., registrateur de la division d'enregistrement de l'Île d'Orléans. 20582-o

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments: ¶

Quebec, September 23, 1947.

Mr. Émile Parayre, 6356 des Écorces Street, Montreal: to be inspector of schools in the rural district No. 1, Abitibi, P.Q.

Quebec, October 2, 1947.

Mr. Henri Turcot, of Franklin Centre: to be Provincial industrial commissioner, as from the 16th of September, 1947.

Quebec, October 15, 1947.

Mr. Arthur Ladouceur, teacher, of Saint-Ephrem d'Upton: to be registrar for the Registration Division of Bagot.

Mr. Joachim Turgeon, of Saint-Laurent, I.O. to be registrar for the Registration Division of the Island of Orléans. 20582

Ordre de Cour

Province de Québec, district de St. Hyacinthe, Cour de Magistrat, N° 10740. Roméo Péloquin, des cité et district de St. Hyacinthe, demandeur vs Germain Beaulac, des cité et district de St-Hyacinthe, défendeur et Joseph Abandonato, de St-Hilaire, dit district, opposant.

Le 31ème jour d'octobre 1947.

Sur ordre du Magistrat Victor Chabot donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité dudit Germain Beaulac, des cité et district de St-Hyacinthe, défendeur, les créanciers dudit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du greffier de cette Cour à St-Hyacinthe, dans les quinze jours de la date de la lère insertion du présent avis dans la Gazette officielle de Québec, conformément aux articles 673 et 674 du Code de Procédure Civile.

H. BEAUREGARD,

D.G.C.M.

20550-45-2-o

Rule of Court

Province of Quebec, district of St-Hyacinthe, Magistrate's Court, No. 10740. Roméo Péloquin, of the city and district of St-Hyacinthe plaintiff; vs Germain Beaulac, of the city and district of St-Hyacinthe, defendant; and Joseph Abandonato, of St-Hilaire, said district, opposant.

The thirty-first day of October, 1947.

Upon the order of Magistrate Victor Chabot, given this day, in view of the allegation of insolvency of the said Germain Beaulac, of the city and district of St-Hyacinthe, defendant, the creditors of the said defendant, who have not as yet filed their claims, are now called upon to do so in this case, at the office of the Clerk of the said Court at St-Hyacinthe, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the Quebec Official Gazette, pursuant to articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

H. BEAUREGARD,

D.G.C.M.

20550-45-2

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
(L. S.)

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur
général,
L. DESILETS.

ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée par la majorité des propriétaires de biens-fonds situés dans la paroisse de St-Isidore du Lac des Aigles, laquelle fait partie des cantons Bédard et Biencourt dans le comté de Rimouski, demandant que le territoire qu'ils habitent soit érigé en municipalité

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
(L.S.)

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DESILETS,
Deputy Attorney
General.

WHEREAS a petition had been presented to Us by the majority of the owners of land situate in the parish of St-Isidore du Lac des Aigles, which forms part of the townships Bédard and Biencourt in the county of Rimouski, requesting that the territory which they inhabit be erected into a separate municipality under the

distincte sous le nom de "municipalité du Lac des Aigles", comté de Rimouski;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal, à cet effet, ont été remplies et que ledit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 8 octobre 1947, et conformément aux dispositions de l'article 35 du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire comprenant les lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Bédard, sous les numéros suivants tous inclus: de 1 à 14, 15a, 15b, de 16 à 30, 31a, 31b, et de 32 à 34 du rang I; de 1 à 17, 18a, 18b, 19a, 19b, et de 20 à 34 du rang II; et les lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Biencourt, sous les numéros suivants tous inclus: de 1 à 25, 26a, 26b, 27a, 27b, et de 28 à 50 du rang I; de 1 à 26 du rang II-N.-E.; de 27 à 50 de chacun des rangs II-N.-O. et II-S.-E.; de 1 à 14 et de 27 à 50 du rang III-N.-O.; et dont les limites se décrivent comme suit: partant du coin commun aux cantons de Biencourt, de Bédard, de Chénier et de Laroche; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes, en continuité les unes des autres; la ligne séparative des cantons de Biencourt et de Laroche, la ligne séparative des rangs III-N.-O. et IV du canton de Biencourt, prolongée jusqu'à l'axe de la rivière Touladie, le dit axe de la rivière Touladie jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 50 du rang III-N.-O. du canton de Biencourt, ce dernier prolongement, cette dernière ligne, une ligne limitant au sud-ouest le lot 50 dans chacun des rangs II-S.-E., II-N.-O. et I du canton de Biencourt et traversant le lac des Aigles, la ligne séparative des cantons de Biencourt et de Bédard jusqu'à la ligne nord-est du lot 35 du rang I du canton de Bédard; de là, dans le canton de Bédard: la ligne nord-est du lot 35, dans chacun des rangs I et II, la ligne séparative des rangs II et III et, enfin, la ligne séparative des cantons de Bédard et de Chénier jusqu'au point de départ; lequel territoire, provenant d'un territoire non organisé, sera, ensemble avec les chemins, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux, compris dans les limites ci-dessus décrites, érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité du Lac des Aigles", comté de Rimouski, telle érection devant prendre effet à compter du 1er janvier suivant la publication de la dite proclamation dans la Gazette officielle de Québec.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.F., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quinzième jour d'octobre en l'année mil neuf

name of "Municipality of Lac des Aigles", county of Rimouski;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code to that effect have been fulfilled and that the said territory is in the condition required by law to form a municipality;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in an order dated October 8, 1947, and pursuant to the provisions of article 35 of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, namely:

A territory comprising the lots known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the township Bédard, under the following number, all inclusively; from 1 to 14, 15a, 15b, from 16 to 30, 31a, 31b, and from 32 to 34 of range I; from 1 to 17, 18a, 18b, 19a, 19b, and from 20 to 34 of range II; and the lots known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the township Biencourt, under the following numbers, all inclusively from 1 to 25, 26a, 26b, 27a, 27b, and from 28 to 50 of range I; from 1 to 26 of N. E. range II; from 27 to 50 of each of ranges N. W. II, and S. E. II; from 1 to 14 and from 27 to 50 of N. W. range III; and whereof the limits are described as follows: starting from the common corner of the townships Biencourt, Bédard, Chénier and Laroche; thence, passing by the following lines and limitations, successively: the division line of the townships of Biencourt and Laroche, the division line of ranges III N. W. and IV of the township Biencourt, extended as far as the axis of the Touladie river, the said axis of the Touladie river to the prolongation of the southwest line of lot 50 of N. W. range III of the township of Biencourt, this latter prolongation, this latter line, a line limiting on the southwest lot 50 in each of ranges II S.E., II N.W., and I of the township Biencourt and crossing Lac des Aigles, the division line of the townships of Biencourt and Bédard to the northeast line of lot 35 of range I of the township Bédard; thence, in the township Bédard: the northeast line of lot 35 in each of ranges I and II, the division line of ranges II and III and finally the division line of the townships Bédard and Chénier to the starting point; the said territory, derived from and unorganized territory, to be, together with the roads, rivers, lakes, watercourses or parts of same, comprised within the above described limits, erected into a separate municipality under the name of "Municipality of Lac des Aigles", county of Rimouski, such erection to take effect on and from the 1st of January following publication of the said proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O. M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifteenth day of October, in the year of Our Lord, nine

cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province
20530-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS. { ATTENDU que l'article 5 de la loi 9 George VI, chapitre 25, intitulée "Loi instituant une clinique d'aide à l'enfance", décrète que cette loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au Lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation;

ATTENDU qu'il y a maintenant lieu de fixer au 10 novembre 1947 la date de l'entrée en vigueur de cette loi.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif exprimé dans l'arrêté en conseil numéro 1791, du 5 novembre 1947, et conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi instituant une clinique d'aide à l'enfance (9 George VI, chapitre 25), Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que la date de l'entrée en vigueur de la loi 9 George VI, chapitre 25, intitulée "Loi instituant une clinique d'aide à l'enfance" soit fixée au 10 novembre 1947.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce cinquième jour de novembre en l'année mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
20583-o JEAN BRUCHÉSI.

teen hundred and forty-seven and the eleventh year of Our Reign.

By Command.

JEAN BRUCHÉSI,
20530 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland, and the British Dominion beyond the Seas, King, Defender of the Faith. To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS section 5 of the Act 9 George VI, chapter 25, intituled "An Act to constitute a Child Aid Clinic", enacts that this Act shall come into force at such date as the Lieutenant-Governor in Council may fix by proclamation;

WHEREAS it is now expedient to fix to November 10th, 1947, the date of the coming into force of the said Act;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in Order in Council number 1791, of November 5th, 1947, and in conformity with the provisions of section 5 of the Act to constitute a Child Aid Clinic (9 George VI, chapter 25), We have enacted and ordained and do hereby enact and ordain that the date of the coming into force of the Act 9 George VI, chapter 25, intituled: "An Act to constitute a Child Aid Clinic", be fixed to the 10th of November, 1947.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifth day of November, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-seven and the eleventh year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
20583 Under Secretary of the Province.

Soumissions

Canada, Province de Québec

COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE CANTON BOURGET (ST-AMBROISE DE CHICOUTIMI)

Avis est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions

Tenders

Canada, Province of Québec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP BOURGET (ST-AMBROISE DE CHICOUTIMI)

Notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for Bonds", will be received

pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à huit heures de l'après-midi, lundi, le 24 novembre 1947, pour l'achat de \$60,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Canton Bourget, datées du 1er novembre 1947 et remboursables en séries du 1er novembre 1948 au 1er novembre 1967 inclusivement, avec intérêt de 3% par année, payable semi-annuellement les 1er novembre et 1er mai de chaque année comme suit:

Tableau de remboursement
\$60,000.00—20 ans—3%

| Année | Capital |
|----------------|------------|
| x1er nov. 1948 | \$5,400.00 |
| x1er nov. 1949 | 5,600.00 |
| x1er nov. 1950 | 5,700.00 |
| x1er nov. 1951 | 5,900.00 |
| x1er nov. 1952 | 6,100.00 |
| x1er nov. 1953 | 6,300.00 |
| 1er nov. 1954 | 1,500.00 |
| 1er nov. 1955 | 1,500.00 |
| 1er nov. 1956 | 1,600.00 |
| 1er nov. 1957 | 1,600.00 |
| 1er nov. 1958 | 1,600.00 |
| 1er nov. 1959 | 1,700.00 |
| 1er nov. 1960 | 1,700.00 |
| 1er nov. 1961 | 1,800.00 |
| 1er nov. 1962 | 1,900.00 |
| 1er nov. 1963 | 1,900.00 |
| 1er nov. 1964 | 2,000.00 |
| 1er nov. 1965 | 2,000.00 |
| 1er nov. 1966 | 2,100.00 |
| 1er nov. 1967 | 2,100.00 |

by the undersigned up to eight o'clock in the evening, Monday, the 24th day of November, 1947, for the purchase of \$60,000 of bonds of the school commissioners for the School Municipality of the Township Bourget, dated November 1st, 1947, and redeemable serially from the first of November, 1948 to the first of November, 1967, inclusively, with interests at 3% per annum, payable semi-annually the 1st of November and 1st of May of each year, to wit:

Table of redemption
\$60,000.00—20 years—3%

| Year | Capital |
|---------------|------------|
| xNov. 1, 1948 | \$5,400.00 |
| xNov. 1, 1949 | 5,600.00 |
| xNov. 1, 1950 | 5,700.00 |
| xNov. 1, 1951 | 5,900.00 |
| xNov. 1, 1952 | 6,100.00 |
| xNov. 1, 1953 | 6,300.00 |
| Nov. 1, 1954 | 1,500.00 |
| Nov. 1, 1955 | 1,500.00 |
| Nov. 1, 1956 | 1,600.00 |
| Nov. 1, 1957 | 1,600.00 |
| Nov. 1, 1958 | 1,600.00 |
| Nov. 1, 1959 | 1,700.00 |
| Nov. 1, 1960 | 1,700.00 |
| Nov. 1, 1961 | 1,800.00 |
| Nov. 1, 1962 | 1,900.00 |
| Nov. 1, 1963 | 1,900.00 |
| Nov. 1, 1964 | 2,000.00 |
| Nov. 1, 1965 | 2,000.00 |
| Nov. 1, 1966 | 2,100.00 |
| Nov. 1, 1967 | 2,100.00 |

x — comprend un octroi de \$30,000 payable \$5,000 par année promis par le Secrétaire de la Province.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Kénogami. Les obligations seront émises en coupures de \$100.00 ou de multiples de \$100.00.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair à toutes échéances d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts Refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi le 24 novembre 1947, à huit heures du soir au bureau du soussigné.

Les commissaires ne s'engagent pas à accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à St-Ambroise, Co. Chicoutimi, ce 28 octobre 1947

Le Secrétaire-trésorier,
ART. E. ASSELIN.

20539-o

The letter "x" indicates the grant of \$30,000 payable at the rate of \$5,000 per annum, promised by the Provincial Secretary.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal Quebec or Kénogami. Bonds to be issued in denominations of \$100 or multiples of \$100.

Said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday the 24th of November, 1947, at eight o'clock in the evening at the office of the undersigned.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Given at St-Ambroise, county of Chicoutimi October 28, 1947.

ART. E. ASSELIN, •
Secretary-Treasurer.

20589

Canada — Province de Québec

VILLE DE JONQUIÈRE
(COMTÉ DE CHICOUTIMI)

Canada — Province of Quebec

TOWN OF JONQUIÈRE
(COUNTY OF CHICOUTIMI)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour Obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures du soir, lundi le 1er décembre 1947, pour l'achat de \$250,000.00 d'obligations de la Corporation Municipale de la

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned up to five o'clock in the evening, Monday, the 1st of December, 1947, for the purchase of \$250,000 of bonds of the Municipal Corporation of the

Ville de Jonquière, datées du 1er juillet 1947 et rachetables en série du 1er jour de juillet 1948 au 1er jour de juillet 1967 inclusivement, avec intérêts au taux de 2½% pour les obligations devenant dues les sept premières années du tableau ci-après, et au taux de 3% pour les treize années subséquentes, payables semi-annuellement le 1er janvier et le 1er juillet de chaque année comme suit :

Tableau de rachat — \$250,000.00 — 20 ans

| Année | Capital |
|-------|-------------|
| 1948 | \$ 9,300.00 |
| 1949 | 9,600.00 |
| 1950 | 9,900.00 |
| 1951 | 10,200.00 |
| 1952 | 10,500.00 |
| 1953 | 10,800.00 |
| 1954 | 11,100.00 |
| 1955 | 11,500.00 |
| 1956 | 11,800.00 |
| 1957 | 12,100.00 |
| 1958 | 12,500.00 |
| 1959 | 12,900.00 |
| 1960 | 13,300.00 |
| 1961 | 13,700.00 |
| 1962 | 14,100.00 |
| 1963 | 14,500.00 |
| 1964 | 14,900.00 |
| 1965 | 15,400.00 |
| 1966 | 15,800.00 |
| 1967 | 16,100.00 |

Le capital et les intérêts seront payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec ou Jonquière. Les obligations seront émises comme suit: 490 obligations de \$500.00 numérotées consécutivement à partir de D-1 et 50 obligations de \$100.00 numérotées consécutivement à partir de C-1.

Lesdites obligations peuvent être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêts, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts Refondus de Québec, 1941; toutefois si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier que le prix offert comprend l'intérêt accru sur les obligations au temps de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une assemblée du Conseil Municipal de la Ville de Jonquière, qui sera tenue le 1er décembre 1947 à 8 heures dans la soirée, à la Salle des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Jonquière. Les Membres du Conseil Municipal de la Ville de Jonquière se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Jonquière, ce 4ième jour de novembre 1947.

20575-0 Le Greffier,
PAUL-E. FORTIN.

Town of Jonquière, dated July 1st, 1947 and redeemable serially from the 1st day of July, 1948 to the 1st day of July 1967, inclusively, with interest at the rate of 2½% for the bonds becoming due the first seven years of the table shown below, and at the rate of 3% for the thirteen subsequent years, payable semi-annually the 1st of January and 1st of July of each year as follows:

Table of redemption — \$250,000 — 20 years

| Year | Capital |
|------|-------------|
| 1948 | \$ 9,300.00 |
| 1949 | 9,600.00 |
| 1950 | 9,900.00 |
| 1951 | 10,200.00 |
| 1952 | 10,500.00 |
| 1953 | 10,800.00 |
| 1954 | 11,100.00 |
| 1955 | 11,500.00 |
| 1956 | 11,800.00 |
| 1957 | 12,100.00 |
| 1958 | 12,500.00 |
| 1959 | 12,900.00 |
| 1960 | 13,300.00 |
| 1961 | 13,700.00 |
| 1962 | 14,100.00 |
| 1963 | 14,500.00 |
| 1964 | 14,900.00 |
| 1965 | 15,400.00 |
| 1966 | 15,800.00 |
| 1967 | 16,100.00 |

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Jonquière. Bonds to be issued as follows: 490 bonds of \$500 numbered consecutively from D-1, and 50 bonds of \$100 numbered consecutively from C-1.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212, of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify that the price offered includes accrued interest on the bonds to the time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Municipal Council of the Town of Jonquière, to be held on the first of December, 1947, at eight o'clock in the evening, in the Meeting Hall of the Municipal Council of the Town of Jonquière. The Members of the Municipal Council of the Town of Jonquière do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Jonquière, this 4th day of November, 1947.

20575 PAUL E. FORTIN,
Clerk.

Ventes par licitation

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Québec, dans le District de Québec, le 19e jour de Septembre, 1947 dans une cause portant le numéro 51300 des dossiers de cette cour, dans laquelle Oscar La-

Sales by Licitaton

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Quebec, in the District of Quebec, on the 19th day of September, 1947, in a case bearing the number 51300 of the records of this court, in which Oscar

mère, employé de la Compagnie Bell Telephone Company of Canada, des Cité et District de Québec, est demandeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

I — Terrains du lac St-Joseph (Ste-Catherine).

- (1) Le lot cadastral N° 694 pour la paroisse de Ste-Catherine, Comté de Portneuf;
- (2) L'île Ithaque, portant le numéro cadastral 303 pour la paroisse de Ste-Catherine, Comté de Portneuf;
- (3) Une autre île, portant le numéro cadastral 301 pour la paroisse de Ste-Catherine, Comté de Portneuf.

II — Terres de la Petite Rivière.

- (1) Le lot cadastral N° 2412 pour la paroisse de St-Sauveur de Québec, avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances;
- (2) Le lot cadastral N° 2413 pour la paroisse de St-Sauveur de Québec;
- (3) Les lots cadastraux Nos 2416 et 2417 pour la paroisse de St-Sauveur de Québec, avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

III — Propriétés du Cap Rouge.

Les lots cadastraux suivants pour la paroisse de St-Félix du Cap Rouge, savoir:

- (1) Le lot N° 84, moins les emplacements vendus et moins aussi les parties vendues pour le chemin de fer;
- (2) Le lot N° 86;
- (3) Le lot N° 106;
- (4) Le lot N° 109, moins le terrain du cimetière, et moins aussi l'emplacement vendu;
- (5) Le lot N° 125-A, rue projetée;
- (6) Le lot N° 127, rue projetée;
- (7) Les parties non subdivisées du lot N° 133, moins la partie vendue pour le chemin de fer;
- (8) Le lot N° 1, des subdivisions du lot originaire N° 134;
- (9) Le lot N° 147, moins la partie vendue pour le chemin de fer;
- (10) Le lot N° 150, moins la partie vendue pour le chemin de fer;
- (11) Le lot N° 151, moins la partie vendue pour le chemin de fer;
- (12) Le lot N° 158, moins les parties vendues pour le chemin de fer;
- (13) Les droits des vendeurs sur les lots Nos 166 et 167 qui désignent la rivière du Cap Rouge;
- (14) Le lot N° 130-A, rue projetée;
- (15) Le lot N° 69, moins la partie vendue pour le chemin de fer;

les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le 25e jour de NOVEMBRE, 1947, à 10 heures du matin, au bureau du Protonotaire du District de Québec, au Palais de Justice, en la Cité de Québec, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la dite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de la dite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Québec, 9 octobre, 1947.

Les Procureurs du Demandeur,
20375-41-2-o GRAVEL, THOMSON & GRAVEL.

Lamère, employee of the Bell Telephone Company of Canada, of the City and District of Quebec, is Plaintiff, ordering the licitation of certain immovables described as follows:

I — Lots of Lake St. Joseph (Ste. Catherine).

- (1) The cadastral lot No. 694 for the parish of Ste. Catherine, County of Portneuf;
- (2) The Ithaque Island, bearing the cadastral number 303 for the parish of Ste. Catherine, County of Portneuf;
- (3) Another island, bearing the cadastral number 301 for the parish of Ste. Catherine, County of Portneuf.

II — Lots of La Petite Rivière.

- (1) The cadastral lot No. 2412 for the Parish of St. Sauveur of Quebec, with buildings thereon erected, circumstances and dependancies;
- (2) The cadastral lot No. 2413 for the Parish of St. Sauveur of Quebec;
- (3) The cadastral lots Nos. 2416 and 2417 for the Parish of St. Sauveur of Quebec, with buldings thereon erected, circumstances and dependancies;

III — Properties of Cap Rouge.

The following cadastral lots for the Parish of St. Felix of Cap Rouge, namely:

- (1) The lot No. 84, less the emplacements sold and also less the parts sold for the railway;
- (2) The lot No. 86;
- (3) The lot No. 106;
- (4) The lot No. 109, less the cemetery property and also less the emplacement sold;
- (5) The lot No. 125-A, proposed street;
- (6) The lot No. 127, proposed street;
- (7) The unsubdivided parts of lot No. 133, less the part sold for the railway;
- (8) The lot No. 1 of the subdivisions of the original lot No. 134;
- (9) The lot No. 147, less the part sold for the railway;
- (10) The lot No. 150, less the part sold for the railway;
- (11) The lot No. 151, less the part sold for the railway;
- (12) The lot No. 158, less the parts sold for the railway;
- (13) The rights of the sellers on the lots Nos 166 & 167 which describe the Cap Rouge River;
- (14) The lot No. 130-A, proposed street;
- (15) The lot No. 69, less the part sold for the railway;

the above described immovables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the 25th day of NOVEMBER, 1947, at TEN o'clock in the morning, in the office of the Prothonotary of the District of Quebec, at the Court House, in the City of Quebec, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within the 6 days following the adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Quebec, 9th October, 1947.

GRAVEL, THOMSON & GRAVEL,
20375-41-2-o Attorneys for Plaintiff.

Vente pour taxes

Province de Québec — Comté de Sherbrooke

VILLE DE LENNOXVILLE

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Lennoxville, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique au bureau du conseil municipal à l'hôtel de ville de la susdite municipalité MARDI le DEUX DÉCEMBRE, 1947, à DIX heures de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et intérêts mentionnées dans l'état ci-dessous et les frais qui seront subsequmment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Succession Mitchell, James S., Cadastre des parties 272 et 273. Total des taxes municipales et scolaires dues: \$26.00.

Commencant à un point de la ligne nord de la rue Downs, cent (100) pieds à l'ouest de l'intersection de la ligne nord de la rue Downs avec la ligne ouest de la rue Main; de là à la droite dans la direction nord à un angle de quatre-vingt-dix-huit degrés et trente-huit minutes (98°38') une distance de deux cent dix-sept (217) pieds jusqu'à un poteau de fer au centre du ruisseau; de là vers la gauche dans la direction ouest un angle de cent un degrés et vingt-cinq minutes (101°25') une distance de quatre cent cinquante-huit (458) pieds jusqu'à un poteau de fer; de là vers la gauche, un angle de cent deux degrés et vingt minutes (102°20') une distance de cent vingt cinq pieds et cinq dixièmes de pied (125.5) jusqu'à un poteau de fer; de là vers la droite un angle de huit degrés et vingt minutes (8°20') une distance de cent trente-quatre (134) pieds suivant la ligne est du passage de M. Loach jusqu'à un poteau de fer; de là vers l'est en suivant la ligne nord de la rue Downs, une distance de trois cent soixante-quinze (375) pieds jusqu'au point de départ.

Les immeubles ci-dessus décrits sont tous des plans et livres de renvoi officiels du village de Lennoxville et situés dans la ville de Lennoxville.

Donné sous mon seing, en la ville de Lennoxville, ce 3ième jour de novembre 1947.

Le Secrétaire-trésorier,

20563-45-2-0

W. R. BAKER.

Sale for Taxes

Province of Quebec — County of Sherbrooke

TOWN OF LENNOXVILLE

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the Town of Lennoxville, that the properties hereinafter described will be sold by the public auction, at the office of the Municipal Council at the Town Hall of the aforesaid municipality TUESDAY the SECOND day of DECEMBER, 1947, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of municipal and School taxes with interest mentioned in the following statement, and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before this sale.

Mitchell, James S. Estate, Cadaster of the Parts 272 and 273. Total of Municipal and School taxes due: \$26.00.

Commencing at a point in the Northerly line of Downs St. One hundred feet (100) West from the intersection of the Northerly line of Downs Street with the Westerly line of Main Street; thence to the right in a Northerly direction an angle of ninety-eight degrees thirty eight minutes (98°38') a distance of two hundred and seventeen (217) feet to an iron post in the middle of the brook; thence to the left in a Westerly direction an angle of one hundred and one degrees and twenty-five minutes (101°25') a distance of four hundred and fifty-eight (458) feet to an iron post; thence to the left an angle of one hundred and two degrees twenty minutes (102°20'), a distance of one hundred twenty-five feet and five tenths of a foot (125.5) to an iron post; thence to the right an angle of eight degrees twenty minutes (8°20') a distance of one hundred and thirty-four feet (134) following the Easterly line of Mr. Loach's driveway, to an iron post; thence Easterly following the Northerly line of Downs Street a distance of three hundred and seventy-five feet (375) to the point of commencement.

The above immovables are all upon the official plan and in the book of reference of the Village of Lennoxville, and situated in the Town of Lennoxville.

Given under my hand, in the Town of Lennoxville, this 3rd day of November 1947.

W. R. BAKER,

20563-45-2-0

Secretary-treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEDFORD*Fieri Facias de Terris*

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, N° 2103. **ALFRED LAMAR-CHE**, journaliste de la ville de Farnham, district de Bedford, demandeur vs **DAME EVA GLADU**, de Central Falls, dans l'État Rhode-Island, un des États-Unis d'Amérique épouse séparée de biens de Roméo Galarneau, du même lieu, ledit Roméo Galarneau, pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse:

Un emplacement situé dans la ville de Farn-

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEDFORD*Fieri Facias de Terris*

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court, No. 2103. **ALFRED LAMAR-CHE**, laborer, of the town of Farnham, district of Bedford, plaintiff; vs **DAME EVA GLADU**, of Central Falls, in the State of Rhode Island, one of the United States of America, wife separate as to property of Roméo Galarneau, of the same place, the said Roméo Galarneau, to authorize his said wife for the purposes hereof, defendant.

As belonging to the defendant:

An emplacement situate in the town of Farn-

ham, district de Bedford, connu et désigné sous le no. 215 des plan et livre de renvoi officiel de la dite ville de Farnham, avec bâtisses y érigées."

Pour être vendus à la porte de l'église catholique de la paroisse de St-Romuald de Farnham, à Farnham, dit district, MERCREDI, le DIX DÉCEMBRE 1947, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Sweetsburg, Qué., 30 octobre 1947. [Première insertion, 8 novembre 1947]

Le Shérif, A. ST-MARTIN. 20564-45-2-0

ham, district of Bedford, known and designated under No. 215 on the official plan and in the book of reference for the said town of Farnham—with buildings thereon erected.

To be sold, at the Catholic church door of the parish of St-Romuald de Farnham, at Farnham, said district, on WEDNESDAY, the TENTH of DECEMBER, 1947, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Sweetsburg, Que., October 30, 1947. [First insertion, November 8, 1947]

A. ST-MARTIN, Sheriff. 20564-45-2

JOLIETTE

Cour supérieure — Province de Québec

District de Montréal, { THE COMMERCIAL ACCEPTANCE CORPORATION LIMITED, corps politique et incorporé, dûment incorporé, ayant son bureau chef et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse, vs R.-M. DUROCHER, autrefois de Côteau Rouge, Longueuil, dans le district de Montréal, et présentement du village de L'Assomption, dans le district de Joliette, défendeur.

Un emplacement situé dans la paroisse de L'Assomption, contenant approximativement en superficie trois arpents et un tiers, de forme irrégulière, faisant partie d'immeubles connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de L'Assomption, sous les numéros quatre cent quatre vingt-un, quatre cent quatre vingt six et quatre cent quatre-vingt-sept (Nos 481, 486 et 487) formé:

1° Du résidu du lot numéro quatre cent quatre-vingt-six (N° 486p) des dits plan et livre de renvoi, tenant devant au chemin public, où il a une largeur approximative de quatre cent quarante-trois pieds partant de la ligne de division du dit lot N° 486 d'avec le N° 487, à aller à un ponceau ou culvert sur le chemin public;

2° D'une partie du dit lot N° 487 des dits plan et livre de renvoi et d'une partie du dit lot N° 481; le dit emplacement borné en front par le chemin public, en arrière et du côté sud-ouest par partie du dit lot N° 487 appartenant à Antonio Beauchamp, partie par partie du dit lot N° 481 et partie par partie du dit lot N° 486 appartenant aussi au même propriétaire, avec maison et autres dépendances dessus construites; le tout tel qu'actuellement clôturé, les parties n'entendant faire plus ample désignation.

Pour être vendu à la porte de l'église de L'Assomption le DIX DÉCEMBRE 1947, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-shérif, Bureau du Shérif, ROLAND PERREAULT. Joliette, le 4 novembre 1947. [Première insertion, 8 novembre 1947].

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour supérieure, district de Montréal

Montréal, à savoir: { SA MAJESTÉ LE ROI, N° 254522, aux droits de la province de Québec, dûment représenté par Mes. Pascal Lachapelle, C.R., Demetrius Baril, C.R., et Monsieur Paul Dansereau, agent d'immeubles, tous trois de la cité et du district de Montréal, en leur qualité de fiduciaires dûment nommés

JOLIETTE

Superior Court — Province of Québec

District of Montréal, { THE COMMERCIAL ACCEPTANCE CORPORATION LIMITED, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office and principal place of business in the city and district of Montréal, plaintiff; vs R. M. DUROCHER, heretofore of Côteau Rouge, Longueuil, in the district of Montréal, and now of the village of L'Assomption, in the district of Joliette defendant.

An emplacement situate in the parish of L'Assomption, containing an approximate area of three arpents and one third, of irregular figure, forming part of the immovables known and designated on the official cadastral plan and in the book, of reference for the parish of L'Assomption, under numbers four hundred and eighty-one, four hundred and eighty-six and four hundred and eighty-seven (Nos: 481, 486 and 487), composed of:

1. The residue of lot number four hundred and eighty six (No. 486p) of said plan and book of reference, bounded in front by the public road, where its width is approximately four hundred and forty-three feet, starting from the line which divides said lot No. 486 from No. 487, and running as far as a "ponceau" or culvert on the public road;

2. A part of said lot No. 487 of said plan and book of reference and a part of said lot No. 481; said emplacement bounded in front by the public road, in rear and on the southwest side by a part of said lot No. 487 belonging to Antonio Beauchamp, partly by a part of said lot No. 481 and partly by a part of said lot No. 486 belonging also to the same proprietor—with house and other dependencies thereon erected, as the whole is presently fenced in, the parties agreeing to giving no further description.

To be sold at the church door of L'Assomption on the TENTH of DECEMBER, 1947, at TEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERREAULT, Deputy Sheriff. Sheriff's Office, Joliette, November 4, 1947. [First insertion, November 8, 1947]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court, district of Montréal

Montréal, to wit: { HIS MAJESTY THE KING, in the name of the Province of Québec, duly represented by Messrs. Pascal Lachapelle, K.C., Demetrius Baril, K.C., and Mr. Paul Dansereau, real estate agent, all three of the city and district of Montréal, in their quality of duly appointed

aux biens commerciaux des Prêtres de Saint Sulpice en vertu de la loi 1, Georges VI, Chap. 2, demandeurs; vs ROMÉO KUZER, défendeur; & J. LUCIEN TREMBLAY, curateur au délaissement.

Comme appartenant au défendeur mais en la possession du curateur au délaissement.

Ce certain lot de terre situé dans le quartier Sainte-Anne de la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le numéro mille quinze (1015) aux plan et livre de renvoi officiels dudit quartier, borné en front par la rue des Manufacturiers, avec une maison portant les nos 44, 46 48 de ladite rue, et autres bâtisses dessus érigées mesurant, ledit lot, cinquante pieds de largeur par cent dix pieds m.a. de profondeur et plus ou moins, telle que ladite propriété existe présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ni réserve d'aucune sorte.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L.-P. CAISSE.
Montréal, 15 octobre 1947. 20424-42-2
[Première insertion, 18 octobre 1947]

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de St-François

Sherbrooke, { DR. ÉMILE BRUNEAU, mé-
N° 5822. } decin, de la cité de Sher-
brooke, district de Saint-François, demandeur;
vs ALBERT THIBODEAU, autrefois résidant
à Sherbrooke, district de Saint-François et
maintenant résidant à Wottonville, dit district,
défendeur.

Saisie comme appartenant audit défendeur:

Une ferme située dans le deuxième rang du canton de Wotton, connue et désignée sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre dudit canton de Wotton comme étant les lots Trente-huit B (38b), Trente-neuf (39), Quarante-B (40b), Quarante-cinq (45) et Quarante-sept (47) le tout sujet aux servitudes mentionnées dans les titres antérieurs et spécialement à la servitude d'eau entre Georges Guimont et le vendeur, suivant acte passé devant René Boucher, notaire, le 14 août 1940 et enregistré à Ham-Sud le 15 août 1940, au Rég. B. Vol. 35, N° 44265, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendus "en bloc" au bureau du shérif, Palais de Justice, Sherbrooke, le 19 NOVEMBRE 1947, à ONZE heures a.m.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. P. C. LEMIEUX,
Sherbrooke, le 9 octobre 1947. 20425-42-2-0
[Première insertion le 18 octobre 1947]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 45

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

| | |
|-------------------------------|------|
| Bradbury vs Norris | 2726 |
| Dupuis vs Paquin | 2726 |
| Guillemette vs Boisvert | 2727 |
| Vinet vs Defoy | 2727 |

trustees to the commercial assets of the Sulpician Fathers (Prêtres de Saint-Sulpice) in virtue of the Act 1, George VI, Chap. 2, plaintiffs; vs ROMÉO KUZER, defendant; & J. LUCIEN TREMBLAY, curator to the abandonment.

As belonging to the defendant but in the possession of the curator to the abandonment.

That certain lot of land situate in the St. Ann's Ward of the city of Montreal, known and designated as lot number one thousand and fifteen (1015) of the Official Plan and in the Book of Reference of the said Ward, bounded in front by Manufacturers Street with the house bearing No. 44, 46, 48 in said Street, and other buildings thereon erected, measuring the said lot fifty feet in width by one hundred and ten feet in depth E.M. and more or less, As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 15, 1947. 20424-42-2
[First insertion, October 18, 1947]

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of St. Francis

Sherbrooke, { DR. ÉMILE BRUNEAU, phy-
No. 5822. } sician of the city of Sher-
brooke, district of St. Francis, plaintiff; vs
ALBERT THIBODEAU, formerly residing at
Sherbrooke, district of St. Francis, and now
residing in the township of Wotton, said district,
defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

A farm situate in the second range of the township of Wotton, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Wotton as being lots numbers Thirty-eight B (38b), Thirty-nine (39), Forty B (40b) Forty-five (45) and Forty-seven (47), the whole subject to the servitudes mentioned, in prior titles and especially to the water servitude between Georges Guimont and the vendor, as per deed passed before René Boucher, notary, the 14th of August 1940 and registered at Ham-Sud the 15th of August 1940, in Reg. B. Vol. 35, No. 44265, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the Sheriff's Office, Court House, Sherbrooke, the 19th of NOVEMBER 1947 at ELEVEN a.m.

Sheriff's Office, J. P. C. LEMIEUX,
Sherbrooke, Sheriff.
This 9th of October 1947. 20425-42-2-0
[First insertion the 18th of October 1947]

Index of the Quebec Official Gazette, No. 45

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

| | |
|-------------------------------|------|
| Bradbury vs Norris | 2726 |
| Dupuis vs Paquin | 2726 |
| Guillemette vs Boisvert | 2727 |
| Vinet vs Defoy | 2727 |

ARRETÉS EN CONSEIL:

| | |
|--|------|
| 1770, section "B" — Comité paritaire del'horlogerie..... | 2734 |
| 1770, section "C" — Comité paritaire de l'industrie de l'automobile des Cantons de l'Est..... | 2733 |
| 1771, section "A" — Commerce de gros de l'alimentation dans les cités de Québec et de Lévis..... | 2727 |
| 1771, section "B" — Métier d'horloger dans la région de Montréal..... | 2733 |
| 1771, section "C" — Employés du département de la police municipale de la cité de Québec..... | 2733 |
| 1771, section "D" — Employés de garages de Mégantic..... | 2732 |

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

| | | |
|------|-------------------------------|------|
| 2665 | NOTICE TO INTERESTED PARTIES: | 2665 |
|------|-------------------------------|------|

AVIS DIVERS:

| | |
|---|------|
| Association des Radiologistes de la Province de Québec (Formation).... | 2735 |
| Caisse Populaire d'Iberville (Foundation) | 2736 |
| Carrière Ste-Thècle (Nom changé)..... | 2736 |
| Deschênes, village de (Tirage d'obligations)..... | 2737 |
| La Caisse Populaire de Sainte-Barbe (Foundation)..... | 2734 |
| La Chambre de Commerce des Jeunes du District de Montréal (Directeurs) | 2735 |
| La Chambre de Commerce des Jeunes du District de Montréal (Règlements) | 2735 |
| Le Syndicat de l'U.C.C. de Contrecoeur (Formation)..... | 2734 |
| Le Syndicat des Employés de Laiterie Inc. (Formation)..... | 2735 |
| L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Saint-Hyacinthe (Règlements)..... | 2734 |
| L'Union des Gantiers (Employés) de Sherbrooke (Formation)..... | 2735 |
| L'Union des Pompiers de la Cité de Montréal (Existence corporative terminée)..... | 2737 |
| Rouyn, ville de (Tirage d'obligations)... | 2737 |
| Syndicat des Plâtriers d'Ornementation et Mouleurs (Formation)..... | 2736 |
| The Association of Granby Manufacturers Inc. (Règlements)..... | 2736 |
| The Shawinigan Water & Power Company (Construction d'un hydro-électrique)..... | 2736 |

CHARTES — ABANDON DE:

| | |
|---|------|
| A.C.A. Radio & Electrical Supplies Co. Ltd..... | 2739 |
| F. Canac Marquis, Limitée..... | 2738 |
| Hudson Agency Limited..... | 2739 |
| Industrial Machine Works Ltd..... | 2738 |
| La Compagnie de Publications de St-Jacques Limitée..... | 2738 |
| Lapierre Limitée — Lapierre Limited.. | 2738 |
| Rosemont Limitée..... | 2738 |

COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC:

| | |
|---|------|
| Liste des commissions scolaire qui se prévalent de la Loi pour assurer le progrès de l'éducation..... | 2671 |
|---|------|

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

| | |
|------------------------------------|------|
| <i>Industrie Laitière</i> | |
| Ordonnance N° 1-48 — Montréal..... | 2682 |

ORDER IN COUNCIL:

| | |
|---|------|
| 1770, part "B" — Parity Committee of Horology..... | 2734 |
| 1770, part "C" — Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships..... | 2733 |
| 1771, part "A" — Wholesale food trade in the cities of Quebec and Levis.... | 2727 |
| 1771, part "B" — Clockmaker's trade in the district of Montreal..... | 2733 |
| 1771, part "C" — Municipal Police Department employees of the city of Quebec..... | 2733 |
| 1771, part "D" — Garage employees of Mégantic..... | 2732 |

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

| | | |
|------|-------------------------------|------|
| 2665 | NOTICE TO INTERESTED PARTIES: | 2665 |
|------|-------------------------------|------|

MISCELLANEOUS NOTICES:

| | |
|---|------|
| Association des Radiologistes de la Province de Québec (Formation).... | 2735 |
| Caisse Populaire d'Iberville (Foundation) | 2736 |
| Carrière Ste-Thècle (Name Changed)... | 2736 |
| Deschênes, village of (Drawing of Bonds)..... | 2737 |
| La Caisse Populaire de Sainte-Barbe (Foundation)..... | 2734 |
| La Chambre de Commerce des Jeunes du District de Montréal (Directors).. | 2735 |
| La Chambre de Commerce des Jeunes du District de Montréal (By-Laws) .. | 2735 |
| Le Syndicat de l'U.C.C. de Contrecoeur (Formation)..... | 2734 |
| Le Syndicat des Employés de Laiterie Inc. (Formation)..... | 2735 |
| L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Saint-Hyacinthe (ByLaws)..... | 2734 |
| L'Union des Gantiers (Employés) de Sherbrooke (Formation)..... | 2735 |
| L'Union des Pompiers de la Cité de Montréal (Corporate Existence Terminated)..... | 2737 |
| Rouyn, town of (Drawing of Bonds)... | 2737 |
| Syndicat des Plâtriers d'Ornementation et Mouleurs (Formation)..... | 2736 |
| The Association of Granby Manufacturers Inc. (By-Laws)..... | 2736 |
| The Shawinigan Water & Power Company (Construction of a Hydro-Electric)..... | 2736 |

CHARTES — SURRENDER OF:

| | |
|---|------|
| A.C.A. Radio & Electrical Supplies Co. Ltd..... | 2739 |
| F. Canac Marquis, Limitée..... | 2738 |
| Hudson Agency Limited..... | 2739 |
| Industrial Machine Works Ltd..... | 2738 |
| La Compagnie de Publications de St-Jacques Limitée..... | 2738 |
| Lapierre Limitée — Lapierre Limited.. | 2738 |
| Rosemont Limitée..... | 2738 |

QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION:

| | |
|--|------|
| List of School Commissions availing themselves of the Act to ensure the progress of Education..... | 2671 |
|--|------|

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

| | |
|--------------------------------|------|
| <i>Dairy Industry</i> | |
| Order No. 1-48 — Montreal..... | 2682 |

| | | | |
|--|------|--|------|
| Ordonnance N° 2-48 — Québec. | 2684 | Order No. 2-48 — Quebec. | 2684 |
| Ordonnance N° 3-48 — Trois-Rivières. | 2685 | Order No. 3-48 — Trois-Rivières. | 2685 |
| Ordonnance N° 4-48 — Sherbrooke. | 2686 | Order No. 4-48 — Sherbrooke. | 2686 |
| Ordonnance N° 5-48 — St-Hyacinthe. | 2687 | Order No. 5-48 — St. Hyacinthe. | 2687 |
| Ordonnance N° 6-48 — Shawinigan. | 2688 | Order No. 6-48 — Shawinigan. | 2688 |
| Ordonnance N° 7-48 — Rivière-du-Loup. | 2689 | Order No. 7-48 — Rivière-du-Loup. | 2689 |
| Ordonnance N° 8-48 — St-Jean-d'Iber-ville. | 2690 | Order No. 8-48 — St-Jean-d'Iberville. | 2690 |
| Ordonnance N° 11-48 — Drummondville. | 2690 | Order No. 11-48 — Drummondville. | 2690 |
| Ordonnance N° 12-48 — Grand'Mère. | 2691 | Order No. 12-48 — Grand'Mère. | 2691 |
| Ordonnance N° 13-48 — Huntingdon. | 2692 | Order No. 13-48 — Huntingdon. | 2692 |
| Ordonnance N° 14-48 — Sorel. | 2693 | Order No. 14-48 — Sorel. | 2693 |
| Ordonnance N° 15-48 — St-Jérôme. | 2694 | Order No. 15-48 — St. Jérôme. | 2694 |
| Ordonnance N° 16-48 — Joliette. | 2695 | Order No. 16-48 — Joliette. | 2695 |
| Ordonnance N° 17-48 — Lévis. | 2695 | Order No. 17-48 — Lévis. | 2695 |
| Ordonnance N° 18-48 — Amos. | 2696 | Order No. 18-48 — Amos. | 2696 |
| Ordonnance N° 20-48 — Asbestos. | 2697 | Order No. 20-48 — Asbestos. | 2697 |
| Ordonnance N° 21-48 — Beauce. | 2698 | Order No. 21-48 — Beauce. | 2698 |
| Ordonnance N° 24-48 — Bromptonville. | 2699 | Order No. 24-48 — Bromptonville. | 2699 |
| Ordonnance N° 25-48 — Brownsburg. | 2700 | Order No. 25-48 — Brownsburg. | 2700 |
| Ordonnance N° 28-48 — Coaticook. | 2700 | Order No. 28-48 — Coaticook. | 2700 |
| Ordonnance N° 29-48 — Cowansville. | 2701 | Order No. 29-48 — Cowansville. | 2701 |
| Ordonnance N° 31-48 — Danville. | 2702 | Order No. 31-48 — Danville. | 2702 |
| Ordonnance N° 32-48 — Windsor Mills. | 2704 | Order No. 32-48 — Windsor Mills. | 2704 |
| Ordonnance N° 33-48 — Donnacona. | 2704 | Order No. 33-48 — Donnacona. | 2704 |
| Ordonnance N° 34-48 — East Angus. | 2703 | Order No. 34-48 — East Angus. | 2703 |
| Ordonnance N° 35-48 — Granby. | 2705 | Order No. 35-48 — Granby. | 2705 |
| Ordonnance N° 37-48 — Matane. | 2706 | Order No. 37-48 — Matane. | 2706 |
| Ordonnance N° 38-48 — La Tuque. | 2707 | Order No. 38-48 — La Tuque. | 2707 |
| Ordonnance N° 41-48 — Magog. | 2708 | Order No. 41-48 — Magog. | 2708 |
| Ordonnance N° 43-48 — Montmagny. | 2708 | Order No. 43-48 — Montmagny. | 2708 |
| Ordonnance N° 44-48 — Abitibi. | 2709 | Order No. 44-48 — Abitibi. | 2709 |
| Ordonnance N° 45-48 — Richmond. | 2710 | Order No. 45-48 — Richmond. | 2710 |
| Ordonnance N° 46-48 — Rimouski. | 2711 | Order No. 46-48 — Rimouski. | 2711 |
| Ordonnance N° 47-Sp-IX — Québec. | 2712 | Order No. 47-Sp-IX — Québec. | 2712 |
| Ordonnance N° 47-Sp-X — Stanstead. | 2713 | Order No. 47-Sp-X — Stanstead. | 2713 |
| Ordonnance N° 47-Sp-XI — Richmond. | 2714 | Order No. 47-Sp-XI — Richmond. | 2714 |
| Ordonnance N° 48-48 — Stanstead. | 2714 | Order No. 48-48 — Stanstead. | 2714 |
| Ordonnance N° 50-48 — St-Gabriel-de-Brandon. | 2715 | Order No. 50-48 — St-Gabriel-de-Brandon. | 2715 |
| Ordonnance N° 53-48 — Thetford. | 2716 | Order No. 53-48 — Thetford. | 2716 |
| Ordonnance N° 54-48 — Trois-Pistoles. | 2717 | Order No. 54-48 — Trois-Pistoles. | 2717 |
| Ordonnance N° 57-48 — Victoriaville. | 2718 | Order No. 57-48 — Victoriaville. | 2718 |
| Ordonnance N° 59-48 — Waterloo. | 2718 | Order No. 59-48 — Waterloo. | 2718 |
| Ordonnance N° 60-48 — Waterville. | 2719 | Order No. 60-48 — Waterville. | 2719 |
| Ordonnance N° 64-48 — Farnham. | 2720 | Order No. 64-48 — Farnham. | 2720 |
| Ordonnance N° 66-48 — Nicolet. | 2721 | Order No. 66-48 — Nicolet. | 2721 |
| Ordonnance N° 68-48 — Plessisville. | 2722 | Order No. 68-48 — Plessisville. | 2722 |
| Ordonnance N° 69-48 — Arthabaska. | 2722 | Order No. 69-48 — Arthabaska. | 2722 |
| Ordonnance N° 70-48 — Mont-Joli. | 2723 | Order No. 70-48 — Mont-Joli. | 2723 |
| Ordonnance N° 71-48 — Rigaud. | 2724 | Order No. 71-48 — Rigaud. | 2724 |
| Ordonnance N° 72-48 — Ste-Anne-de-Beaupré. | 2725 | Order No. 72-48 — Ste-Anne-de-Beaupré. | 2725 |
| Ordonnance N° 73-48 — Matapédia. | 2726 | Order No. 73-48 — Matapédia. | 2726 |

INSTRUCTION PUBLIQUE:

| | |
|---|------|
| Ayer's Cliff, munic. scolaire protestante de. | 2739 |
| St-Rodrigue, munic. scolaire de. | 2739 |
| St-Télesphore, munic. scolaire de. | 2739 |

TRAVAIL:

| | |
|---|------|
| Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec (Approbation de règlements). | 2740 |
| Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec (Prélèvement). | 2744 |
| Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille (Approbation de règlements). | 2741 |
| Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille (Modification). | 2741 |
| Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de St-Jean et d'Iberville (Prélèvement). | 2745 |

EDUCATION:

| | |
|--|------|
| Ayer's Cliff, Protestant school munic. of. | 2739 |
| St-Rodrigue, school munic. of. | 2739 |
| St-Télesphore, school munic. of. | 2739 |

LABOUR:

| | |
|---|------|
| Joint Committee of the Construction Industry of Québec (Approval of By-Laws). | 2740 |
| Joint Committee of the Construction Industry of Québec (Levy). | 2744 |
| Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry (Approval of By-Laws). | 2741 |
| Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry (Amendment). | 2741 |
| Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of St-Jean and Iberville (Levy). | 2745 |

| | | | |
|---|------|--|------|
| Commission conjointe de l'industrie de la robe dans la province de Québec (Modification) | 2741 | Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Québec (Amendment) | 2741 |
| Métiers de barbier et coiffeur dans l'Île de Montréal, la cité de St-Lambert et la municipalité de Longueuil (Modification) | 2745 | Barber and hairdresser trades in the Island of Montreal, the city of St. Lambert and the municipality of Longueuil (Amendment) | 2745 |
| TRÉSOR: | | TREASURY: | |
| <i>Assurances:</i> | | <i>Insurance:</i> | |
| The Waterloo Mutual Fire Insurance Company | 2748 | The Waterloo Mutual Fire Insurance Company | 2748 |
| EXAMENS DU BARREAU: | | BAR EXAMINATIONS: | |
| Bas St-Laurent: étude du droit | 2748 | Lower St. Lawrence: study of law | 2748 |
| Montréal: étude du droit | 2748 | Montreal: study of law | 2748 |
| Québec: étude du droit | 2749 | Quebec: study of law | 2749 |
| Richelieu: étude du droit | 2748 | Richelieu: study of law | 2748 |
| GREFFE DE NOTAIRE: | | NOTARIAL RECORD: | |
| Ratelle, Joseph-Adalbert | 2749 | Ratelle, Joseph-Adalbert | 2749 |
| LETTRES PATENTES: | | LETTERS PATENT: | |
| Ann's Stores Incorporated | 2666 | Ann's Stores Incorporated | 2666 |
| Highway Milk-Bar Limited | 2667 | Highway Milk-Bar Limited | 2667 |
| Laurentide Laces Inc. | 2667 | Laurentide Laces Inc. | 2667 |
| Les Loisirs de St-Bruno Inc. | 2667 | Les Loisirs de St-Bruno Inc. | 2667 |
| Meubles Laurier Ltée — Laurier Furniture Ltd. | 2668 | Meubles Laurier Ltée — Laurier Furniture Ltd. | 2668 |
| Montreal Club of Printing House Craftsmen | 2668 | Montreal Club of Printing House Craftsmen | 2668 |
| Mont Tremblant Lodge, Limited | 2671 | Mont Tremblant Lodge, Limited | 2671 |
| Reo Service Stores Limited | 2669 | Reo Service Stores Limited | 2669 |
| Rimouski Auto Parts Limited | 2669 | Rimouski Auto Parts Limited | 2669 |
| Roland Chailfoux Limitée | 2670 | Roland Chailfoux Limitée | 2670 |
| Westmount Appliances and Sports Limited | 2670 | Westmount Appliances and Sports Limited | 2670 |
| LETTRES PATENTES ANNULÉES: | | LETTERS PATENT ANNULLED: | |
| Refuge St-Antoine Inc. | 2681 | Refuge St-Antoine Inc. | 2681 |
| LIQUIDATION, AVIS DE: | | WINDING UP NOTICE: | |
| La Caisse Populaire de Parent | 2749 | La Caisse Populaire de Parent | 2749 |
| NOMINATIONS: | | APPOINTMENTS: | |
| Diverses | 2749 | Miscellaneous | 2749 |
| ORDRE DE COUR: | | RULE OF COURT: | |
| Péloquin vs Beaulac | 2750 | Péloquin vs Beaulac | 2750 |
| PROCLAMATIONS: | | PROCLAMATIONS: | |
| Concernant la mise en vigueur de la Loi instituant une clinique d'aide à l'enfance | 2752 | Concerning the coming into force of the Act to constitute a Child Aid Clinic | 2752 |
| Concernant l'érection de la municipalité du Lac-des-Aigles | 2750 | Concerning the erection of the municipality of Lac-des-Aigles | 2750 |
| SOUMISSIONS: | | TENDERS: | |
| Commissaires d'écoles du Canton Bourget | 2752 | School Commissioners of the Township Bourget | 2752 |
| Jonquière, ville de | 2753 | Jonquière, town of | 2753 |
| VENTE PAR LICITATION: | | SALE BY LICITATION: | |
| Lamère vs Taché <i>et al</i> | 2754 | Lamère vs Taché <i>et al</i> | 2754 |
| VENTE POUR TAXES: | | SALE FOR TAXES: | |
| Lennoxville, ville de | 2756 | Lennoxville, town of | 2756 |

VENTES PAR SHÉRIFS:

BEDFORD:

Lamarche vs Gladu *et vir* 2756

JOLIETTE:

The Commercial Acceptance Corpora-
tion Limited vs Durocher. 2757

MONTRÉAL:

Sa Majesté le Roi vs Kuzer 2757

SAINT-FRANÇOIS:

Bruneau vs Thibodeau 2758

20584 o

SHERIFFS' SALES:

BEDFORD:

Lamarche vs Gladu *et vir* 2756

JOLIETTE:

The Commercial Acceptance Corpora-
tion Limited vs Durocher. 2757

MONTREAL:

His Majesty the King vs Kuzer. 2757

SAINT FRANCIS:

Bruneau vs Thibodeau 2758

20584-o